

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Parti américain ? Non !

Parti internationaliste par P. MONATTE

Impressions sur le congrès

de Stockholm par J. FERNANDEZ

Visite à une école du C.I.O.

par P. AUBERY

Un mois en Yougoslavie par P. VAQUEZ

Les élections allemandes par E. THOMAS

L'Occident embourbé dans sa duplicité

par R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 77 - Novembre 1953

Parti américain ? Non ! Parti internationaliste	P. MONATTE
Impressions sur le congrès de Stockholm	J. FERNANDEZ
L'art et le prolétariat	J. DUPERRAY
Après les accords hispano-américains : La lutte contre Franco... C'est la lutte ouvrière contre le totalitarisme	R. HAGNAUER
Un bon ouvrier de l'Enseignement : Elie Reynier (1875-1953)	A.-V. JACQUET
L'hommage ardéchois	P. BOISSEL
Visite à une école d'été du C.I.O.	P. AUBERY
Un mois en Yougoslavie	P. VAQUEZ
Les élections allemandes sous le signe de la contre-révolution antisyndicale	E. THOMAS

Parmi nos lettres

Victoire ou défaite ?	COTTET
L'emprunt avorté	JACQUET
Internationalisme et « parti américain » ..	BOISSEL
Lettre à Charbit	LOUZON
L'Europe contre l'Internationale ?	PEYRONNET

Notes d'économie et de politique

L'Occident embourbé dans sa duplicité. — Qu'en est-il au fond de Trieste ? — Le prestige des mains propres	R. LOUZON
--	-----------

La vie des cercles

Bulletin de Zimmerwald :
Causerie de John McNair.
Causerie de Marceau Pivert.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

PARTI AMÉRICAIN ? NON ! PARTI INTERNATIONALISTE

Louzon proclame une nouvelle fois — mais cette fois-ci dans la Révolution prolétarienne, numéro d'octobre — qu'il est du parti américain et que nous devons tous nous considérer comme citoyens de l'empire américain.

Ainsi, il n'y aurait plus en France, ni en Europe, et dans le monde entier, que deux partis, le parti russe et le parti américain.

Je me crois obligé de dire publiquement, comme il y a quelques années je le lui ai écrit personnellement, lorsqu'il a émis cette idée pour la première fois, dans les Etudes matérialistes, que je ne partageais pas son point de vue et que je restais du parti internationaliste.

C'est d'ailleurs pour cela que nous avons à quelques-uns senti la nécessité, quelques mois après, de créer le Cercle Zimmerwald.

On imagine mal la Révolution prolétarienne devenant un organe du parti américain. La contradiction entre les termes jure un peu trop fort.

Comment peut-on réduire au parti russe et au parti américain les grandes forces historiques actuelles ? Certes, la classe ouvrière mondiale tâtonne en aveugle depuis les dernières grandes guerres, surtout depuis la banqueroute frauduleuse du socialisme en Russie. Les temps sont obscurs, mais quère plus qu'à la veille de 1914 et de 1939. On ne peut balayer d'un même coup la lutte des classes, le prolétariat international, le syndicalisme révolutionnaire et la révolution sociale. Je n'arrive pas à comprendre que Louzon le fasse.

Aurait-il perdu complètement confiance dans la classe ouvrière et dans la révolution prolétarienne ? Ou bien est-il victime de l'illusion historique ? Hanté par le souvenir de l'empire romain, il en retrouve l'équivalent dans un empire américain imaginaire. Simple mirage, cela. Il faut se méfier des rapprochements historiques.

Je ne puis suivre Louzon et partager ses illusions. Ce serait, pour reprendre une de ses formules, laisser corrompre nos principes.

Je ne pense pas que l'Histoire ait passé à l'Amérique le flambeau que la France avait laissé choir de ses mains ; je crois encore, je crois toujours que c'est le prolétariat international qui a relevé, voilà longtemps, le flambeau révolutionnaire. Les raisons immédiates de garder confiance sont rares, je le sais. Cependant, il ne faut pas désespérer. Le 17 juin 53 de l'Allemagne orientale nous a crié : espoir ! Ici même, toutes proportions gardées, les grèves d'août contribuent à chasser les idées noires.

Certes, la dernière guerre mondiale n'a pas engendré de nouvelles révolutions. Mais elle a fini d'ébranler si profondément le vieux monde que ces révolutions nouvelles ne peuvent pas ne pas être en gestation, en gestation plus lente et plus difficile, mais en gestation. La grande révolution sociale embrassant tous les continents reste, doit rester, notre espérance et notre foi.

Entre l'empire russe et l'empire américain, plus exactement enchevêtrée entre eux, en eux et autour d'eux, il y a la classe ouvrière. Un jour prochain l'ouvrier russe se distinguera du stalinisme, du stalinisme sans Staline, du totalitarisme russe. Comme un jour, non moins prochain, l'ouvrier américain se distinguera davantage de ses capitalistes et de ses managères technocrates. Je ne connais pas d'empire américain. S'il existe, je ne me sens de liens qu'avec les ouvriers amé-

ricains, ceux du C.I.O., ceux de l'A.F.L., ceux qui restent aux I.W.W. et avec tous les isolés qui espèrent comme nous dans la révolution.

Louzon veut appartenir au parti américain. Il en serait vite exclu. Il veut appartenir à l'empire américain. Il en serait vite expulsé. Entre nous, il ne l'aurait pas volé.

D'ailleurs, si je partageais sa conception du parti américain, si je pensais avec lui que la situation militaire et la menace de troisième guerre mondiale que fait peser sur le monde le totalitarisme russe commandent impérieusement toutes les attitudes, une conséquence fatale se dégageait mécaniquement ; je serais obligé de trouver naturelle la position prise par l'Amérique tant à l'égard de Franco qu'à l'égard de Bao Dai ou de Mossadegh, tant en Espagne, en Indochine qu'en Iran. Or je trouve cette position fautive et funeste. Je m'étonne que Louzon, partant de la conception qu'il défend, ne trouve pas cette position naturelle.

Il croit possible au sein du parti américain d'être mieux entendu des soi-disant détenteurs des leviers du commandement mondial que s'il était en dehors de ce parti. Erreur. Double erreur.

Rien qu'en se disant du parti américain il n'a plus de point d'appui. Ses pieds cessent de toucher terre. Au nom de qui et de quoi espère-t-il parler aux grands meneurs du parti américain, défenseurs du capitalisme en Occident et du féodalisme en Orient ? Ne voit-il pas que notre faiblesse depuis bientôt trente ans vient, pour une bonne part, du fait que la plupart des hommes qui quittaient le parti communiste s'en allaient, une fois sortis, rejoindre les rangs de la bourgeoisie, mis à part ceux qui allaient pour un temps, pour toujours souvent, pêcher à la ligne, combien restions-nous fidèles à la révolution ? Fidèles, mais tronçonnés, impuissants. Si bien que de là est venue la dérisoire confusion entre le stalinisme et l'émancipation ouvrière. Se proclamer du parti américain, c'est ajouter au désarroi, perdre toute prise sur la classe ouvrière abusée, c'est abandonner l'espoir de se faire entendre par les ouvriers russes, chinois et par ceux de tous les pays dits satellites.

Où Louzon a-t-il vu que l'idée de l'Europe était une idée américaine ? C'est une vieille, très vieille idée d'ici. Elle a resurgi au lendemain de la dernière guerre. Pour nous ne traduit-elle pas d'abord le désarmement des haines entre la France et l'Allemagne, un désarmement qui ne peut venir que des ouvriers de l'un et de l'autre pays, première étape sur la route de la révolution, effort trop négligé par la C.I.S.L. comme par l'Internationale socialiste, effort contrebattu naturellement par la F.S.M. et par le Stalinform.

Devant un pareil amas de points de désaccord, non sur des mots, ou des formules plus ou moins heureuses, mais sur des conceptions fondamentales, je suis gravement inquiet. La R. P. ne peut pas devenir, sans se renier et se ridiculiser, un organe du parti américain. Elle a été créée, elle a vécu depuis trente ans — péniblement, mais par ses propres moyens — pour maintenir en dépit de tout la foi dans l'internationalisme ouvrier et dans la révolution prolétarienne. Renoncer à sa raison d'être équivaldrait pour elle à se suicider.

Pierre MONATTE.

Impressions sur le Congrès de Stockholm

A Stockholm, 53 millions de travailleurs étaient représentés au troisième congrès de la C.I.S.L. Mais les « Quatre Grands » avec leurs 28 millions d'adhérents représentaient plus de la moitié de ces effectifs.

Le T.U.C. qui figurait en première place au congrès de Milan s'est vu distancer entre temps par l'A.F.L. (8 millions contre 8.600.000) et le D.G.B. avec ses six millions menace sérieusement le C.I.O.

Les « Quatre Grands »

On sait que dans le domaine politique — de la « politique internationale de la bourgeoisie » — les « Grands » ne pèchent pas par excès de modestie. On pouvait à Stockholm constater le même phénomène, particulièrement caractéristique en ce qui concerne les Américains. Les Britanniques au contraire ne se firent remarquer que par leur extrême discrétion. A l'exception de sir Vincent Tewson, qui exerçait les fonctions de président, les représentants du T.U.C. semblaient absents du Parlement de Stockholm. Cette modestie apparente ne les empêchait pas toutefois de moins dédaigner les commissions (à l'heure opportune du vote) que la tribune du congrès. Ils avaient, convenons-en, jugé à sa juste valeur l'importance des effets oratoires sur les décisions finales du congrès. Par contre, George Meany et Walter Reuther avaient leur raison de ne pas dédaigner ce moyen de propagande, car l'A.F.L. et le C.I.O. se disputaient l'influence auprès des nombreuses délégations asiatiques, latino-américaines et africaines.

Supposons que les U.S.A. soient représentés à l'O.N.U. par deux délégations rivales, l'une républicaine et l'autre démocrate et qu'elles se disputent la faveur des autres délégués. Supposons encore que la C.G.T.-F.O. ait pu se hisser à Stockholm — en faisant état par exemple de cinq millions de membres — au niveau des « Grands »... Il n'aurait alors manqué qu'un envoyé « syndical » de Vichinsky pour que l'on s'imagine au Palais des Nations Unies.

Deux grands problèmes

Si l'ordre du jour comportait l'examen des questions habituelles, il faut dire que la majorité des interventions se sont trouvées orientées en direction de deux problèmes. Le premier, celui des « pays non autonomes » était prévu. Le second fut fourni par l'actualité immédiate, à savoir les événements tout récents d'Allemagne Orientale.

Mais on ne peut dire que la discussion, sur ces sujets ou sur les autres, ait donné la preuve d'un niveau élevé. La plupart des interventions n'auraient pas déçu dans le cadre d'une conférence politique assez vulgaire, voire dans des meetings publics.

La carence des rapporteurs n'étant pas suppléée par les délégués, on peut dire qu'aucune analyse de la situation des travailleurs dans le monde n'a été faite. A plus forte raison, aucune perspective ne s'est dégagée pour les luttes à mener...

Mais s'agissait-il de préparer une lutte de la classe ouvrière, et pourquoi ? Existe-t-il une lutte de classes sur notre planète ? Peut-être, mais ce n'est pas à Stockholm qu'il était permis de s'instruire à ce sujet. La plupart des délégués traitaient

abondamment de tous les grands problèmes politiques, sans jamais avoir à se référer à cette « invention » des marxistes ! Par contre, il fut beaucoup question de l'ennemi, de l'ennemi fondamental, de celui qui empêche tous les honnêtes gens d'être heureux : le COMMUNISME ! Cet ennemi est d'autant plus dangereux qu'il rencontre parfois des alliés, à savoir certains bourgeois qui favorisent son développement par égoïsme.

Voilà l'enseignement, schématisé mais à peine caricatural, que Candide aurait pu retirer du congrès de Stockholm.

Le colonialisme

Il faut reconnaître cependant que beaucoup de vérités utiles furent rappelées à la tribune du congrès sur les crimes de la colonisation. Malheureusement, ce fut le fait seulement des représentants des pays coloniaux. Les délégués des pays impérialistes se montrèrent en général d'une discrétion exemplaire à ce sujet.

Contre toute attente, l'impérialisme français ne tint pas le rôle de vedette qui lui revenait de droit après l'assassinat de Farhat Hached. Pourtant, l'ambassade de France à Stockholm était agitée de soubresauts : une véritable névrose de l'angoisse. Il faut dire que les Suédois, et particulièrement les social-démocrates qui gouvernent ce pays éprouvent une véritable répulsion pour le chancre colonialiste ; ce peuple est sain et la vérole, même celle des autres, l'indigne sincèrement. Peut-être, si la France n'avait pas de colonies, n'aurions-nous rien à reprocher — dans ce domaine au moins — à nos syndicalistes ! C'est probable...

Quoi qu'il en soit, la lecture de la presse suédoise est réconfortante. Et les délégués tunisiens eurent les honneurs de la « une » avec photos et légendes qui faillirent provoquer des crises cardiaques à l'ambassade de France. Qu'allait-il se passer à ce congrès ? Comment l'ambassadeur ferait-il son rapport au Quai ?

Eh bien ! il put faire un excellent rapport, en respectant les traditions de la carrière, sur les nombreuses interventions dénonçant les crimes commis dans les colonies... anglaises ! En effet, les délégués de Malte, de Chypre, du Kenya, de la Côte de l'Or, de la Grèce firent successivement, et avec fougue, le procès du gouvernement de Londres. Mais quel dommage que ces problèmes nationaux aient été traités en termes spécifiquement nationalistes !

Le dialogue Nouri-Bothereau

Les Français (certains d'entre eux tout au moins) ne pouvaient s'empêcher de savourer les âpres critiques visant les... Anglais ! Mais où étaient-ils les syndicalistes britanniques ? Peut-être en bateau sur la Baltique...

Le tempérament latin a ses exigences, et Bothereau ne pouvait s'inspirer du flegme britannique. Il monta à la tribune pour déclarer :

« Que des situations politiques régissent pour partie notre comportement, telle est la constatation que nous pouvons faire. Nous nous sommes très loyalement expliqués à ce sujet et peut-être sommes-nous maintenant lavés de quelques soupçons. Il faut savoir que nous n'avons jamais imaginé autre chose qu'une souhaitable et indispensable éman-

icipation du peuple tunisien. Notre erreur, peut-être, si ce devait en être une, serait de nous être situés sur un plan humain, sur un plan de classe, sur un plan d'internationalisme et non sur un plan de race ou de géographie. Nous voulons l'émancipation des hommes, nous ne voulons pas leur haine. Syndicalistes français et tunisiens doivent être capables, ensemble, de faire avancer la solution générale d'un problème irritant. Nous comprenons toutes les impatiences et les partages. C'est pourquoi nous prenons l'engagement solennel à cette tribune de proposer à Nouri Boudali la reprise des contacts que nous avons engagés avec Farhat Hached. »

Sans doute, une condamnation ferme des assassins de Farhat Hached eût-elle donné plus de poids à cette déclaration. Et peut-être Nouri Boudali aurait-il pu amorcer le dialogue en demandant des garanties dans ce sens. Il se contenta, très diplomatiquement, de « prendre acte des déclarations du camarade Bothereau » en affirmant l'intention des Tunisiens de régler ce problème « dans le cadre de la C.I.S.L. ». Ce qui signifiait, en somme, le refus des « conversations séparées ». On ne saurait le reprocher aux camarades tunisiens, qui ont quelques raisons d'être méfiants. Pour le reste, retenons de l'intervention de Boudali cette analyse intelligente de la « politique » française en Tunisie :

« Comme toute dictature, celle qui s'est résolument installée depuis janvier 1952 en Tunisie, continuant de très longues décades d'oppression, cette dictature coloniale a ses heures d'éclaircie : les responsables de la politique française en Tunisie s'évertuent à cultiver l'incertitude quant à leurs intentions. A des moments donnés et devant des événements internationaux donnés, ils prennent des mesures qu'ils qualifient de gestes de clémence. Or ces mesures de libération, extrêmement limitées, ont été appliquées à quelques dirigeants syndicalistes qui avaient été arrêtés et éloignés non pas parce qu'ils étaient accusés de quelque délit, mais parce qu'on a perpétré un crime odieux, supprimant un des leurs. Ces mesures, qui sont l'expression d'une politique en dents de scie, voudraient prétendre faire croire à ce qu'on appelle un « apaisement », qui, en fait, est resté jusqu'ici sans contenu réel et sans continuité. »

En conclusion, Français et Tunisiens repartirent de Stockholm sans que la délégation de F.O. ait pu remplir son mandat de « renouer les contacts avec l'U.G.T.T. ».

La question allemande

Le second grand problème qui agita le congrès, et, semble-t-il, intéressa beaucoup plus les délégués occidentaux, fut celui de l'Allemagne Orientale. Les leaders du D.G.B. eurent droit aux ovations quand ils annoncèrent l'arrivée de deux ouvriers ayant participé à la révolte de l'Allemagne stalinisée. Journalistes, photographes et cinéastes contribuèrent au succès spectaculaire de cet événement. Les déclarations des deux jeunes Allemands ne manquaient pas d'intérêt, et l'émotion du congrès était certaine. Le caractère prolétarien de la révolte fut mis en évidence ; la critique du stalinisme (on ignorait, hélas ! ce terme à Stockholm puisqu'on fait l'honneur aux staliniens de les appeler « communistes ») sur la base de ces faits concrets, excellente. Mais pourquoi conclure ce débat où la solidarité internationale de la classe ouvrière devait s'affirmer par un appel... au gouvernement américain ? La classe ouvrière n'a-t-elle pas de moyens qui lui soient propres pour aider les victimes des bourreaux ? Ne pouvait-on, par exemple, en représailles, appeler les ouvriers à manifester par tous

les moyens devant les ambassades russes, à boycotter les bateaux russes, etc. ?

Retenons cependant cette déclaration du jeune Allemand des usines LEUNA, dans les couloirs du Parlement de Stockholm. Interrogé sur les raisons de sa haine contre les « communistes », il répondit le plus naturellement du monde : « Mais ce ne sont pas des communistes, ce sont des domestiques des Russes. » Il avait vingt ans, n'avait connu d'autre éducation que celle des écoles staliniennes. Malgré cela, ou à cause de cela, il avait compris ce que ne peuvent, ou ne veulent, assimiler nos bourgeois et nos syndicalistes. C'est réconfortant.

Les délégués ont-ils dit ce qu'ils pensaient ?

Un autre sujet de réconfort, c'est la déclaration faite par Euzerio Mujal Barniol, secrétaire général de la C.G.T. de Cuba, à l'issue de ce congrès. En voici quelques extraits :

« Les délégués représentant les organisations de gauche n'ont pas osé en général exprimer clairement leur opinion, de crainte que l'on puisse confondre leur attitude avec celle des fellow-traveller. Au contraire, les organisations de droite ont fait abondamment entendre leur voix, ce qui peut donner une impression fautive des tendances véritables au sein de la C.I.S.L... », mais « nous avons pu prendre contact avec les délégués des centrales syndicales africaines, notamment du Kenya, et un rapprochement s'est effectué également avec les représentants de l'Asie. Que nous soyons d'Amérique du Sud, d'Afrique ou d'Asie, nous sommes tous devant le même problème : l'exploitation des peuples par les impérialistes américains, anglais et français. »

Nous avons pu constater également que nous nous étions attiré des sympathies parmi les délégations des pays européens comme l'Allemagne, la France et la Belgique, par exemple. »

L'action directe

Et voici la suite de cette déclaration du leader cubain, dont la personnalité rayonne sur toute l'Amérique Centrale et du Sud :

« Notre position théorique est la suivante : la C.I.S.L. doit, selon nous, se prononcer nettement en faveur de l'instauration du régime socialiste dans le monde entier. D'autre part, si nous approuvons certaines préoccupations actuelles de la C.I.S.L., nous affirmons la nécessité de recourir à l'action directe des travailleurs, y compris les grèves de portée internationale. »

C'est ainsi que la Confédération des travailleurs de Cuba a mis l'embargo sur les exportations de sucre brut à destination d'une raffinerie américaine, afin de soutenir les travailleurs de cette entreprise qui, grâce à nous, ont remporté la victoire. Le C.I.O. nous a envoyé un télégramme de félicitations. Voilà un exemple d'internationalisme prolétarien dont doivent s'inspirer les dirigeants de l'Internationale syndicale. Je pense que notre action à ce congrès a été utile. Une première satisfaction nous est donnée : le nouveau président ne sera ni américain, ni anglais. Il faut que lors du quatrième congrès de la C.I.S.L. nous nous présentions devant l'opinion des travailleurs du monde avec un bilan positif en faveur de la classe ouvrière. Mais on peut se féliciter déjà du fait que ce troisième congrès aura été plus fertile que les précédents. »

Euzerio Mujal a précisé ensuite que sa centrale syndicale, la seule qui existe à Cuba, groupe en son sein les communistes qui sont très actifs, mais n'ont la majorité que dans trente-deux syndicats sur 1.850. « Cela prouve, dit-il en souriant, que nous

sommes encore plus actifs qu'eux. Et c'est encore un exemple dont peut s'inspirer la C.I.S.L. »

Vers le quatrième congrès

Il faut espérer, et vouloir, avec les Cubains, que le quatrième congrès de la C.I.S.L. marquera un progrès sur celui de Stockholm. Pourquoi pas ? Les discussions qui ont eu lieu dans les commissions, si elles n'ont pas abouti à des résolutions satisfaisantes — et il s'en faut — ont eu des résultats curieux et intéressants : les délégués de la C.G.T.-F.O. se sont opposés violemment aux tentatives « impérialistes » de certains représentants des « grands » dont la tendance est de considérer la C.I.S.L. comme leur bien personnel. S'ils n'ont été que peu suivis (par les Belges, les Italiens, Cuba, etc.), cette manifestation d'indépendance reste

malgré tout à enregistrer. Enfin, Sidro, de Force Ouvrière, a critiqué la résolution sur la paix, estimant qu'elle ne reflétait pas assez les préoccupations des travailleurs et qu'elle avait un caractère trop exclusivement politique. Cette résolution reconnaissait le droit pour les démocraties de « renforcer leur défense militaire devant l'agression ou les menaces d'agression ».

Les Japonais ont voté contre et se sont prononcés pour le désarmement intégral. Cela suffit pour qu'ils soient soupçonnés d'être « communistes »...

S'il faut conclure, ce sera en quelques mots. Un congrès international, cela se prépare, partout dans toutes les sections. S'il y avait eu à Stockholm quelques autres camarades pour seconder Enzerio Mujal Barniol, la discussion aurait pu être plus féconde. Ce qui n'a pas été fait peut l'être pour le quatrième congrès.

J. FERNANDEZ.

L'art et le prolétariat

Le camarade Duperray, qui a soutenu dans une autre publication une discussion sur ce sujet, tient à préciser ses conceptions en ce domaine pour les lecteurs de la R.P. :

Je pense que l'ouvrier appartient à une classe sociale en lutte, mais je pense qu'il est un homme non seulement dans cette condition mais en dehors d'elle. Je pense qu'il lutte pour être intégralement un homme, cesser d'appartenir à une classe et transformer ainsi totalement sa condition.

Un homme c'est donc autre chose qu'un homme social et qu'un ouvrier. C'est un phénomène vivant particulier qui n'a qu'une part de lui-même engagée dans la classe sociale, où les nécessités de sa condition l'enferment. Il peut être brimé par elle. Aussi il ne s'y intègre, il n'en est solidaire que dans la mesure où elle lui permet la liberté. C'est pour cela qu'il veut que son organisation de classe soit démocratique et lui foute la paix dans sa vie privée, dans ses goûts et ses couleurs, dans ses rêves, dans ses loisirs, dans sa paresse et son repos.

Le syndicalisme classique ou l'anarcho-syndicalisme si tu veux parce qu'ils respectent cela se distinguent des Eglises et des partis totalitaires.

La liberté cependant on ne sait plus trop ce que c'est. On croit que c'est une formule. On n'en voit plus l'importance primordiale et l'extraordinaire gravité. Cette notion est galvaudée dans les discours de tribune.

Si la liberté dans toute société, dans toute classe ou organisation sociale, est pour l'homme une nécessité vitale, c'est que chaque individu est unique et irremplaçable, c'est qu'il contient pour chacun des autres et pour lui-même une part d'inconnu. La liberté, c'est le respect de cette part d'inconnu qui, parce qu'elle l'est, contient tous les possibles.

C'est pour des raisons de cette taille que je ne crois pas que la littérature ou l'art puissent être des fonctions sociales au sens immédiatement utilitaire du terme.

Je crois qu'il n'y a dans chaque œuvre de valeur réelle que s'il y a expression d'un homme, et d'un individu — d'un groupe d'affinités réduit peut-être, mais c'est bien plus rare. Quand je dis expression d'un homme, d'un individu, je pense qu'il n'y a art que dans la mesure où il apporte quelque chose de particulier, d'unique, d'irremplaçable dans sa façon de s'exprimer, quel que soit le sujet qu'il ait choisi ou le sujet qu'il ait cru choisir. On a dit

que l'art était le reflet de la société. Il serait mieux de dire que l'art est le reflet des rapports et des divergences entre l'homme et la société. Je pense en conséquence que dans toute œuvre d'art c'est cet inconnu qui parle qui ne peut s'exprimer que dans la plus totale liberté.

Aussi les règles, les programmes, les étiquettes, les critères de classe, les bonnes ou les nobles intentions, les sujets encouragés et les langages préconçus grincent à rendre sourd quand on veut les obliger à faire forcément bon ménage avec l'art ou la littérature.

Je ne crois donc pas aux « vraies valeurs humaines » en matière littéraire. Je ne crois pas qu'on puisse établir une frontière entre l'art bourgeois et l'art prolétarien ni dresser un critère précis qui les distingue l'un de l'autre.

Je ne crois pas que nous puissions considérer comme juste une seule des critiques cléricales ou stalinienne en matière artistique. L'opposition partisane à la liberté de l'homme qui les détermine est trop évidente. L'effort des totalitarismes pour étouffer l'art libre et officialiser l'art aussi vain dans un sens que dans l'autre devrait suffire à alerter les révolutionnaires.

Les totalitaires contre l'art, la littérature et l'homme tentent certes de se justifier en reprenant à leur compte les préjugés malheureusement les plus communément répandus.

Disons contre eux que l'art est de tous les temps, vit sous tous les régimes, malgré tous les régimes, et dans toutes les classes, qu'il n'est chargé ni du recrutement syndical, ni de la police des mœurs. Disons que les bonnes intentions sociales morales ou humanitaires n'ont jamais suffi ni même contribué à relever le niveau d'une œuvre mauvaise pas plus qu'une grande œuvre n'a pu se trouver diminuée par son caractère antisocial, son amoralité, ou son manque absolu de sentiments « louables » au sens de la morale commune du milieu ou du moment.

Ce qui n'exclut nullement qu'un bourgeois puisse être un crétin, un intellectuel un sclérosé, un ouvrier un artiste, la lutte des classes et la condition prolétarienne les sujets de belles œuvres, l'argot un des moyens d'expression à la disposition de l'homme et de l'écrivain « ouvrier » ou « bourgeois », mais un des moyens seulement entre bien d'autres.

Jean DUPERRAY.

LA LUTTE CONTRE FRANCO... C'EST LA LUTTE OUVRIÈRE CONTRE LE TOTALITARISME

Il est inutile de préciser notre opposition aux accords conclus entre les Etats-Unis et le gouvernement de Franco. Inutile parce que nous ne sommes nullement solidaires du président Eisenhower, des hommes du « big-business », des experts militaires du Pentagone. Inutile, parce que notre haine du sanglant dictateur de Madrid ne peut être ni renforcée ni altérée par un accord, sans doute significatif, mais ne traduisant nullement un phénomène nouveau.

Ce que nous voudrions, c'est que l'opposition exprimée publiquement restât conforme à la logique de notre mouvement.

Certaines réactions nous étonnent et nous inquiètent. Surtout, lorsqu'elles surgissent du camp « anti-américain ». Car aux Etats-Unis l'opposition a été assez efficace pour empêcher pendant deux ans la signature des accords, malgré des motifs stratégiques — assez sérieux — et la volonté des capitalistes américains de s'installer à la place laissée libre par le retrait des capitaux anglais et français et l'écroulement des positions allemandes. On prétend que ce sont les exigences de Franco qui ont retardé la signature. On a même opposé (cf. éditorial du *Monde*) la dignité du caudillo à l'avilissement des gouvernants français. Celui-là voulant conserver la pleine souveraineté sur les territoires concédés. Il y aurait beaucoup à dire sur cette fameuse histoire de « l'occupation américaine » en France. Et pas pour défendre les militaires américains. On peut simplement rappeler qu'il s'agit des effets d'une alliance dont les termes ont été l'objet de débats publics et qui est née de revendications européennes, surtout françaises et anglaises. Si les unités américaines obéissaient au « go home » stalinien et neutraliste, l'administration militaire française s'installerait vraisemblablement sur les bases abandonnées. Savoir si la population d'alentour bénéficierait de cette substitution...

Les accords avec Franco n'impliquent, au moins publiquement, aucune alliance militaire. Il est difficile d'apprécier leur caractère, dans l'état présent de nos informations. La souveraineté de l'Etat espagnol demeure-t-elle intacte ? Ou, comme le proclament les socialistes et syndicalistes espagnols, Franco a-t-il vendu et dépouillé l'Espagne ? Il est vrai que depuis le plan Marshall, le dictateur a réclamé, avec insistance, sa part du gâteau. Il est vraisemblable qu'il a résisté en effet à des exigences qui en allégeant la misère de l'Espagne auraient ébranlé son pouvoir. Des îlots capitalistes indépendants auraient vu renaître un prolétariat revendicatif libéré du corset de fer de l'Etat « national-syndicaliste » (?). Que les officiels américains aient sacrifié les nécessités de « la libre entreprise » à des obligations stratégiques urgentes, qu'ils aient consenti à subir la législation franquiste, voilà qui nous semblerait plus révélateur et plus inquiétant qu'un accord prévu et préparé depuis longtemps.

Cette hâte, le « pont pilatisme » déconcertant de Washington dans l'affaire de Trieste... ce sont là les signes non d'une volonté d'agression, mais plutôt d'un repli sur les défenses périphériques et d'un abandon de l'Europe continentale.

Il suffirait d'ailleurs de lire la presse espagnole — évidemment contrôlée et orientée — pour estimer la force de la résistance américaine à l'accord avec Franco.

Les journaux de la péninsule ont salué avec virulence et grossièreté le départ du « franc-maçon » Truman. Ils ont espéré un changement de politique qui a quelque peu tardé à se manifester.

UNE OPPOSITION LOGIQUE

Faut-il rappeler que les centrales syndicales américaines n'ont pas cessé de dénoncer tout projet d'aide à Franco ? Et en se plaçant sur notre terrain : celui de la solidarité internationale ouvrière. Ne citons que deux exemples significatifs. La réponse méprisante du bureau de l'American Federation of Labor aux aimables avances des « syndicats » (?) franquistes. Et la phrase par laquelle le président du C.I.O. flétrissait notre passivité devant les crimes de Franco : « Nous avons du sang sur nos mains ».

Il ne nous plaît pas, en cette opposition normale, de nous rencontrer avec des gens dont les sentiments démocratiques chatouillés par le nom de Franco demeurent assoupis lorsqu'on envisage des tractations et des marchandages avec le tzarisme rouge, autrement dangereux que le régime franquiste. Il nous plaît encore moins de consacrer l'hypocrisie. Nous n'avons guère entendu les fougueux protestataires d'aujourd'hui dénoncer les accords commerciaux que notre France a signés avec l'Espagne franquiste, depuis 1948 ni le « modus vivendi » réglant les rapports entre les deux zones marocaines. Et les travaillistes anglais — même bevanistes — demeurent fort discrets, quant aux rapports de la Grande-Bretagne avec le Portugal de Salazar, qui a poussé l'amitié pour l'Espagne de Franco jusqu'à parler en son nom devant l'Europe et l'O.N.U.

Si l'on veut se placer sur le terrain de la solidarité de classe ou même simplement de la défense de la démocratie, il faut s'imposer des règles simples et rigoureuses, valables pour tous les cas, sans aucune discrimination. Sinon, si l'on choisit la cause à défendre et l'ennemi à combattre selon des exigences actuelles et localisées, on cède à l'opportunisme le plus méprisable et l'on justifie implicitement les politiciens et les militaires américains qui pour renforcer la défense de l'Europe occidentale en ont méprisé la raison essentielle.

UN REGRETTABLE COMMUNIQUE

On voudrait au contraire s'associer sans aucune réserve aux protestations de nos camarades espagnols. Lors des grèves de Barcelone, nous avons participé à la manifestation des « Amis de la République espagnole » du 12 avril 1951, où Albert Camus exprima sa foi dans « l'Europe de la fidélité » (R.P. de mai 1951). Nous y avons retrouvé en évoquant Francisco Ferrer toute l'âme de l'Espagne libertaire. Celle-ci est nôtre ; nous avons souffert de ses défaites, nous avons partagé la charge de ses faiblesses et de ses erreurs, sans que nous éprouvions par elle de déception ou de désillusion.

Cette disgrâce nous est réservée par le communiqué du parti socialiste espagnol et de l'Union générale des Travailleurs d'Espagne, publié dans F.O. du 15 octobre 1953.

On excuserait la colère, même injuste à l'égard du peuple dont les représentants ont signé les accords. Seulement l'excuse ne vaut que si l'on reste fidèle soi-même à la politique trahie par Washington. Ce qui est grave, c'est que nos camarades espagnols reprennent à leur compte la politique franco-anglaise d'avant guerre, la politique russe d'après guerre, la stupidité neutraliste.

Laissons de côté l'argument nationaliste de la spoliation de l'Espagne par Franco. C'est peut-être de bonne politique. Si cela n'engage pas l'avenir, car la République espagnole victorieuse pourra-t-elle, sans une aide étrangère, tirer l'Espagne de la misère aggravée par la dictature ?

On peut même se demander si la colonisation américaine de l'Espagne ne rapprocherait pas de l'objectif unique : la chute du régime — soit parce que le capitalisme ne s'accommoderait pas de la dictature, soit parce que cette colonisation provoquerait par antithèse la naissance ou la résurrection d'une véritable nation espagnole.

Cependant, c'est surtout l'interprétation de la situation internationale qui nous surprend et nous heurte.

Les accords auraient été signés « alors que la tension internationale se détend... alors que le monde place ses espérances de paix dans la conférence des quatre... qui risque d'échouer. Les puissances se demandent mutuellement des preuves de bonne volonté. La signature des accords constitue une grave erreur politique qui frise l'inconscience ou la provocation. »

Interprétation fort discutable. L'installation de bases stratégiques en Espagne — comme le soutien de la politique colonialiste au Maroc — nous apparaît au contraire comme le signe d'une politique de repli américain, de défense des positions méditerranéennes, dans le cas d'une agression russe. Si le gouvernement de Washington préparait l'offensive, il renforcerait les bases de départ en Europe continentale. Il s'appuierait sur Tito. En favorisant l'Italie, en protégeant l'Espagne, il se place sur une position défensive.

Ce que nos camarades espagnols oublient de préciser, ce sont les « preuves tangibles de la volonté de rétablir la paix » des dirigeants russes. A moins de prendre au sérieux de vieux thèmes de propagande et les propos des éditorialistes du Monde. La conférence des quatre ? Un nouveau Yalta ou un nouveau Potsdam. C'est-à-dire des marchandages qui établiraient un « modus vivendi » provisoire, qui favoriseraient les exportations anglaises, qui consolideraient la colonisation des peuples de l'Europe orientale. Une politique ouvrière internationale de défense de la paix nous paraît toujours possible (1). Elle ne passe pas par cette voie. Elle doit porter des propositions efficaces de désarmement simultané. Elle ne doit pas plus paralyser l'action des syndicalistes et des socialistes des pays du glacis soviétique que celle des syndicalistes et des socialistes espagnols.

Mais ce n'est pas là le plus grave. Le communiqué s'adresse à la France et à l'Angleterre : « Certaines puissances mesureront les pernicieuses conséquences des accords quand elles trouveront diminuées leurs positions actuelles dans le bassin méditerranéen ou quand elles s'aviseront du danger que représente le réarmement allemand doublé

de la présence d'une armée franco-phalangiste au sud des Pyrénées. En 1954 pourra se reproduire l'inquiétante situation de 1939. » Ou cette phrase relève d'un machiavélisme quelque peu puéril inspiré par le désir de diviser les « Trois », ou elle exprime une thèse qui s'apparente à celle des neutralistes et des « post-staliniens ».

N'oublions pas d'abord que les « positions actuelles » de la France et de l'Angleterre, dans le bassin méditerranéen, sont placées en Afrique du Nord, c'est-à-dire qu'elles représentent la forme la plus réactionnaire du colonialisme et de l'impérialisme.

Mais qu'est-ce que le projet de « réarmement » d'une Allemagne mutilée, occupée, encore soumise au diktat de 1945 peut avoir de commun avec la réalité d'une armée franco-phalangiste, ou avec la puissance militaire d'une armée hitlérienne d'autant plus redoutable qu'elle s'était édifiée sur « terrain neuf » ? Que nos camarades espagnols confondent des phénomènes aussi différents de nature que la très vieille pénétration des capitaux et des techniciens allemands en Espagne — l'intervention hitlérienne, lors du coup d'Etat de Franco — la défaite franco-anglaise de 1940... ce n'est qu'ignorance ou négligence de l'histoire ! Qu'ils évoquent 1939, n'oubliant que de 1940 à 1942, la diplomatie anglaise d'abord, la diplomatie anglo-américaine ensuite se sont efforcées d'acheter par des crédits et surtout par des promesses la neutralité de Franco, dont la passivité favorisa le débarquement en Afrique du Nord (cf. Mémoires de sir Samuel Hoare, ambassadeur à Madrid)... ce n'est qu'imprudence et légèreté ! Mais qu'ils s'accrochent au système d'alliance de 1945 opposant à l'Allemagne, la France, l'Angleterre et la Russie, c'est dangereuse aberration !

Sans doute, pendant l'avant-dernière guerre a-t-on déjà constaté que la droite espagnole était germanophile, tandis que la gauche et l'extrême-gauche s'affirmaient favorables à la France. Ce sont là des réminiscences quelque peu archaïques ! La « germanophobie » n'a rien de commun avec l'antifascisme, dont les représentants allemands ont combattu en Allemagne contre Hitler et en Espagne contre Franco. La « germanophobie » se présente en Europe occidentale comme l'arme la plus meurtrière de l'hitlérisme moscovite.

Il faut que les socialistes espagnols tirent tous les enseignements de la tragédie dont ils furent les témoins et les victimes. Ils ont raison d'associer dans leur haine les noms de Franco, d'Hitler et de Mussolini. Mais ces derniers sont morts et leur héritage ne présente aucune nocivité virulente. Nous voulons bien classer la politique de « non-intervention franco-anglaise » dans les causes de la victoire de Franco, sans même insister sur les divisions au sein des forces républicaines et ouvrières. Mais l'intervention stalinienne n'a-t-elle pas abouti — avec la complicité de socialistes comme Negrin — à la liquidation des révolutionnaires ? Les socialistes, héritiers de Largo Caballero, nos camarades du P.O.U.M. et de la C.N.T. ne l'ont certainement pas oublié.

UNE ACTION INTERNATIONALE EFFICACE

Loin de s'accrocher à une alliance « contre nature » avec les tzars de Moscou, les démocrates, les socialistes et les syndicalistes espagnols ne pourraient-ils nous éclairer sur les conditions efficaces de la lutte contre Franco ? Et de chercher les bases sociales du régime. Nous leur conseillons la lecture d'un article de M. Louis Baudin paru dans la revue « Banque » de juillet 1953... écrit évidemment pour les besoins de la cause... à sa-

(1) J'ai reçu à ce sujet une lettre de notre ami Faucier qui persiste avec raison dans son projet de campagne publique sur des points précis, pour le désarmement. Nous y reviendrons.

voir la multiplication des échanges franco-espagnols.

Nous pouvons tirer de cette analyse favorable de l'économie espagnole quelques indications précieuses. L'évolution y présente quelques analogies frappantes avec celles de la Russie stalinienne, de l'Italie mussolinienne et des républiques sud-américaines. C'est-à-dire que les progrès économiques sont fonction de la misère croissante des populations. Une agriculture qui maintient le système des « latifundia » stériles en Andalousie, faute d'irrigation — une exploitation à caractère encore féodal même en Catalogne — 90 % des parcelles inférieures à un hectare dans les régions de petite propriété. Tout cela pour aboutir à une double conclusion : l'augmentation croissante des prix agricoles, l'exportation en grande quantité des produits de la grande et moyenne propriété agricole (oranges, vins, huile). Sur le plan industriel, le développement anormal de l'exploitation des matières premières, la stagnation des industries de transformation (2).

Enfin, une hypertrophie des charges budgétaires (en 1948 on signalait dans la R.P. que 60 % du budget étaient consacrés à l'armée, la marine et la police). M. Baudin lui-même est bien obligé de signaler l'extension du fonctionnarisme et de la bureaucratie.

Mais où ce « businessman »... français dépasse la mesure, c'est lorsqu'il attribue les progrès économiques (?) de l'Espagne à une « atmosphère sociale favorable »... grâce à... « l'ordre et au calme »... et « la modération des désirs de l'ouvrier espagnol » (sic !). Avez hypocrite à rapprocher des tendres homélies sur la sobriété de l'Arabe, la modestie du Chinois, la résistance du Noir... et aussi la patience du travailleur russe. On préfère le cynisme de l'exploiteur le plus brutal à cette écœurante littérature vomie sur la misère d'un peuple.

Ce qui se dégage encore de l'article de M. Baudin, c'est que l'Espagne — qu'il s'agisse des travaux d'irrigation, d'électrification, des transports et des importations de machines ne peut vivre en autarcie, mais que le régime est incapable de créer des conditions normales de développement économique, c'est-à-dire une agriculture nourrissant d'abord les villes espagnoles et une industrie produisant d'abord des biens de consommation.

L'erreur de nos camarades espagnols serait de se laisser aveugler par l'aspect purement politique et militaire de la question.

Au lieu de rêver à une triple alliance : France, Angleterre, U.R.S.S. contre Franco, l'Allemagne... et l'Amérique, ils devraient éclairer l'opinion publique américaine. Le terrain est favorable. Le grand journal libéral, le plus sérieux peut-être de toute la presse mondiale le *New York Times*, ne qualifiait-il pas — dans son éditorial du 28 septembre 1953 — l'accord avec Franco de « pilule amère » et ne rappelait-il pas que « le but le plus élevé de la politique américaine doit être de défendre et de propager la démocratie envers et contre toutes les idéologies totalitaires, qu'elles soient fascistes ou communistes. Si nous l'oublions, en passant des accords avec Franco, la cause de la liberté en souffrira grand dommage ».

Est-il possible d'autre part de troubler le « calme » (?) du régime... en organisant le boycott de l'Espagne franquiste ? Seuls nos camarades espagnols peuvent répondre à cette question, car

(2) Sur la base 100 pour la période 1929-1931, les indices pour les industries d'extraction vont de 300 à 600 — pour les fabrications de fer, de plomb, de coton, de laine, ils atteignent de 60 à 90.

l'enjeu ce n'est pas seulement la vie du régime, c'est aussi le sort actuel du peuple espagnol. Si leur réponse est affirmative, s'ils pensent que le risque d'une aggravation de la misère ne pèse pas en face de l'espoir d'un affaiblissement du régime, les syndicats américains et... aussi français et anglais dirigés par la C.I.S.L. ne peuvent hésiter à passer de la phase des ordres du jour à la réalité de l'action.

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE « NON-INTERVENTION »

Peut-on prolonger sur le ton de la confession publique cet examen actuel et rétrospectif du problème espagnol ? Cette question de la « non-intervention » qui provoqua parmi nous d'ardents débats laisse à quelques-uns d'entre nous une sorte de remords lancinant. Pour reprendre le jargon des doctrinaires, **objectivement**... on peut encore discuter les arguments des interventionnistes d'alors... — **subjectivement**, il ne nous reste que la douloureuse humiliation d'avoir combattu pour... Dantzig... alors que nous avions refusé de combattre pour Barcelone.

Mais si nous plaçons coupables, nous entendons que notre culpabilité soit limitée. Si notre pacifisme nous inclinait vers la « non-intervention » de l'Etat français, jamais nous n'y avons sacrifié la solidarité de classe, jamais nous n'avons douté de la légitimité de l'action de nos camarades espagnols... ni marchandé l'aide que nous pouvions individuellement et collectivement leur apporter.

Il n'en est pas de même aujourd'hui.

Ce que les neutralistes de toutes tendances veulent nous interdire : c'est de reconnaître dans les insurgés des démocraties populaires les frères des combattants de la République espagnole et de la Résistance française. Quand ils disent qu'il n'y a pas identité entre le totalitarisme moscovite et l'hitlérisme ou le fascisme, ils parlent non par conviction, mais par prudent attentisme, pour ne pas dire par lâcheté. Car cette affirmation indiscutable les contraindrait à des déterminations dangereuses. La discussion autour des responsabilités des journées de Berlin de juin 1953 éclaira d'un jour cru cet avilissement de la conscience. Alors que personne n'ose nier la spontanéité du mécontentement et de la révolte populaires, on traite « d'agents provocateurs » les militants de l'Allemagne occidentale (souvent réfugiés de la zone orientale) qui sont accourus à l'appel des ouvriers de Berlin. On incrimine les appels lancés à la radio américaine, oubliant sans doute le rôle joué, pendant l'occupation, par les radios de Londres et d'Alger, par les parachutages en France des armes et des héros.

Cependant d'un article paru dans *Contre-courant* du 20-10-53 (3), nous tirons cette conclusion que les révolutionnaires et les anarchistes de l'autre zone reprochent aux autorités américaines, non « leurs provocations », mais leur passivité, leur politique de non-intervention.

Il n'est pas question de déclencher la guerre pour libérer les peuples de l'Europe orientale. Personne ne l'envisage. Mais il est encore moins question pour nous de réduire la paix à des marchandages entre les « Grands », de sacrifier à notre tranquillité... provisoire les impératifs de la solidarité de classe. A notre tour de proclamer que nous ne nous laisserons pas réduire à cette honte et ce lâche soulagement !

Roger HAGNAUER.

(3) Comment l'Occident a trahi la révolte Est-allemande, par Norbert Muhlen.

ELIE REYNIER

(1875-1953)

C'est à nos camarades de l'Ardèche, qui furent ses élèves et ses amis, de dire quel souvenir il leur a laissé. Je le connaissais personnellement trop peu pour parler comme il convient d'un homme de cette trempe. Cependant j'ai quelque idée de l'action qu'un tel militant peut exercer en me souvenant d'une conversation que j'eus, à Tarbes, il y a trois ans, avec un instituteur qui avait été l'élève d'Antoine Richard. Il ne tarissait pas en éloges sur notre regretté camarade ; il me vantait son savoir, sa conscience professionnelle, son libéralisme, sa volonté de ne pas « endoctriner » les élèves-maitres. « C'était le professeur à qui nous devions le plus, me disait-il, car il s'effaçait derrière la vérité pour la mieux exposer. »

Chose curieuse : Reynier ne sortait pas de l'école normale. Il fit ses études au vénérable lycée de Tournon et entra à Saint-Cloud en 1897 après avoir accompli son service militaire.

Ce fut l'affaire Dreyfus qui le mit en route, comme tant d'autres. Au moment de la « décantation » du dreyfusisme, il fut de ceux qui continuèrent à servir de justes causes au lieu de s'en servir pour faire carrière.

En 1903, Charles Guieysse avait publié dans ses « Pages libres » trois lettres à un instituteur rural qui veut être socialiste. Elles étaient remarquables tant par leur clarté que par leur densité de pensée. Elles furent suivies d'enquêtes sur les programmes d'Octave Gréard, sur l'enseignement des écoles primaires et celui des écoles normales.

Reynier était alors professeur à l'école normale de Montbrison (1904). Il ne s'entendait pas très bien avec son directeur, M. Lucien Simiand, en qui il voyait un « despote ». M. Simiand était évidemment un homme d'une autre époque. Condisciple de mon père à l'école normale de Grenoble, il avait une idée orgueilleuse de sa valeur. Son frère François — le plus jeune de la famille — devait devenir professeur au Collège de France. Ses deux sœurs étaient la bonté même, surtout celle qui enseignait à l'école normale de Grenoble. Des heurts entre Reynier et M. Simiand eurent lieu et rendirent Reynier trop sévère. De son étude, parue en juillet 1904, il a dit lui-même que « dès l'année suivante, à Privas, elle eût reçu des tempérants ».

C'est à Privas que Reynier, trente années durant, mena la vie heureuse de ceux qui, bien avant leur dernière heure, ont déjà « le Paradis dans leur cœur », selon la belle expression de Proudhon. Vie heureuse consacrée à un travail qui, par ses tenants et ses aboutissants, fait de vous un philosophe. Vie heureuse d'historien et de géographe qui permet au citoyen de mieux comprendre son action quotidienne.

Je le répète : c'est aux élèves de Reynier de dire quels rapports, quelles relations ils

entretinrent avec lui. Mais on peut parler de sa passion pour l'histoire.

Jusqu'en 1914 il n'était point besoin de mener des combats pour l'histoire. L'histoire se défendait toute seule ; elle répondait par des victoires à ses détracteurs ; elle se perfectionnait ; elle annexait de nouveaux domaines et qui en avait la passion savait la communiquer. J'ai suivi à Alger le cours d'Emile Gautier. Ce grand diable sec, à la voix légèrement nasillarde, soulevait notre enthousiasme et cela de la façon la plus naturelle. Tout comme Gautier, Reynier a fait aimer l'histoire.

Il est certain, en effet, que Reynier a formé des élèves qui partageaient son culte de la vérité, du document précis, de l'interprétation aussi exacte que possible. Il a parlé de l'irremplaçable Salabelle ; on peut en dire autant de l'irremplaçable Serret qui a publié une remarquable monographie sur les Pavin de Lafarge au Teil.

Le grand souci de Reynier c'était les écoles normales. Il déplorait que tant de ses collègues, surtout dans les grandes villes, fussent simplement des donneurs de cours regardant trop souvent leur montre et ne songeant pas à l'avenir de leurs élèves. Et le plus fort était que ces singuliers éducateurs s'inquiétaient à l'idée que les normaliens eussent des audaces et des appétits intellectuels. En 1930 ou 1931, seuls Reynier et Richard (les deux R, comme on disait d'eux) se prononcèrent pour l'entière liberté spirituelle des normaliens. Un professeur d'école normale que je vis alors les traitait couramment de rêveurs et d'utopistes. Ainsi (vieux legs d'ancien régime) ces simples « fonctionnaires de l'enseignement » que sont trop souvent des professeurs prétendaient mieux savoir que les intéressés eux-mêmes ce qui leur convenait.

C'est en 1934 seulement que je connus Reynier et justement à propos des écoles normales. J'avais écrit à leur sujet une étude qui pouvait prendre la forme d'une conférence. Serret m'invita à la prononcer au syndicat de l'Ardèche qui tenait ses assemblées générales à La Voulte. J'acceptai et comme Reynier était là — nous avions déjà correspondu — je pus me rendre compte que nos vues coïncidaient, surtout celles qui concernaient l'avenir des écoles normales.

En juillet 1934, un décret-loi Laval mit d'office à la retraite de nombreux enseignants. Du nombre était Reynier. Il profita des loisirs qu'on lui créait pour continuer et parfaire sa monumentale *Histoire de Privas* dont le dernier volume comporte une louangeuse préface de Lucien Febvre.

Un bon ouvrier de l'enseignement, un véritable ami des travailleurs, un militant complet, tel a été Elie Reynier. Il était de cœur et d'esprit avec nous. Il ne laisse que des regrets.

A.-V. JACQUET.

L'hommage ardéchois

Le 3 septembre dernier, nous avons accompagné au cimetière de Privas la dépouille de notre ami Reynier, mort à 77 ans. La cérémonie simple, comme il le fut lui-même, ne comporta, suivant sa volonté, ni fleurs ni couronnes et il y eut un seul discours, celui de France Serret qui, avec netteté et avec une émotion communicative, retraça la vie si riche du disparu.

Cette vie mérite d'être évoquée. Nous parlerons surtout, dans cette revue, du rôle que joua notre ami dans le mouvement social.

Professeur d'histoire et de géographie, il fit la plus grande partie de sa carrière à l'École normale d'Instituteurs de Privas. Ses cours, bourrés de faits, de documents patiemment et soigneusement assemblés donnèrent à ses élèves l'exemple du travail sérieux, d'une conscience professionnelle au-dessus de tout éloge. On lui doit de nombreux ouvrages, surtout d'histoire et de géographie locales. Un de ses derniers, une monumentale *Histoire de Privas*, lui valut les éloges chaleureux de Lucien Febvre.

Reynier s'était attiré de nombreuses amitiés. On peut même dire que presque tous ses élèves étaient devenus ses amis et je puis témoigner qu'ils lui doivent énormément.

Ce rude travailleur intellectuel n'a pas vécu confiné dans sa bibliothèque comme dans une tour d'ivoire.

Homme d'action, il milita à la Ligue des Droits de l'Homme, présida la Fédération de l'Ardèche. On lui doit de nombreuses interventions, notamment en faveur de militants poursuivis, de victimes de délits d'opinion, de manifestants... et aussi des campagnes courageuses comme celle qu'il mena en 1924 contre la guerre du Rif. Il quitta la Ligue des Droits de l'Homme lorsqu'il vit que cette organisation était devenue complètement sclérosée.

Elle Reynier fut un syndicaliste fervent. Il fut un des premiers adhérents et animateurs de la vieille Fédération de l'Enseignement. Non seulement il contribua grandement à donner de l'intérêt au bulletin syndical de l'Enseignement de l'Ardèche, mais il collabora à l'École émancipée, prit part à maint congrès, à mainte manifestation syndicale, joua un temps un rôle dirigeant à l'U.D. des syndicats Drôme-Ardèche. Aucune question corporative, pédagogique, sociale ne le laissait indifférent. Quelques jours avant sa mort il apportait encore son concours à une manifestation en faveur des grévistes des P.T.T.

Farouchement épris de liberté et de justice, foncièrement pacifiste, il fustigea ceux qui voulaient instituer chez nous l'oppression fasciste et ceux dont le bellicisme cynique menait le pays à la guerre. Son action éveilla maints échos, lui attira bien des inimitiés et il fut plusieurs fois inquiété. Le monde capitaliste — médiocre et immoral — ne saurait accepter ni même comprendre ces vies généreuses qui lui font honte par contraste et dont il craint le rayonnement. Pourtant cette grande figure en imposait. Il fallut le honteux gouvernement de Vichy pour oser traîner cet homme de bien dans ses camps de concentration.

Toute sa vie Reynier a mené une vie austère, élevant une nombreuse famille avec son seul traitement, et toute sa vie il est resté un vibrant défenseur de la classe ouvrière.

Et il faudrait aussi montrer à quel point il fut un homme de cœur. Nul ne venait en vain chercher chez lui le renseignement, le conseil, l'aide, le réconfort dont il avait besoin.

Elle Reynier, après Salabelle, Dayre, Elise Avenas, Gilbert Serret, laisse un grand vide au syndicat et dans le mouvement prolétarien. Mais sa voix résonne encore en nous comme une exhortation et un encouragement. Si décevants que soient les temps que nous vivons, en évoquant le souvenir de militants de cette trempe, et pourvu qu'ils aient des continuuateurs, nous n'avons pas le droit de désespérer, nous devons, contre vent et marée, œuvrer plus que jamais au rassemblement des travailleurs en vue de leur libération.

P. BOISSEL.

Parmi nos

LETTRES

Victoire ou défaite ?

On continuera sans doute encore à épiloguer sur les résultats des grèves d'août. Ont-elles abouti à une victoire ou à une défaite ? Le camarade Cottet, un vieux syndicaliste des Employés parisiens, s'insurge contre ceux qui parlent de victoire et ont pu louer « les manitous confédéraux F.O. » à propos de ces grèves :

Victoire le fait de reprendre le travail sans aucun avantage ?

Victoire la reprise en ordre dispersé sur le vu de « lettres » qui, paraît-il, détruisaient l'effet des décrets ? Les décrets restent et sont applicables !

Victoire l'application de sanctions sans nombre dans toutes les branches où la grève fut effective ?

Victoire l'acceptation de la tutelle des « nageurs » M.R.P. qui conduisirent les honteuses tractations de la nuit des capitulations ouvrières ?

Victoire sur la classe ouvrière, où victoire des Bothereau et consorts qui refusèrent à la C.E. confédérale de réunir un C.C.N. et de prendre quelque décision que ce soit lors du camouflet Laniel.

Le C.C.N. qui se tint ensuite fut également une victoire : celle de la bureaucratie F.O. et des « Américains » sur les quelques militants qui voulaient la lumière et de franches explications.

L'occasion est passée : octobre ne la représentera pas. Personne ne croit plus à l'échéance d'octobre. La classe ouvrière a été vendue, sans bénéfice pour personne, sous le seul prétexte que la C.G.T. stalinienne risquait de déborder un mouvement né du mécontentement des salariés et placé sous l'égide de F.O.

Si Jouhaux et les militants de février 1934 avaient eu la même attitude, le 12 février n'aurait pas eu lieu et juin 36 non plus.

Enfin tout cela ne m'empêche pas d'être intéressé par votre revue qui — grâce à Monatte — conserve encore un peu de l'esprit d'hier et qui me rappelle une époque où militer était peut-être dangereux mais autrement exaltant et où on s'embarrassait moins des formules d'intérêt général et un peu plus des intérêts des copains de la base.

Certes, Cottet a raison sur plus d'un point. Mais dire que les grévistes ont repris le travail sans aucun avantage c'est négliger le fait que la classe ouvrière a prouvé, grâce aux postiers et aux diffé-

rentes catégories de travailleurs des services publics, qu'elle n'était pas mûre pour la grande revanche du patronat que méditaient Laniel et son inspirateur Paul Reynaud, lequel croyait le moment venu de renouveler son opération de novembre 1938 contre les conquêtes de 1936. Et si la classe ouvrière ne peut chanter victoire, le gouvernement, lui, a été battu, puisque ses décrets-lois sur l'âge de la retraite laissent intacts les droits des travailleurs et que, de plus, au lieu de rogner sur les avantages conquis dans le passé, il est contraint d'admettre qu'une augmentation des traitements s'impose, tout au moins pour les salaires les plus défavorisés.

Un autre aspect réconfortant des grèves d'août est le fait que, pour la première fois depuis fort longtemps, un mouvement de cette ampleur ait pu se dérouler sans que les stalinien aient pu l'accaparer et l'utiliser à leurs fins. Autant qu'il témoigne de la vigueur des travailleurs pour défendre leur niveau de vie, il est le symptôme le plus évident de la perte d'influence des stalinien sur les travailleurs de notre pays. Et c'est pour regagner le terrain perdu qu'ils redoublent en ce moment leurs tentatives de débauchages sous le couvert des comités d'unité d'action.

L'emprunt avorté

Un autre résultat des grèves d'août nous est révélé par notre camarade Jacquet, du Rhône, qui nous montre que les grèves ont complètement bouleversé les plans de Laniel, qui s'appretait à lancer un emprunt et qui n'a plus osé le sortir en raison du changement de climat consécutif aux grèves et surtout à leur ampleur :

Quel que soit le sort de la grève, elle a été un coup de maître. Elle a torpillé le grand emprunt que Laniel ou plutôt ses maîtres se proposaient de lancer.

L'entreprise était préparée depuis longtemps. Un jeune démarcheur de Villefranche-sur-Saône m'en a parlé quelques jours avant la grève :

« On en prépare les modalités. Ce sera vraisemblablement un 4 % affecté de garanties sérieuses. On attend des circonstances favorables. »

Les journaux en ont parlé eux aussi. On peut reconstituer ainsi le schéma de l'opération :

- a) Décrets-lois passant sans résistance.
- b) Popularité aux dépens des fonctionnaires.
- c) Vagues paroles à propos de l'Indochine.
- d) Emprunt pour compléter les économies budgétaires.

Le gouvernement ne prévoyait pas de grèves avant octobre. Ayant une avance de deux mois et ayant été suivies, les grèves ont créé un climat d'insécurité défavorable à l'emprunt. Même victorieux et se targuant d'avoir sauvé l'ordre, le ministre Laniel sera si discuté qu'il aura de la peine à lancer son emprunt.

Internationalisme et « parti américain »

Le camarade Boissel, des Instituteurs de l'Ar-dèche, n'est pas d'accord avec le dernier article de Louzon, auquel il fait les objections suivantes :

Le nationalisme est périmé ; on va vers l'unité du monde, dit Louzon. C'est évident. Mais pour l'instant il y a deux groupes de nations antagonistes avec chacun leurs « nationaux » et leurs nationalistes.

Du reste, que gagnera le prolétariat à l'unité du monde ? La fin des guerres ? Voire. Un gouvernement mondial — capitaliste ou totalitaire — fera-t-il que la lutte des classes sera moins âpre ? Ce pourrait bien être le contraire. Débarrassé de soucis « extérieurs », il pourra renforcer d'autant son

régime « intérieur ». Considérons donc la future unité du monde comme un fait probablement fatal, mais non comme un facteur d'amélioration de la condition ouvrière.

L'unité à laquelle il faut tendre est celle de la classe ouvrière. Il ne faut pas laisser masquer par la dualité Russie-Amérique l'opposition entre capitalistes du monde et travailleurs du monde.

Je ne suivrai pas Louzon dans son comportement à l'égard du parti américain. Sa conclusion me paraît bien spécieuse. Être d'un parti ce n'est pas être au service de ce parti ? Alors on y entre pour le démolir ? Ou pour y apprendre la pêche à la ligne ? « C'est s'y exprimer et agir en toute indépendance » ? Allons ! Qui ne voit qu'aujourd'hui dans tous les partis qui comptent il n'y a à peu près aucune liberté d'expression, aucune initiative individuelle et qu'on se contente d'y appliquer directives et mots d'ordre ? Il est vrai qu'il n'y a peut-être pas un travailleur sur dix adhérant à un parti ; il y a par là même encore de l'espoir. J'entends bien que Louzon parle du parti américain. C'est le parti de ceux qui, dit-il en substance dans l'article suivant, sont en train de corrompre le principe démocratique. Alors je me demande ce qu'il peut bien y avoir à gratter avec un parti pareil.

La plus grave menace de notre temps c'est peut-être bien que l'armée et la police de plus en plus fortes, bien orientées (dans le sens totalitaire) risquent de rendre tout soulèvement ouvrier impossible. C'est plus qu'une impression : en France la faillite de plus en plus accentuée de la Chambre actuelle et de son gouvernement pourrait bien amener les magnats du capitalisme à envisager avec faveur — malgré ses inconvénients même pour eux — l'avènement d'un régime à poigne. Si une première créature possible est désormais hors de cause, ne voit-on pas fort bien s'en profiler une autre ?

Qui ne voit aussi — et ici je suis d'accord avec Louzon, je l'ai même pensé dès la fin de la guerre — qui ne voit que l'Amérique et ses « satellites » mettent au nombre de leurs moyens de combat contre l'U.R.S.S. l'institution progressivement réalisée chez eux d'un régime totalitaire inspiré de celui de leurs ennemis ? Et, si l'on veut voir au-delà, cela ne peut que faciliter la fusion future des chefs du monde dans le gouvernement mondial, qu'il s'établisse par la force ou par voie de compromis.

En attendant, gardons la tête froide et méfions-nous des mystiques. Il y a aussi une mystique anti-communiste. Tant pis pour ceux qui sont mûrs pour une croisade, antirusse ou autre ; nous ne les suivrons pas.

L'article de Louzon a suscité d'autres réactions parmi des amis fidèles de la R.P. L'article de Monatte en témoigne. Mis au courant de ces réactions, j'ai tenu à en informer Louzon, en ajoutant que personnellement je ne comprenais ni l'utilité ni l'opportunité d'une formule telle que celle qui consiste à se proclamer du « parti américain ». Et j'ajoutais : « Il n'y aura peut-être, pour les générations futures, que deux partis, comme tu dis, celui de l'U.R.S.S. et celui des U.S.A., mais ce n'est pas encore le cas. Et même si nous en étions là, je ne vois pas ce que nous gagnerions en optant pour l'un d'eux, au lieu de demeurer sur notre terrain de classe... »

« Et puis dans quel parti ranges-tu les nationalistes arabes ? Sont-ils du parti russe ou du parti américain ? »

Louzon me répond par la longue lettre que l'on va lire et qui, je l'espère, calmera l'émotion de ceux qui avaient vu dans sa formule une quelconque éclipse de notre internationalisme prolétarien, qui est le ciment — depuis plus d'un quart de siècle pour les moins vieux d'entre nous — d'un solide

accord de fond, en dépit de divergences passagères. — F. CHARBIT.

LETTRÉ DE LOUZON

Je t'avoue que je n'y comprends vraiment plus rien !

Qu'est-ce que dans mon article a bien pu fâcher nos amis ?

Il semble que ce serait parce que j'ai employé l'expression « parti américain ». Je crois en effet avoir employé cette expression à la fin de l'article pour dire qu'être du parti américain, ça voulait dire engueuler la politique américaine. Or ce n'est tout de même pas pour cela, je pense, que l'on proteste. Est-ce simplement l'expression « parti américain » qu'on estime devoir être absolument prosaïque ? Si c'est cela, je suis tout prêt à m'engager à ne plus jamais employer cette expression, en aucune circonstance, ni en aucun lieu...

Mais, enfin, la question n'est pas là.

La question que je soulève et que j'ai essayé de traiter — peut-être n'ai-je pas été assez clair — est celle-ci : étant donné que les Etats actuels — ce qui crève les yeux — marchent vers leur intégration, devons-nous pousser à la roue ou, au contraire, faire chorus avec tous ceux (et ce sont peut-être surtout des gens de gauche) qui veulent résister à cette intégration par amour-propre national ?

Il est très joli de dire qu'on n'a qu'un seul parti, le prolétariat international. Il n'y a qu'un malheur, c'est que ce parti présentement n'existe pas, il existe même beaucoup moins qu'il y a cinquante ans. Tu le sais aussi bien que moi ; il n'existe à l'heure actuelle aucune solidarité prolétarienne internationale, aucune politique internationale du prolétariat, donc pas de parti prolétarien international.

Pour une part, sans doute la plus grande, le prolétariat est « russe » ; sa « solidarité » ne résulte que du fait de son observation commune, en tous pays, des mêmes consignes, celles de Moscou.

C'est une solidarité avec la Russie, ce n'est pas une solidarité prolétarienne.

Pour le reste, les prolétaires, dans la mesure où ils ne se contentent pas de s'en foutre, sont « nationaux », pour ne pas dire chauvins. Donc, ici non plus pas de solidarité internationale, pas de prolétariat international.

Est-ce à dire que la création de ce parti prolétarien international ne reste pas notre grand but, notre but fondamental ? Evidemment si ! Mais cette création reste entièrement à faire.

Or la question est de savoir si cette création est plus facile à réaliser, si cette formation d'une conscience internationale du prolétariat est plus facile à obtenir avec un prolétariat divisé, comme il l'est, par des frontières nationales, ou avec un prolétariat se trouvant réuni dans des unités plus larges, qui arriveraient, à la limite, à l'Etat mondial.

La conscience internationale du prolétariat, comme toute chose sérieuse, ne naîtra pas tant de la propagande que des conditions dans lesquelles se trouvera le prolétariat. Si ces conditions sont celles d'un Etat unique, même réalisé par la bourgeoisie, elles me semblent infiniment préférables pour promouvoir cette conscience internationale que les conditions actuelles.

Voilà la raison, la raison profonde de mon article.

Il y en a une seconde. Je suis littéralement hanté par le souvenir de ce qui est arrivé à la démocratie antique lorsque la question de l'unité méditerranéenne s'est posée en termes aussi impérieux que ceux dans lesquels se pose aujourd'hui celle de l'unité mondiale.

Ce sont les démocrates, les vieux démocrates de Grèce qui s'y opposèrent le plus résolument, et cela eut pour conséquence non seulement la destruction de Corinthe, mais la liquidation totale de la démoc-

cratie et des partis démocratiques pour tous les siècles à venir.

Or, aujourd'hui, une situation semblable se dessine. Ce sont les partis prolétariens qui, dans chaque pays, tendent à s'opposer le plus, par souci d'« indépendance nationale », à l'intégration des Etats : parti social-démocrate d'Allemagne, parti travailliste britannique, parti socialiste de France, etc. Eh bien ! j'ai fort peur que cela ne signifie la disparition à bref délai du socialisme au sens le plus large du mot ; c'est-à-dire la disparition du prolétariat comme force sociale qui compte. Lorsqu'on se dresse contre certains impératifs historiques d'aussi grande envergure que celui-là, on n'empêche rien, ils se réalisent, mais ils se réalisent contre ceux qui ont voulu s'y opposer, et en les balayant. Je ne voudrais point qu'en prenant position, pour le maintien des particularismes nationaux et contre l'unification politique du monde le prolétariat d'aujourd'hui connaisse le sort de la plèbe d'hier.

Dans la Loire, où la R.P. compte tant d'amis, l'article de Louzon n'a pas soulevé autant d'émotion qu'à Paris. C'est ainsi que Thevenon nous écrit :

Ici les copains n'ont pas été indignés par le papier de Louzon et pensent qu'il peut donner l'occasion de discuter de l'internationalisme. C'est un point de vue, le mot parti choque, mais le papier ne laisse pas supposer que Louzon fait un choix et prend parti. Il constate qu'il se trouve dans telle position et c'est en fonction de cette position qu'il examine ce qu'il va pouvoir faire. C'est du moins ainsi que j'interprète sa pensée.

L'Europe contre l'Internationale ?

Le camarade Georges Peyronnet, de la Fédération de l'Education nationale Force Ouvrière, à qui un numéro de la R.P. avait été envoyé, nous écrit pour dire qu'il ne s'abonnera pas parce qu'il n'est pas tout à fait d'accord avec nous. Il nous trouve trop internationalistes et pas assez « européens », comme si vraiment on pouvait concevoir l'abolition des frontières sans l'unification de l'Europe ! Mais le camarade Peyronnet s'imagine que l'on parviendrait plus facilement à unir l'Europe si l'on faisait moins d'internationalisme et... moins de lutte des classes ! Curieuse façon de raisonner, qui mérite d'être connue, ne serait-ce qu'à cause de son originalité.

Vous me paraissez très internationalistes et axés, avant tout, dans tous les domaines et dans toutes les actions entreprises ou éventuelles, sur la lutte des classes. Je ne suis pas nationaliste, et je pense que la lutte des classes joue un grand rôle dans l'histoire de l'humanité. Toutefois, dans le moment actuel, je me suis engagé dans l'action tendant à réaliser au plus tôt une fédération européenne ; j'estime que l'analyse objective des faits impose cette action, et la fait passer au premier plan : toutes les autres en dépendent, actuellement. Remarquez-le bien : cette fédération, dans mon esprit, doit avoir un contenu socialiste, et le syndicalisme doit jouer dans cette Europe nouvelle un rôle de premier plan. Mais il se trouve justement qu'il paraît peu préparé à remplir ce rôle, en France du moins. C'est pourtant une tâche essentielle, à laquelle une revue comme la vôtre peut contribuer efficacement. Cependant, je crois voir que chez vous l'internationalisme prime la conception européenne, et je pense que cette attitude est actuellement inefficace. Sans renoncer à l'internationalisme, il faut, à mon avis, travailler maintenant de toutes nos forces à bâtir une Europe unie véritablement démocratique ; ensuite, nous pourrions viser plus haut, en y voyant plus clair et en étant plus forts.

Visite à une école d'été du C.I.O.

Au terme d'une année scolaire passée aux Etats-Unis à l'Université Duke, je voyais se défaire des camaraderies qui s'engloutissaient brusquement dans un passé déjà imaginaire. En même temps s'achevait une période féconde de ma vie. Pour la première fois depuis de nombreuses années j'avais entrepris et mené à bien des travaux qui m'ouvraient des perspectives. Pourtant je savais que ces travaux et perspectives n'auraient guère de prolongements au-delà de Duke et de l'Amérique.

J'avais fait un séjour dans un univers inattendu, et légèrement anachronique, où le travail désintéressé, l'effort d'objectivité, d'intelligente compréhension des œuvres d'autrui, littéraires ou autres, étaient encore appréciés. Mais je ne voulais pas me faire d'illusions ni m'abuser moi-même. Je savais très bien que cela n'avait été qu'un répit. Demain reprendrait la lutte sans espoir en France où le combat était truqué.

Etant dans cet état d'esprit, si j'avais cédé à mon inclination naturelle, je serais resté seul autant que possible avec moi-même sur le *campus* (1) qui se vidait et j'aurais essayé de justifier ma mélancolie par mille arguments qui l'auraient exaspérée. Mais j'étais encore en Amérique, et je me décidai à faire comme tout le monde, à partir, dans l'intention de changer d'atmosphère pendant quelques jours. D'ailleurs j'avais un plan.

J'étais en correspondance avec le service d'éducation du C.I.O. qui organisait une école d'été, une session de formation de ses cadres syndicaux en Caroline du Nord. Le C.I.O. m'avait envoyé des dépliants très alléchants où l'accent était mis sur les possibilités de détente qu'offrait l'école installée au bord d'un lac dans les Smoky Mountains. Un horaire d'études, de conférences, de discussions assez chargé était cependant prévu qui devait occuper les stagiaires de 7 heures du matin à 9 heures du soir.

Grâce à la recommandation de Frank De Vyver, mon professeur d'économie politique, j'avais facilement été admis à suivre les cours. Les syndicats, en effet, ont de bonnes raisons de ménager De Vyver qui appartient à cette curieuse catégorie de professeurs d'université américains, savants respectés dans leur spécialité et en même temps hommes d'affaires avisés. De Vyver est le vice-président, chargé de négocier les conventions collectives avec les syndicats, d'une grosse affaire de textiles du Sud. D'autre part, je devais payer mon écot, 9 dollars par jour, ce qui n'est pas un prix spécialement modéré. Aussi l'école ne répugnait nullement à avoir un client de plus dont l'apport permettait d'étaler les frais.

Afin d'arriver dans la journée à Lake Junaluska, je devais quitter le *campus* de Duke vers trois heures du matin. A cette heure-là, bien entendu, les autobus ont cessé leur service, mais je ne m'en inquiétais pas outre mesure. Les taxis ici sont parfaitement organisés et ce qui ne gêne rien d'un prix très modéré. La plupart sont équipés de postes de radio émetteurs et récepteurs qui leur permettent de se maintenir en liaison constante avec leur bureau central. Celui-ci à chaque instant, comme un général dans son P.C. et même sans doute avec plus d'exactitude que les généraux de l'ancien temps, connaît la position de ses voitures. Dès qu'un appel arrive, le taxi le plus proche de l'endroit d'où il est émis s'y rend.

(1) Campus : vaste parc où sont groupés les différentes facultés et les dortoirs où vivent les étudiants.

Ainsi, en pleine nuit, bien que le campus de Duke soit à environ 3 kilomètres du centre de la ville, il ne s'écoula pas plus de dix minutes entre le moment où je téléphonai à la station de taxis et celui où je vis la voiture déboucher tous phares allumés sur le *quadrangle*. Durham était endormie. Pourtant les feux rouges de la circulation fonctionnaient à tous les croisements et mon chauffeur attendait scrupuleusement qu'ils soient passés au vert pour aller de l'avant bien que les rues fussent parfaitement désertes. Néanmoins quelques stations d'essence et quelques petits restaurants où l'on grignote des sandwiches ou des *donuts* au comptoir demeuraient ouverts. A la gare routière, mon car se présenta à l'heure prévue, et bientôt nous roulions dans la campagne plongée dans la nuit.

Je crois bien que c'est en Amérique que pour la première fois j'ai pleinement satisfait ce désir, que nourrissent sans doute tous les enfants, de rester éveillé toute la nuit et de voir s'écouler l'une après l'autre ces heures mystérieuses. C'est en particulier après une heure du matin que j'éprouvai le sentiment de vivre une aventure un peu angoissante en m'enfonçant progressivement au cœur de la nuit. Bien sûr dans le bus qui tanguait sur les routes il ne se passait rien de particulier, sinon que j'avais froid et que je luttais de plus en plus difficilement contre le sommeil.

Le faisceau des phares faisait surgir dans la campagne obscure des silhouettes fantastiques. Parfois c'était un arbre, une maison qui semblaient dans la nuit après notre passage. Parfois c'était un nègre qui agitait le bras pour faire arrêter le bus. Il échangeait quelques mots avec le chauffeur, puis, tandis que l'autocar démarrait, il allait s'asseoir en titubant au fond de la voiture. Dans ma somnolence j'avais par moment l'impression que notre bus avait quitté la route et qu'il planait, avec des grâces un peu gauches, entre ciel et terre. Mais bientôt un cahot plus brutal, un coup de frein, ou une usine qui, toutes lumières allumées, dormait les yeux grands ouverts me rappelaient à la réalité. Pourtant je ne tardais pas à m'élaner de nouveau pour de longues glissades entre la veille et le sommeil dont je sortais la tête lourde et toutes mes perceptions amorties. Puis très vite ce fut le petit jour.

J'éprouve toujours la même curiosité à la fois anxieuse et émue pour les moments ou les lieux de transition. Les gares, les frontières, les rivages de la mer, la naissance de la vie, la création intellectuelle, tout ce qui annonce le passage d'un état à un autre, m'ont toujours profondément intrigué. Tous ces phénomènes, qui sont des commencements et des promesses d'une vie différente, plus neuve et plus ardente, m'ont toujours stimulé. Je découvrais combien il était difficile, au mois de juin, de déterminer avec précision le moment où la nuit s'achève. Le ciel d'abord s'éclaircit, puis les lampadaires qui brûlaient çà et là le long de la route et dans les petites agglomérations que nous traversions semblaient voir décroître leur vigueur.

Puis ce fut le jour. Mais un jour fade et presque irréel qui ne baignait qu'une campagne encore silencieuse ou des rues désertes, profondément endormies. Il fallut attendre six heures du matin pour que le soleil se montrât sans équivoque et affirmât par sa présence que le jour était bien né. Dès lors le paysage ne tarda pas à s'animer. De nouveau je me rendais compte que j'étais dans le Sud des Etats-Unis. Le blé partout était mûr. Les lourds épis blonds me paraissaient d'une vigueur

exceptionnelle. Parfois des champs entiers avaient déjà été moissonnés. Pourtant nous n'étions qu'aux tout premiers jours de juin.

Quelques heures plus tard j'arrivais au bord du lac Junaluska. De dimensions modestes, deux kilomètres de long pour un seul dans sa plus grande largeur, il est parfaitement bien situé au creux de quelques petites collines. Autour, disséminés à flanc de coteau, des constructions légères avec de grands porches où l'on ne vit que l'été. Tout le terrain appartient à l'église méthodiste qui y tient ses assemblées, ses sessions d'études et y organise des colonies de vacances pour enfants. Encore une fois le C.I.O. me surprenait par ses attaches religieuses. Il avait obtenu d'utiliser l'un des bâtiments pour son école de militants, sous réserve de certaines conditions dont je reparlerai.

Où que vous alliez en Amérique vous pouvez être assuré de recevoir un bon accueil. Et ceci facilite grandement les relations humaines. Je ne connaissais personne ici et pourtant je me sentis tout de suite à l'aise. J'étais un peu hébété par ma nuit sans sommeil et toutes ces heures passées sur la route, sous le soleil, à fixer un paysage qui fuyait sous mes yeux. On m'indiqua une chambre où je pourrais faire quelque toilette et me reposer. Je fus surpris d'y trouver un homme qui dormait entièrement nu sur un lit. Il avait une cinquantaine d'années et sans bouger il ouvrit un œil et commença à me poser des questions. A mon accent il devina tout de suite que j'étais étranger et il me prêta toutes sortes de nationalités, sauf la française. J'appris bientôt qu'il était l'un des dirigeants nationaux du C.I.O. et qu'il avait longtemps travaillé pour l'administration démocrate, en tant que syndicaliste, notamment dans les « War Production Boards ». Il avait été en Europe l'un des attachés syndicaux du M.S.A. et c'est la victoire des républicains qui le ramenait au syndicalisme pur.

Mais cette fois je sommais dans le sommeil avant qu'il ait fini de me donner son curriculum vitae. Dans la soirée je devais le voir en pleine action lorsqu'il expliqua aux stagiaires comment et pourquoi l'intensification du commerce international, la suppression des barrières douanières contribueraient à élever le niveau de vie de tous les travailleurs de tous les pays. Il s'exprimait avec beaucoup d'énergie et d'intensité comme si la vigueur de ses expressions, la force de ses démonstrations les enfoncèrent plus profondément dans l'esprit de ses auditeurs. Ses lèvres minces, ses gestes courts et brusques, le sifflement de ses finales qui claquaient comme un fouet, tout cela donnait à son petit discours l'allure d'un combat contre quelque adversaire invisible. Il multipliait les exemples concrets, proches de la vie quotidienne des ouvriers des usines de textiles qui l'écoutaient, et leur posait des questions qui étaient autant de réponses.

Cette intervention menée, au pas de charge, contrastait vivement avec le long discours qu'avait tenu quelques minutes auparavant le président du comité représentant les stagiaires. C'était un grand type d'environ vingt-cinq ans, lent et sérieux, qui ne maniait pas le langage sans hésitation. Il adjurait ses camarades avec beaucoup d'insistance d'observer les règlements et de donner une bonne impression d'eux-mêmes aux gens d'alentour. Il revenait inlassablement sur cette idée qu'ils devaient tirer profit des cours qu'ils suivaient et se montrer disciplinés. Je devais apprendre par la suite la véritable signification de ce discours qui me sembla tout d'abord témoigner de la force de la pression sociale qui s'exerce en Amérique dans tous les milieux. En fait il s'agissait simplement du respect de l'interdiction de boire de la bière ou toute autre boisson alcoolisée sur le domaine de l'église méthodiste, où les militants du C.I.O. étaient invités. (En été ne faut-il pas être au moins méthodiste

pour considérer comme une manifestation de tendance alcoolique le désir de boire une bière bien fraîche ?) En tout cas les militants de base du C.I.O. avaient peur de se laisser aller à quelques bonnes beuveries suivies de quelque chahut. En réalité les amateurs de whisky ne se privaient pas. Ils se contentaient de boire dans leurs chambres. Et tout le monde trouvait cela parfait du moment que cela restait discret.

Les organisateurs de l'école, notamment Ben Segel, qui dirige à Washington le service d'éducation du C.I.O., m'expliquèrent les difficultés qu'ils avaient eues à trouver un endroit dans le Sud où ils pourraient réunir leurs militants blancs et ceux de couleur sous le même toit et les faire manger à la même table. L'Église méthodiste est très libérale à cet égard et c'est pourquoi les autres étudiantes d'esprit qu'elle manifestait devaient être supportées. Les habitants de la région n'étaient pas plus satisfaits que cela de voir violer sous leurs yeux le principe de la ségrégation. C'est ainsi par exemple que les noirs n'étaient pas admis sur la petite plage aménagée au bord du lac de telle sorte que les stagiaires avaient décidé que personne dans le petit groupe de syndicalistes ne se baignerait.

Dès le lendemain matin, je constatais une fois de plus que les Américains sont étonnamment appliqués et laborieux. Dès sept heures du matin tout le monde était debout et à huit heures, les militants étaient prêts à entendre leur première conférence de la journée. Les classes se poursuivaient effectivement et pratiquement sans arrêt jusqu'à midi pour reprendre l'après-midi. En fait il n'y avait guère que deux heures de récréation entre 4 et 6, habituellement consacrées au sport et à des jeux collectifs. Les militants de base ne se plaignaient pas du tout d'être soumis à cet entraînement intensif. Ils suivaient les conférences avec beaucoup d'attention et y prenaient une part très active.

Au cours d'orateur chacun devait parler pendant dix minutes sur un sujet de son choix. Ensuite les autres stagiaires et les instructeurs critiquaient et surtout indiquaient les modifications à introduire dans la présentation et le traitement des idées. Inutile de dire que ces critiques étaient toujours amicales et présentées sans la moindre ironie. Jamais je ne vis un instructeur ni même un des stagiaires se moquer de quiconque. Les uns et les autres prenaient ce travail très au sérieux, car ils savaient que très souvent leur manque de confiance en eux-mêmes était l'obstacle le plus grand qu'ils avaient à surmonter.

Le soir, après les cours, en bavardant avec mes nouveaux amis du C.I.O., je fus surpris de voir le nombre élevé de militants qui étaient allés en Europe. Les guerres sont de grandes entreprises de tourisme collectif. Bien qu'ils n'aient en général pas vu grand-chose de la vie européenne, leur séjour à l'étranger avait au moins éveillé leur curiosité et leur sympathie pour les peuples lointains qu'ils savaient foncièrement pareils eux-mêmes. En général, malgré l'effort très important du C.I.O. en cette matière, ils se montraient moins au courant et moins préoccupés par les problèmes politiques que par l'organisation de leur syndicat et le travail revendicatif. Néanmoins plusieurs de ces responsables de sections locales me laissèrent entendre qu'ils n'appréciaient pas beaucoup la propagande anti-américaine des partis communistes. Notamment ils supportent difficilement les critiques qui s'adressent à la politique de ségrégation pratiquée dans le Sud. Ils disent que les choses ne sont pas aussi « noires » que les communistes les dépeignent. De plus, quant à eux, ils sont acquis à l'idée de l'égalité totale de traitement et ils n'hésitent pas à mettre leurs principes en action dans leur syndicat. D'ailleurs depuis dix ans un progrès con-

sidérable a été réalisé dans le Sud et lorsque, peut-être très bientôt, la ségrégation cessera dans les écoles primaires, la disparition totale des pratiques discriminatoires ne sera pas loin. Dès à présent, en Caroline du Nord, l'évêque catholique de Raleigh vient de prendre une mesure révolutionnaire et qui ne manquera pas d'avoir de profondes répercussions. Il a ordonné la fin de la ségrégation dans toutes les paroisses de son diocèse et déjà la fusion des églises catholiques blanches et noires en une seule congrégation est commencée.

Au cours de conversations avec les camarades du textile, j'ai particulièrement été frappé par ce qu'ils racontaient de leurs souvenirs du temps de la crise économique. Pour beaucoup la misère était aussi grande qu'en France pendant l'occupation. Seuls ceux qui vivaient à la campagne ou trouvaient à s'employer dans des fermes ne souffraient pas de la faim. En tout cas partout la situation était très déprimante pour ces hommes actifs que la conjoncture économique condamnait à l'oisiveté.

Mais je m'intéressais surtout aux responsables de la semaine d'études, aux instructeurs et aux dirigeants, tous militants professionnels du C.I.O., d'un type assez différent des secrétaires fédéraux de nos syndicats français. Il est vrai que je me trouvais surtout en présence de dirigeants spécialisés dans le travail d'éducation des cadres locaux des syndicats. Très peu venaient directement de la base. La plupart étaient passés par les universités et auraient pu enseigner. C'était notamment le cas de Ben Segel, petit brun, facétieux et actif, docteur en sociologie, qui avait écrit sa thèse sur la discrimination en matière d'emploi aux Etats-Unis. Segel m'a paru être un type assez représentatif du genre d'intellectuel qu'on trouve dans le mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Né à Budapest, venu très jeune en Amérique, il est cent pour cent Américain, mais il a gardé plus de contacts intellectuels avec l'Europe que la moyenne de ses compatriotes. Il connaît bien l'histoire du mouvement ouvrier européen et ses traditions de lutte. Ce n'est qu'après avoir exercé différents métiers, dont celui de journaliste, que Ben entra dans le mouvement syndical, d'abord comme secrétaire du C.I.O. dans le textile, puis à la section éducation.

L'un des instructeurs, Bob Repas, me semblait être un type de militant syndicaliste encore plus étrange. Lui aussi était allé à l'université. Après avoir obtenu son diplôme de fin d'études, il passa un an en Angleterre à Oxford dans un collège spécialement organisé pour la formation des responsables des *trade unions*. Puis il fut embauché par le service social des Quakers pour faire des conférences d'éducation ouvrière sur les problèmes internationaux. Les quakers l'avaient en quelque sorte prêté au C.I.O. pour la durée de la session. Esprit curieux et ouvert il avait été, ou même était encore, membre du parti socialiste.

Larry Rogin, le plus âgé des instructeurs, ressemblait physiquement à un instituteur français. Grand, sec, un regard très bon, très humain derrière ses lunettes, il expliquait inlassablement les finesses de la législation du travail. Lui aussi avait derrière lui une formation universitaire. Il avait préparé son doctorat à Columbia, et vers la fin de la première guerre mondiale il avait rejoint les rangs du parti socialiste américain. Comme tous les hommes de son âge il avait vu finir une époque de la vie américaine, il avait vu aussi la crise et la renaissance d'une prospérité sans précédent. Il soulignait que le succès du New Deal et de la politique de l'après-guerre avait pratiquement réduit à néant les chances du socialisme aux Etats-Unis. Et dans la mesure où l'organisation syndicale restait solide et indépendante il ne s'en inquiétait pas outre mesure. Il m'expliquait notamment que, dans le Sud, le climat social avait changé radicalement

depuis vingt ans. Il y a encore quelques années, un ouvrier du textile qui n'aurait pas osé envoyer ses enfants à l'usine dès leur sortie de l'école primaire aurait été renvoyé ! Pour un employé c'était faire preuve d'une rare audace et d'une grande indépendance d'esprit que de mettre ses enfants au lycée. Aujourd'hui, dans les familles ouvrières, il n'est pas rare de trouver des étudiants en médecine ou des jeunes gens qui se préparent au métier d'avocat.

Grâce à ces périodes de travail intensif où des conférenciers venus de différents milieux les tiennent au courant de ce qui se passe dans le monde, les militants syndicalistes américains restent conscients de la réalité de la solidarité ouvrière mondiale. Ils n'oublient pas non plus le souvenir de leurs luttes dont la violence — il n'y a pas encore si longtemps — fournissait de gros titres à la presse mondiale. Aujourd'hui les patrons ont compris qu'il vaut mieux négocier que se battre. Mais c'est une leçon qu'ils n'ont pas apprise sans mal. L'usage des jaunes, des espions et des briseurs de grève était beaucoup plus répandu dans les syndicats américains qu'en France. Le souvenir de la dépression fait en outre que les ouvriers américains se sentent encore vulnérables. Aussi sont-ils souvent plus disciplinés que leurs camarades français, plus disposés à accomplir leur part du travail d'organisation syndicale et à contribuer de leur poche à ses frais.

Le syndicalisme américain tel qu'il est représenté par le C.I.O. n'est pas seulement une grosse machine, une organisation. C'est surtout un vaste réseau de prospection qui étendra bientôt ses ramifications sur une partie plus grande encore de la classe ouvrière américaine pour en sélectionner les éléments les plus dynamiques et leur donner le moyen d'agir efficacement en faveur de leurs camarades. Le C.I.O. s'efforce d'être pour ses militants un agent de promotion sociale et humaine. Ce qui n'empêche pas qu'ici et là on trouve des îlots de résistance au syndicalisme et des patrons qui offrent à leur personnel des contrats très avantageux à condition qu'ils n'adhèrent pas au syndicat. Mais, même dans ce cas n'est-ce pas le syndicalisme le vrai vainqueur ?

Ces quelques jours de contacts avec quelques éléments dirigeants du syndicalisme américain furent très réconfortants. Je ne m'inquiétais plus des choses qui finissent et s'achèvent à jamais. J'avais découvert que le syndicalisme américain, lui, ne fait que commencer et qu'il poursuit une œuvre de formation et d'éducation ouvrière à longue portée qui ne pourra que consolider la pratique de la démocratie dans la société américaine.

Pierre AUBERY.

SUR LA TENSION EUROPE-AMERIQUE

...La faute réside des deux côtés de l'Atlantique. Le spectacle des gouvernements socialistes ou semi-socialistes d'Europe empressés à accepter l'argent des contribuables américains pour, ensuite, injurier le régime capitaliste d'Amérique est aussi révoltant à observer que celui de certains cercles conservateurs où l'envie et la jalousie du rôle dirigeant que joue désormais l'Amérique dans les affaires mondiales masquent entièrement le fait pénible que ni l'Angleterre ni la France ne sont, aujourd'hui, en mesure d'exercer un tel rôle.

George SOLOVEYCHIK
Contemporary Review, libérale (Londres)
Juillet 1952.

UN MOIS

EN YUGOSLAVIE

VISION D'ENSEMBLE

Les souvenirs épars surgissent en flots pressés des quatre coins de ma mémoire ; souvenirs d'un voyage long et pénible, d'une véritable expédition.

Emergeant comme des pics aux contours plus précis au-dessus du torrent encore tumultueux, un à un les matériaux recueillis pendant ce long mois viennent s'amalgamer.

Par-dessus tout, des centaines et des centaines de kilomètres de routes caillouteuses, poussiéreuses, vertigineuses des montagnes dalmates, les journées entières passées au volant à une allure moyenne de 15 km. à l'heure dans la poussière tenue et tenace qui s'infiltrait partout, la chaleur torride qui martelait les nuques et nous faisait fondre comme beurre au soleil, la descente presque dramatique du col de Velobite dans un épais brouillard et au milieu d'un orage terrible, l'escalade fantastique du mur du Biokowo avec ses rampes acrobatiques à 30 pour 100 dans une véritable fournaise, les nuits d'une luminosité intense avec des étoiles grosses comme des phares d'auto, la magie des couleurs éclatantes dans ce paysage de feu : bleu, rouge, blanc intense, jaune des paysages, des maisons, des costumes, des roches calcaires, rouge flamboyant des fleurs de grenadier, bleu outré de la mer, rose des lauriers, rouge violacé des arbres à fleurs, vert des palmiers..., la scie tenace des cigales.

Et tout le long de la côte dalmate la vision des siècles irrémédiablement dépassés : femmes en costumes nationaux filant la laine avec leurs quenouilles ou portant harmonieusement en équilibre sur la tête — comme de véritables statues grecques — un petit tonnelet d'eau, des files de petits baudets intelligents et courageux déambulant avec leurs tonneaux plats, leurs sacs de grain, leur charge de bois de chauffage, les petits villages qui nous semblaient minuscules enfouis vertigineusement au bas de la muraille calcaire qui tombe à pic sur la mer et court sur près de 500 kilomètres de Rijeka aux bouches de Kotor.

Plus loin, les minarets de Mostar, les femmes musulmanes en pantalon bouffant, hâtant le pas quand on leur braquait un appareil photo, le grouillement coloré mais malodorant des rues de Pech avec sa pullulation de larves humaines.

Plus loin encore, la douceur d'une nuit étoilée à la terrasse de Krajugevac en écoutant les mélodies slaves interminables, les chansons fleuves tristes et poignantes, et d'autres soirées où s'élevaient graves, pleines d'harmonie, des voix de jeunes gens chantant en chœur, sans fausses notes et avec une précision inconnue dans nos régions.

Et tout le long de la route interminable, l'étoile rouge flamboyante parfois en dimensions colos-

sales sur les immeubles, le portrait de Tito avec son faciès énergique et ses yeux de rêveur, des équipes de terrassiers, hommes et femmes travaillant fébrilement sous le soleil cuisant à édifier la société future.

Puis — comme pour nous dire au revoir — le long de cette autoroute de Belgrade à Zagreb — qui nous réconcilie avec les routes yougoslaves — des cigognes, en sentinelles isolées, philosophant devant leurs petites marettes ; et enfin, vision suprême au poste de douane, encore l'étoile rouge, symbole de tout un peuple.

VOUS N'AVEZ RIEN A DECLARER ?

Une route caillouteuse — avant-goût de celles que nous allons trouver en Yougoslavie — nous conduit à Goutza, poste-frontière. C'est là que nous ferons notre entrée en Yougoslavie, après avoir eu affaire aux douaniers italiens — assez peu aimables — et qui nous réclament les bons touristiques d'essence qui peuvent nous rester. Mais nous les avons camouflés.

Ça nous fait un petit quelque chose d'être dans un pays en régime « communiste ».

La douane est un bel immeuble tout flamboyant neuf en style moderne. Murs intérieurs peints en blanc avec une bande ocre jaune, tableaux représentant des paysages yougoslaves, grande carte murale de la Fédération yougoslave.

Les douaniers avec leur casquette blanche à étoile rouge sont assez sympathiques — autant que peuvent l'être des douaniers. L'un d'eux parle un mauvais français et il est assez difficile de se faire comprendre.

Il nous demande si nous avons du café — denrée rare et précieuse — combien nous avons de dinars, de francs français, nous fait remplir une fiche avec déclaration de notre avoir, des appareils photos, caméras, etc., puis nous fait descendre une volumineuse valise de la galerie que ma femme ouvre en rouspétant.

Il explore cette valise superficiellement, mais n'insiste pas.

Au retour, ça n'ira pas si bien à la douane frontière près de Jéseinice entre la Yougoslavie et l'Italie.

Un douanier plus zélé veut s'assurer si les numéros du châssis et du moteur concordent bien avec ceux portés sur le carnet de passage en douane. Complaisamment j'ouvre le capot et lui gratte le numéro du châssis non sans me barbouiller les mains de graisse.

— Zut, débrouille-toi !

A son tour, il gratte le numéro du moteur, non sans maculer la manche de sa belle veste.

— No, no, dit-il.

— Bien ça, c'est un peu fort, car au départ j'ai passé pas mal de temps à vérifier.

Il va chercher une lampe électrique, recom-

mence l'opération, secoue la tête en signe de négation, me parle en yougoslave, mais je n'y comprends rien.

— Si, si, lui dis-je, et je lui montre ma carte grise.

Comme si on pouvait changer un moteur d'auto dans un pays où il n'y a pour ainsi dire pas d'autos !

Enfin, il me fiche la paix, referme le capot, va détacher sa belle veste et me rend tous mes papiers.

S'EN ALLAIT CAHIN-CAHA

PAR LA PLUIE ET LE BEAU TEMPS...

Une vingtaine de kilomètres de route goudronnée jusqu'à Rijeka nous laissait croire que jusqu'aux bouches de Kotor c'était du billard. Mais il nous fallut bientôt déchanter. On nous avait prévenus : les routes de Yougoslavie sont très mauvaises. Cette expression était bien au-dessous de la réalité ; nous devons dire franchement qu'elles sont infernales pour les automobiles.

Rouges, jaunes, vertes toutes se valent à peu près à part la largeur et nous conservons impérissable le souvenir de centaines et de centaines de kilomètres de routes recouvertes de 10 à 15 centimètres de pierres sur lesquelles il n'était jamais passé de rouleau à vapeur, d'une poussière aveuglante et pénétrante qui s'insinuait partout dans la baignole, dans vos narines, dans votre bouche, couvrant les vitres d'une couche épaisse, de grosses pierres traitresses qui embrasaient rudement le pot d'échappement ou le pont arrière, des croisements miraculeux avec de gros camions où il fallait se tasser tout près du roc en faisant le gros dos, des rampes brutales où il fallait passer brusquement en première, des freinages aussi brutaux pour ne pas écraser quelque cochon, canard ou mouton s'ébattant librement sur la voie publique, parfois un bébé ou même des sourds qui tenaient le milieu de la route.

Quand on claquesonnait à 200 mètres, les gens, surpris, faisaient un bond subit sur les bas-côtés.

Et combien de détours non prévus au programme ! Sur la route de Sibenite, en arrivant à Skradin, nous apprimes, en allemand : « Brück kapout » (pont détruit). Et il nous fallut faire quarante kilomètres supplémentaires pour rejoindre un bac.

Nous nous souviendrons aussi des passages à gué de la rivière de Kos-Mitrovitza et des pavés de cette ville, du pont effondré sur la route de Krajevac qu'on réparait mais qui nous obligea à dégager un passage à la hachette sur un petit chemin de terre pour détourner ce pont.

Aucun service d'ordre, aucune pancarte pour prévenir les usagers. Il est vrai que les usagers étaient peu nombreux.

Cahin-caha, par la pluie et le beau temps, nous roulions ainsi sur les cailloux à une allure de tortue et le soir arrivé, harassés, fourbus, blancs de poussière, la langue sèche, nous avions fait péniblement environ 100 kilomètres dans notre journée.

Pour nous consoler, après le repas, remis de nos émotions, nous chantions sur l'air du « Temps des cerises » :

Quand nous reviendrons de Yougoslavie

Nous ne serons plus en vie

Nous n'aurons plus que les os et la peau

Et notre portefeuille ne sera plus très gros et d'autres compositions du même genre.

Pour être juste, disons qu'il y a actuellement 700 kilomètres de bonnes routes dont les 400 d'autoroute de Belgrade à Zagreb. Disons aussi que la bonne route de la côte dalmate est en

construction et que certains tronçons sont achevés et goudronnés. Signalons également que les routes des cols, dont certains vertigineux, ne sont pas en trop mauvais état, mais étroites et dépourvues assez souvent de garde-fous.

Il y a des panneaux indiquant le sens des virages mais pas d'indications kilométriques.

30.000 AUTOMOBILES EN CIRCULATION !

La Yougoslavie présente un retard d'au moins un demi-siècle au point de vue circulation.

Les voies ferrées sont peu nombreuses, surtout en région montagneuse où elles sont obligées d'emprunter les vallées, souvent à voie unique et à voie étroite ; les locomotives sont d'anciens modèles, ce qui fait que les trains marchent à peu près à la même cadence que les autos. Deux campeuses rencontrées à Belgrade nous disent qu'elles ont mis 17 heures de Serajevo à Belgrade (environ 400 kilomètres) ; les passages à niveau ne sont pas gardés.

Les bicyclettes paraissent être encore un objet de luxe ; nous avons fait pas mal de chemin avant d'en croiser une. Les cyclistes, non encore disciplinés, roulent aussi bien à droite qu'à gauche et non éclairés la nuit.

Les autos sont plus rares encore ; on nous a dit qu'il y en avait 30.000 d'immatriculées dans toute la république.

A Rijeka (Fiume), ville assez importante, nous roulons deux kilomètres sans en voir. Dans la plus grande artère, au centre de la ville, quatre voitures, dont la mienne sont stationnées. Passent seulement quelques vélos et les tramways bondés. Une foule nombreuse — c'est l'après-midi — se promène paisiblement à pied sur toute la largeur de la chaussée.

A Belgrade, il y en a quand même suffisamment pour justifier la présence d'agents de la circulation ; il y a quelques rares taxis, des vieux coucous pétaradant, crachant ferme la fumée et démarrant dans un bruit de ferraille.

Entre Mostar et Mekovic (80 km.) sur une route infernale au milieu d'un désert de pierre, nous n'en avons croisé que trois ou quatre, dont une Jeep venant de la Somme.

Les touristes étrangers qui osent se risquer sur des routes aussi mauvaises sont encore peu nombreux. La plupart se font véhiculer par les cars Putnik (agence touristique yougoslave) et par bateaux le long de la côte dalmate jusqu'à Dubrownik.

Les camions sont plus nombreux et nous ont donné beaucoup de soucis entre Titograd et Andrijevica (Monténégro), étant donné l'étroitesse de la route. En croisant un de ces camions et voulant me raser trop près, ma roue avant est disparue subitement dans un puisard dissimulé par les grandes herbes ; heureusement les deux conducteurs du camion, types costauds, vinrent tout de suite à mon secours et eurent vite fait de remonter ma voiture.

Cette pénurie de voitures explique l'absence de garages. On en trouve seulement dans les villes assez importantes et encore sont-ils démunis de l'outillage moderne (ponts hydrauliques, pompes de graissage mécanique, etc.). Il faut chercher après pendant pas mal de temps, car ils se trouvent dans les rues éloignées de la route principale.

A Mostar, la pompe à graisser moderne — il y en avait une — ne fonctionnait pas, et il nous fallut repartir sans faire le graissage. A Pech, la réparation d'une chambre à air et remontage du pneu demanda près de trois heures, les pauvres mécanos, qui manquaient de démonte-pneus, suèrent sang et eau.

A Dubrownik, on montait la voiture sur des cales en bois pour effectuer le graissage à la main.

Même pénurie pour les pompes à essence. On en trouve une dans chaque ville — peut-être deux ou trois à Belgrade.

Elles débitent une essence plutôt noire et qui sent mauvais. Cependant, à Belgrade, nous avons trouvé un garage ultra-moderne — probablement le seul — muni d'un outillage perfectionné, avec descente au sous-sol qui nous fit lavage, shampooing, graissage, réglage du delco pour la somme de 660 dinars (790 fr.). Il s'agit du Progrès Auto Service.

Les pneus sont aussi rares et il ne doit pas faire bon d'éclater en pleine cambrousse. Nous avons vu des voitures qui roulaient par miracle avec des pneus usés jusqu'à la corde, remplis de coupures ; les éclatements, surtout sur de telles routes, doivent se multiplier à l'infini.

Les gens vont donc beaucoup à pied et parcourent ainsi des distances qui feraient reculer beaucoup de Français.

C'est à pied que les paysans se rendent au marché, parfois distant de 15 ou 20 kilomètres, en poussant ou traînant derrière eux un mouton ou un cochon. Les plus aisés y vont en char à bancs traîné par de petits chevaux nerveux ou des zébus (bœufs à longues cornes) ou montés sur leur petit bourricot, les jambes pendantes, la femme suivant derrière — comme nous l'avons vu dans les régions autrefois conquises par les Turcs.

TROTSKY EST UN « OPPORTUNISTE » MAIS TITO EST POPULAIRE

Tout le long de la côte dalmate, on trouve de petites plages, mais celles-ci sont moins nombreuses, moins mondaines et moins fréquentées qu'en France.

Il reste donc pas mal d'espace vital le long de l'Adriatique. Espérons que Tito saura garder à cette côte superbe son caractère sauvage et grandiose en empêchant la construction plus ou moins anarchique d'hôtels, restaurants, casinos et villas plus ou moins rococos qui déparent complètement la Côte d'Azur.

Sur ces plages on ne rencontrait guère d'élégants maillots de bain ou autres bikinis, mais plutôt de vieux costumes deux pièces rafistolés et retouchés par leurs propriétaires.

Nous n'avons vu qu'une ville d'eaux mondaine : Dubrownik, la perle de l'Adriatique — et rendez-vous des touristes de tous pays. Les terrasses des cafés étaient bondées. Il devait y avoir une fête folklorique peu après notre passage et nous avons pu lire le programme traduit en français qui semble la langue officielle étrangère de la Yougoslavie.

En principe, nous arrivions dans les villes dans la matinée, à cause du ravitaillement — tout est fermé de 14 à 17 heures. Dès que nous nous arrêtions — surtout en Croatie et Monténégro — nos voitures étaient immédiatement entourées d'une bande de gamins et même d'adultes qui manifestaient leur sympathie dès qu'ils apprenaient que nous étions des « Franzouski » ; les gosses s'amusaient à passer leurs mains sur les portières couvertes de poussière ou regardaient curieusement à l'intérieur des voitures, ce qui faisait rouspéter l'ami Puget. Presque à chaque fois il y avait parmi les badauds amassés un Yougoslave qui parlait français ou allemand et on faisait un petit brin de causette.

Puis nous déambulions dans les rues, collant notre nez aux étalages des boutiques où les mar-

chandises et objets divers étaient exposés d'une façon un peu désordonnée. Ces étalages étaient certes moins luxueux que ceux de notre pays, mais on y trouvait tout ce qui est à peu près utile.

Nous regardions aussi souvent les devantures des librairies. La littérature française y était à l'honneur : Balzac, Musset, les frères Tharaud, Zola, Barbusse et en général tous les écrivains d'avant-garde : Lénine, Upton Sinclair, Jack London. Ces librairies paraissaient assez bien fournies, par contre les kiosques à journaux n'offraient que des journaux assez pauvres comme présentation et photos et pour ainsi dire pas de revues illustrées.

Conduits par des Yougoslaves, nous sommes entrés plusieurs fois dans des bibliothèques populaires. Les salles de lecture étaient pleines et les rayons de livres bien garnis, mais certains ouvrages — ceux de Trotsky par exemple — étaient toujours à l'index.

Dans un café où il y avait une grande photo de Lénine — nous n'avons vu cette photo que quelquefois — nous posons la question :

— Pourquoi n'y a-t-il jamais de photo de Trotsky ?

On nous répond :

— Trotsky est un « opportuniste ».

Partout, dans toutes les boutiques, les cafés, les restaurants, les écoles, les monuments publics, on voit le portrait de Tito, en petit format, en buste, en pied, de face, de profil, en civil, en amiral, en maréchal, chez les partisans et aussi chez les adversaires du régime ralliés par force. Son nom est marqué en blanc sur les toits en ardoises rouges des maisons en construction.

Sur les murs, sur les immeubles, sur les ruines de vieux châteaux s'étale l'inscription : Zivio drug Tito (Vive le camarade Tito !).

A Zagreb, sur la place de la République entourée d'oriflammes rouges, un immense portrait d'au moins cinq mètres de hauteur se dresse en haut d'un immeuble de cinq ou six étages.

Il est vrai que nous avons trouvé sur les murs d'un cimetière, à peine effacés, ces vestiges d'une période défunte : Zivio marsall Staline (Vive le maréchal Staline !).

Grande a été notre surprise en tombant sur des affiches de la Loterie nationale, tare des « pays capitalistes ».

Les marchés sont vivants, animés, colorés et bien approvisionnés — certainement par les zadrougas maraichères.

Les squares ou jardins publics sont bien entretenus, mais moins fleuris qu'en France. On y trouve souvent le monument aux morts, car le culte des héros est très poussé. A Krajuvac, le monument symbolise sur ses quatre faces quatre dates de victoires ou libérations.

Dans une autre ville on a perché sur le monument un petit tank en miniature.

ZADROUGAS IDOLATRIE ET FOLKLORE

Il y a une zadrouga dans chaque commune. Ces magasins de vente d'Etat ressemblent à des monoprix ou uniprix moins luxueux, car on y trouve de tout : alimentation, vêtements, chaussures, ustensiles de cuisine, lingerie, etc.

Dans l'un d'eux, j'ai même acheté des champignons desséchés (cèpes) qui étaient succulents.

A Biograd (Belgrade) nous entrons au restaurant. On y mange par petites tables ; les nappes sont d'une propreté douteuse (crise du textile). Le garçon est zélé, il parle français ayant servi sur la Côte d'Azur. Heureusement, car nous sommes tombés dans d'autres restaurants où c'était

tout un problème de traduire le menu, ce qui nous a valu des plats pimentés qui nous obligeaient à vider des « pivo » (bière) en quantité astronomique.

On vous sert des biftecks ou côtelettes grandes comme l'assiette et des plats substantiels, mais bien moins compliqués ou raffinés qu'en France.

Un peu avant Poskniak (Croatie), la route se trouve subitement obstruée par une foule de paysannes et paysans endimanchés qui débordent de la grande place pleine comme un œuf.

C'est un spectacle qui ne manque pas de couleur. C'est la grande fête du village. Danse par-ci, danse par-là...

Cette foule bariolée — les hommes en « kapa » (bonnet) noire bordée de rouge avec queue de cheval tombant sur le cou et gilet brodé, les femmes vêtues assez simplement mais en costumes seyants, beaucoup avec un fichu multicolore noué sur la tête — se presse autour des danseurs.

On danse par petits groupes autour d'un ou deux musiciens qui jouent sur leur instrument, sorte de guitare, une musique syncopée et à contretemps.

Il s'agit de danses d'origine slave, car, en effet, danseurs et danseuses se trémoussent fort et tournent en sautant sur un pied.

Je grimpe sur un char à bancs : photo. Mais on m'a vu. Il faut que je photographie les musiciens, puis des groupes de jeunes gens et jeunes filles rieurs qui posent complaisamment en se tenant par la taille. Ça ne leur arrive pas souvent, car nous n'avons guère vu d'appareils photos.

Dans un coin de la place, on a amené un énorme tonneau et les jeunes gens viennent vider de grands verres d'une boisson qui me paraît une espèce de cidre, puis retournent à la danse.

Aucun forain. Ceux qui ne dansent pas regardent danser les autres. Tous ces gens paraissent s'amuser beaucoup.

POUR QUI CE BEL HOTEL ?

Nous pensions que les gratte-ciel ou autres buildings plus ou moins disgracieux n'existaient que dans les grandes villes des Etats-Unis. Erreur profonde : la révolution yougoslave, tout au moins dans sa première période, a cru devoir imiter ce style démesuré qui contraste étrangement avec les misérables maisons de paysans de la campagne croate ou monténégrine.

C'est ainsi qu'à Rijeka, nous avons vu plusieurs spécimens de ce genre cubique : la « Pomarka Agence » est installée dans un hôtel immense, l'Agence Putnik occupe le rez-de-chaussée et plusieurs étages d'un gigantesque immeuble de quinze étages. A Belgrade, nous avons vu aussi pas mal d'immeubles gargantua et nous sommes passés plusieurs fois devant la « Gros Haus » parfaitement cubique, sans savoir quels services occupaient les alvéoles parallélépipédiques de cette immense ruche.

A Titograd, ville champignon, la construction était poussée activement. Cette nouvelle ville est destinée à remplacer l'ancienne capitale du Monténégro : Cettigné, trop inaccessible. De gros camions transportant des matériaux divers passaient presque sans arrêt en soulevant des nuages de poussière ; d'immenses chantiers se dressaient partout.

Mais quel est ce superbe immeuble flambant neuf ? Visiblement, il s'agit d'un hôtel monumental. Un homme s'approche de nous, semblant deviner notre désir :

— Voulez-vous visiter cet hôtel ?

Nous ne demandons pas mieux et nous le suivons.

Au rez-de-chaussée, outre une immense terrasse, se trouve une salle à manger ordinaire, mais de dimensions colossales avec une multitude de petites tables, au moins une centaine.

Puis nous montons au premier étage. On nous fait voir une salle à manger rose, une autre salle en bleu, des salons, des fumoirs, le tout d'un luxe inouï avec tapis de laine brodés sur le sol, tableaux artistiques sur les murs, potiches, etc... Au sous-sol, cuisines ultra-modernes, d'une propreté impeccable, où s'affairent les cuisinières.

— C'est le plus bel hôtel d'Europe, nous dit le guide, il a coûté 1 milliard 200 millions. On y sert des repas à 150 dinars (180 fr.) dans la salle à manger ordinaire.

Effectivement, dans nos différents voyages en Europe, nous n'en avons pas encore vu d'aussi colossal et d'aussi luxueux.

Mais pour qui ce bel hôtel dans un pays aussi pauvre dont la construction aurait permis de construire au moins 1.000 logements ouvriers et qu'une partie de cette somme aurait permis de terminer l'Université de Zagreb commencée il y a trois ans et non achevée ?

MOINES, POPES, IMANS ET AUTRES MUEZZINS

Nous nous arrêtons pour camper à Karin, en face d'un monastère clos par des murs imposants. Un moine, curieusement, vient jeter un coup d'œil et referme la porte sans rien dire.

Le lendemain matin, notre moine, gros et gras, sort de nouveau pour aller à son jardin attenant au monastère et cueillir des haricots, travail long et pénible sans doute, car il s'arrête un instant pour fumer une cigarette, puis cueille quelques choux.

La charge est assez lourde — au moins trois kilos — car un serviteur venu en renfort prend le panier et notre moine rentre dignement dans ses pénates en fumant une seconde cigarette. Peu de temps après il réapparaît, en civil cette fois, pour aller faire sa petite balade. La vie de moine a du bon !

A Pech, nous allons visiter le fameux monastère célèbre par ses fresques. Un guide nous pilote et nous fait admirer toutes ces peintures sur mur représentant des scènes religieuses dont quelques-unes sont endommagées par le temps.

Dans une petite chapelle un pope à la barbe vénérable officie ; nous nous gardons bien de le troubler.

A la sortie, un gros registre attend la signature des visiteurs. Je profite que notre guide est encore occupé à donner des explications à l'ami M... pour écrire cette simple phrase : « Ni Dieu ni Maître », signée en caractères non cyrilliques : « Mimilovitch ».

A Mostar nous voulons visiter une des innombrables mosquées qui dressent partout leur élégant minaret. Mais c'est l'heure de l'office.

Nous regardons par la porte ouverte. Une dizaine de fidèles, ayant abandonné à l'entrée leurs chaussures, sont accroupis sur les tapis de laine et le prêtre leur fait un sermon, incompréhensible pour nous.

Guère de différence entre toutes ces religions !

Nous devons dire que, contrairement à l'Italie, où les don Camillo pullulent, nous n'avons rencontré que peu de curés, bonnes sœurs, popes, imans ou autres muezzins. Tous ces gens paraissent se confiner dans leurs édifices du culte. La religion, encore vive en 1935, puisqu'il n'était pas rare, à cette époque, de voir des paysans agenouillés le long des routes, semble en régression.

LA DISCIPLINE EST LA FORCE PRINCIPALE DES ARMEES

Nous avons pu constater que les casernes ne manquaient pas en Yougoslavie, notamment aux environs de la frontière italienne — point névralgique ! Fréquemment nous avons croisé ou dépassé des détachements de soldats, en colonnes par quatre, marchant au pas cadencé, comme toutes les armées du monde, des colonnes de voitures militaires, hippomobiles la plupart, car la motorisation de l'armée ne semble pas encore poussée.

En Yougoslavie — comme ailleurs — la discipline est la force principale des armées. A Pech, à l'entrée de la ville, nous avons vu une colonne de jeunes gens faisant de la préparation militaire avec des fusils en bois, exécutant toute la gamme des exercices « intelligents » avec lesquels on prépare les futurs soldats à l'obéissance passive : demi-tour à droite, demi-tour à gauche, marquez le pas, etc..., sous la conduite d'un instructeur qui ne manquait pas de voix et semblait prendre son rôle au sérieux.

La consigne est aussi la consigne.

A Belgrade, j'arrête ma voiture un instant pour demander la route, juste devant la citadelle. Un factionnaire, baïonnette au canon, m'interpelle dans sa langue maternelle assez violemment. A ses gestes, je comprends qu'il faut fiche le camp. Mais je fais le sourd, et simule l'indifférence ; il continue à vociférer un instant puis se calme. A-t-il vu qu'il s'agissait d'une voiture française ou s'est-il lassé devant ma force d'inertie ?

La tenue des officiers diffère sensiblement de celle des simples soldats habillés de kaki, petites guêtres et godillots. Ils portent une veste élégante avec épaulettes et une belle casquette avec l'étoile rouge.

Je n'ai pas constaté en ville si le simple soldat était obligé aux marques extérieures de respect.

Les officiers jouissent d'avantages spéciaux.

A Split, en flânant, nous apercevons le mess des officiers de marine, véritable palace de construction récente. Nous entrons, aucune sentinelle comme en France ou d'autres pays n'en interdisant l'entrée.

Nous pénétrons dans un hall magnifique. Sur un des côtés se trouve un immense bas-relief représentant une scène de la Libération : trois ou quatre partisans aux prises avec les Allemands. Naturellement, comme dans toutes ces sortes d'histoires, ce sont deux soldats allemands qui sont « kapout ».

En plus de l'armée, il existe une milice populaire. Ces miliciens sont bien vêtus — comme nos C.R.S. ! — et paraissent avoir un traitement de faveur. Ils semblent n'avoir qu'un rôle de simple police dans chaque village. Nous n'avons eu affaire à ces miliciens qu'en deux occasions : la première, alors que, faute de terrain, nous voulions camper dans l'école de Vrpolje, près de Skradin. Un milicien prétendait nous l'interdire parce que nous n'avions pas l'autorisation des autorités locales et il examina nos passeports. Mais finalement, après intervention de plusieurs personnalités locales, tout s'arrangea et notre milicien s'éloigna après nous avoir fait un grand salut et nous avoir autorisés à rester là.

La seconde fois, ce fut tout près de la frontière albanaise — autre point névralgique ! Ayant pris une route de zone frontière interdite, deux miliciens qui nous avaient fait signe d'arrêter, nous demandèrent également nos papiers. Nous leur fîmes comprendre que nous voulions simplement profiter de l'ombre du chemin pour casser la croûte sur l'herbe et que nous avions

l'intention de reprendre ensuite la route autorisée. Ils nous permirent de nous installer provisoirement, mais l'un des miliciens alla se placer en faction à une certaine distance, entre nous et la frontière albanaise.

AU SIEGE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE YOUGOSLAVE

En flânant dans Belgrade, l'après-midi, non loin de la place du maréchal Tito, nous arrivons devant un immeuble imposant portant l'inscription : « Parti communiste yougoslave ».

Nous savons que depuis peu le parti communiste yougoslave a modifié son nom, il s'appelle maintenant : « Ligue des communistes de Yougoslavie ».

Un policier fait les cent pas devant l'immeuble. Nous entrons. Un homme qui se tient dans une petite loge à gauche de l'entrée s'avance vers nous. Impossible de se faire comprendre ; il téléphone. Au bout de quelques instants, un beau jeune homme, type pur de la race, se présente et nous demande ce que nous désirons.

— Pouvons-nous visiter la bibliothèque ? Nous lui expliquons que nous sommes des touristes français membres de l'enseignement. Très aimable, il nous apprend qu'aujourd'hui dimanche elle est fermée et qu'il n'a pas les clefs et nous invite à revenir le lendemain matin, nous promettant de nous donner satisfaction. Puis il s'offre à nous faire visiter le hall, assez imposant.

De part et d'autre, se dressent les bustes de Lénine et Tito. Sur le mur du fond nous admirons trois immenses tableaux qui représentent deux scènes de la Résistance et le troisième une femme portant le drapeau rouge à la tête d'une manifestation ouvrière.

Malheureusement notre itinéraire nous oblige à quitter Belgrade le lendemain de bonne heure. Nous ne verrons pas la bibliothèque.

Un peu plus loin, nous entrons à la Maison des Syndicats. Nous pénétrons dans une salle de lecture où se trouvent passablement de lecteurs.

Nous déclinons nos qualités de membres de l'enseignement en France et demandons si nous pouvons nous entretenir avec un des représentants du syndicat de l'enseignement. Mais il n'y a que des interprètes anglais et allemands et nos faibles connaissances de ces deux langues ne nous permettent pas de soutenir une conversation assez poussée.

Nous n'avons pas de chance dans nos tentatives d'entrer en contact avec les dirigeants officiels, mais probablement nous auraient-ils répété ce que nous avons pu lire dans les **Informations yougoslaves**.

CHEZ LES PAYSANS

Sur la route entre Titograd et Pech, nous entrons dans une ferme. La maison d'habitation se compose d'une pièce unique qui sert à la fois de cuisine, salle à manger et chambre à coucher. Le sol est en terre battue. L'ameublement est réduit à sa plus simple expression : une table, quelques chaises boiteuses, trois lits pour toute la famille qui compte sept personnes. Ces lits sont en fer et n'ont pas de matelas, on couche sur des peaux de chèvre.

Dans un coin, un petit buffet et le long du mur, un coffre en bois curieusement sculpté — qui est paraît-il la dot de la jeune fille quand elle se marie — sert d'armoire pour ranger le peu de linge. Sur les murs quelques napperons brodés par les enfants tiennent lieu de tableaux.

Pas de cheminée ni de cuisinière. On fait le

feu dans un trou creusé dans le sol et la fumée s'en va, comme elle peut — par les interstices du toit. Aux solives du plafond sont pendus quelques jambons fumés.

Evidemment l'hygiène et la propreté sont de sortie. Deux des enfants, âgés de 15 et 16 ans, poursuivent leurs études pour être ingénieurs; nous regardons leurs cahiers de cours de mathématiques. En algèbre, ils sont vraiment trapus et les cours sont largement supérieurs à ceux suivis en France par les candidats au B.E.P.C.

Le père va chercher un litre de vin et un fromage de chèvre séché. Nous trinquons. Le vin est un peu aigre, comme la plupart des vins que nous avons bus, mais un petit verre de marc du cru nous fait passer le goût du vin.

Une parente, parlant français, est dans la maison. Cette femme a travaillé en France; elle était revenue au moment de la révolution pour revendre ses quelques lopins de terre, mais n'a pu obtenir l'autorisation de retourner. Elle nous vante les « charmes » de la politique agraire stalinienne pratiquée avant la rupture avec Moscou :

— Cette ferme comprenait quatre hectares; au début, on nous a confisqué les trois quarts, il ne nous restait donc plus qu'un hectare; on nous a laissé une vache pour six personnes. C'était la misère noire. Maintenant, ça va mieux. Les petits paysans de moins de dix hectares sont libres et on leur a rendu leurs biens; nous avons souffert de la sécheresse, mais cette année la récolte est belle

En effet, par la porte ouverte, on aperçoit des champs de tabac, des vignes chargées de belles grappes, cinq ou six vaches bien grasses passent majestueuses, un troupeau de moutons affolés se réfugie en compagnie du cochon dans une cavée près de la maison pour se mettre à l'ombre.

Le vieux m'offre son tabac et je roule une cigarette d'un tabac blond bien meilleur que les cigarettes vendues dans les « Tabak ».

On prend quelques photos et tous s'alignent en rang d'oignons après avoir fait un brin de toilette, sauf la petite dernière qui a voulu mettre sa belle robe et s'amène quand tout est fini; la pauvre petite pleure et on recommence.

Nous quittons ces braves gens qui nous regardent partir en agitant leur mouchoir.

Avant effectué la plus grande partie de notre randonnée en région montagneuse, nous n'avons vu surtout que des paysans cultivant en propriété individuelle quelques hectares — parfois moins d'un hectare — de terre.

Dans ces montagnes dénudées — comme d'ailleurs dans certains coins des Basses-Alpes ou de la Lozère — la culture est réduite à celle de quelques minuscules « polliers » grands comme des mouchoirs de poche. Nous avons vu des paysannes couper le blé avec la faucille ou l'arracher à la main et descendre leur maigre récolte sur leur dos ou sur le dos de petits baudets. La ferme se réduit à quelques moutons noirs ou chèvres, parfois une vache, un cochon noir également, quelques volailles.

Nous ne parlons pas des zodrougas de production ou fermes collectives, coopératives d'exploitation ou fermes d'Etat; nous en avons traversé passablement surtout dans la région comprise entre Belgrade et Zagreb — et nous regrettons beaucoup de n'avoir pu les visiter.

CHEZ UN MAITRE D'ECOLE

A Vrpolje, sur la route de Skradin, impossible de trouver un terrain de camping : des pierres et toujours des pierres.

Nous décidons de demander à l'instituteur si on peut camper à l'école. Celui-ci est absent, mais sa femme nous reçoit fort aimablement et nous autorise à nous installer dans la salle de classe.

L'école, de construction récente, est assez bien aménagée, mais la cour de récréation aurait besoin d'être nivelée. On pourrait y faire du motocross !

Nous installons donc nos matelas de camping dans la classe avec des lampes électriques, car il n'y a pas d'électricité, et après avoir cassé la croûte, au plumard. Le lendemain matin, nous faisons notre petit inspecteur. La salle est propre avec ses murs peints en blanc. Comme mobilier scolaire il y a des petites tables à deux places, la chaise du maître est remplacée par une petite table placée latéralement, sur laquelle se trouve les livres du maître, deux tableaux noirs, un boulier compteur. Sur les murs une grande carte de la Yougoslavie en relief, un tableau de système métrique, un tableau scientifique (appareil digestif et circulation du sang), une pharmacie scolaire, un tableau mural où sont exposés les meilleurs devoirs d'élèves. Sur le mur de face un grand portrait de Tito avec cette inscription : « Zivio vodja Uertell Nasih Narodna Drug Tito », que je traduis : « Vive le héros de l'indépendance nationale, le camarade Tito ».

Au-dessous du portrait, une bannière des Jeunes yougoslaves.

Nous jetons un coup d'œil sur les livres du maître parmi lesquels une brochure sur les programmes scolaires.

Nous allons faire nos adieux à l'institutrice et lui offrons pour la remercier un peu de café — denrée précieuse. L'instituteur est de retour; il s'exprime un peu en français et nous fait entrer dans une salle dont les murs sont tapissés de beaux tapis bosniaques — et où se trouve sa bibliothèque.

Nous profitons de sa connaissance de notre langue pour lui poser quelques questions :

— La République yougoslave a construit des écoles dans tous les villages, nous dit-il, mais elle manque encore de personnel qualifié. Aussi le système des classes par mi-temps, de 7 à 12 heures et de 14 à 19 heures, est encore assez courant. Les fêtes catholiques — nous sommes ici en Croatie — ont été supprimées, mais vont à la messe librement ceux qui veulent; il n'y a plus que des fêtes nationales. Les instituteurs ont trois mois de grandes vacances et cinq jours au 1^{er} Mai, qui est la grande fête nationale.

L'échelle des classes est toujours en vigueur. Il n'est pas question d'appliquer le traitement unique ! — et le traitement varie entre 12.000 dinars (14.400 fr.), en sixième classe jusqu'à 24.000 dinars (28.800 fr.) en première classe.

L'instituteur s'exprimant assez difficilement en français, nous ne pouvons approfondir suffisamment notre petite enquête et nous quittons nos deux sympathiques pédagoges en admiration devant nos deux bagnoles. « Luxe américain », suivant eux, mais pourtant si courant chez les instituteurs français.

A Ajdovscina, près de la frontière italienne, à cause de la pluie qui tombait sans arrêt, nous avions campé dans le réfectoire d'un collège dont les élèves étaient en vacances.

Le réfectoire était d'une propreté impeccable, mais le collège était installé dans un immeuble vétuste et délabré; la porte des w.c. ne tenait plus que par un gond et ceux-ci étaient mal entretenus. On nous a dit qu'on construisait un collège moderne dans un autre quartier de la ville.

Nous trouvons des cahiers de devoirs d'élèves, et

les cahiers de mathématiques confirment l'observation déjà faite : le niveau est beaucoup plus élevé que celui des élèves français du même âge — ce qui nous laisse supposer que les Yougoslaves ont l'intelligence plus rationnelle. Ceci explique d'ailleurs pourquoi ils sont des maîtres incontestés au jeu d'échecs.

Nous trouvons un cahier d'histoire naturelle avec des croquis très soignés et très précis, des dessins très bien exécutés ; des croquis représentant des soldats montant à l'attaque sous une pluie d'obus. Toujours l'obsession de la guerre ! Un autre croquis sur l'alphabet Morse en campagne par gestes de bras levant des petits drapeaux ; un vieux livre de grammaire — on a renouvelé tous les livres scolaires en 1951.

Ce livre périmé manque d'illustrations, mais on y trouve par contre les portraits des gloires nationales et internationales de l'époque : Lénine, le maréchal Staline, le camarade Tito avec un petit résumé explicatif dont il serait curieux d'avoir la traduction.

Contents d'avoir trouvé un gîte, nous nous installons joyeusement dans ce réfectoire. La directrice très sympathiquement nous apporte un plat de prunes. Pour un soir nous voilà redevenus collégiens !

LES OUVRIERS ONT-ILS LE BIEN-ETRE ?

A Ajdovscina, je lie conversation avec un vieil ouvrier qui a travaillé à Valescourt, près de Saint-Just-en-Chaussée (Oise), à quinze kilomètres de chez moi, et qui paraît content du régime :

— Depuis deux ans, les salaires se sont considérablement améliorés, environ 15.000 dinars (18.000 fr.) par mois, me dit-il. Dans peu de temps je toucherai la retraite des vieux travailleurs, 3.500 dinars (4.000 fr.) par mois, avec ça je pourrai vivre.

Il n'aime pas le régime russe.

— Au début ça allait, mais ils ont déraillé !

Il pense venir faire un tour en France bientôt. Je lui donne mon adresse et l'invite à venir me voir.

En réalité, il y a des salaires moins élevés et les salaires dont il me parle doivent être ceux des ouvriers qualifiés ; d'autre part, j'ai peine à croire qu'ils puissent « vivre » avec une retraite de 3.500 dinars par mois !

Les ouvriers, en général, travaillent de 6 ou 7 heures à 14 heures, après ils sont libres. Ce système d'horaire doit s'expliquer par la grande chaleur — parfois 60 degrés au soleil — qui rend le travail très pénible l'après-midi.

Dans les grandes usines, il doit y avoir un roulement par équipe.

La plupart des ouvriers que nous avons rencontrés donnaient l'impression d'être des gens contents de leur situation actuelle, travaillant librement, sans aucune contrainte.

L'après-midi, surtout dans les villes, on les voit flâner en compagnie de leur femme et de leurs enfants. Le soir, c'est une véritable marée qui déborde dans les rues et s'étale sur toute la largeur de la chaussée, à tel point qu'à Kraju-gevac, vers neuf heures du soir nos voitures avançaient péniblement au pas dans cette mer humaine. Les terrasses des cafés sont bondées et sous le ciel lumineux, les notes nostalgiques des chœurs et chansons slaves créent une atmosphère pleine de vie et de charme. A onze heures du soir, les rues sont désertes, tout le monde est couché. Il faut être matinal !

Il est incontestable que le standing de vie des ouvriers yougoslaves est inférieur à celui des

ouvriers français et qu'ils ne jouissent pas du même bien-être.

En admettant le salaire moyen de 15.000 dinars (18.000 fr.), celui-ci reste au-dessous de celui des ouvriers français qualifiés. Mais la nourriture est plus frugale et moins coûteuse. Comme dans tous les pays chauds, on mange moins et la base de l'alimentation est composée de pain noir, de tomates, concombres et oignons, de fromage, de viande (très bon marché), de bière.

Le vêtement est plus cher, mais on en use moins ; on travaille la plupart du temps le torse nu et on se promène en pantalon et chemisette sans cravate.

L'ouvrier yougoslave est aussi beaucoup plus sobre ; nous n'avons rencontré qu'une seule fois un homme qui titubait et faisait scandale, et il s'agissait d'un milicien populaire !

Le sport est pratiqué couramment, les terrains de football sont fréquents et l'équipe l'Etoile Rouge de Belgrade a conquis la notoriété mondiale.

Il y a des Kino (cinémas) un peu partout.

Mais les ouvriers yougoslaves n'ont pas le confort habituel des ouvriers français : l'automobile est considérée par eux comme un luxe capitaliste ; le poste de radio, l'appareil photo, le vélomoteur, voire la simple bicyclette, restent aussi des choses presque impossibles à acquérir. Que dire des frigidaires, machines à laver, aspirateurs, cocottes-minute, etc.

Le mobilier est très simple, presque inexistant, chez certains paysans des régions montagneuses.

Par contre, ils jouissent de certains avantages : médecin et pharmacien gratuits, allocations familiales, réduction des frais de transport et dans les hôtels pour les congés payés, bibliothèques populaires, etc.

La viande est bon marché, mais le café est cher, le pinard aussi. En général, les aliments servant à l'alimentation sont bons marchés.

Le pain noir — qu'on trouve plus facilement que le pain blanc et consommé dans toute la Yougoslavie — est à 47 dinars (50 fr.) le kilo.

La viande varie de 200 à 250 dinars (300 fr.) le kilo, c'est-à-dire bien meilleur marché qu'en France, mais les boucheries dans les campagnes sont mal tenues ; il y a peu de frigidaires. Au marché de Kotor, on débitait la viande en morceaux plutôt informes sur des billots de bois, les déchets traînaient sur le sol au milieu d'un nuage de mouches.

Les légumes (haricots, pommes de terre, carottes, oignons, navets) sont bien meilleur marché qu'en France ; les fruits (tomates, melons, pêches, abricots, prunes, raisin) aussi, mais il y a peu de variétés et les variétés existantes sont plutôt rustiques. L'huile est à 360 dinars (430 fr.) le litre, le beurre, assez rare, à 600 dinars (720 fr.) le kilo.

Par contre le sucre est à 200 dinars (240 fr.) le kilo, les confitures à 220 dinars (265 fr.) le kilo et le vin de 150 à 180 dinars (180 à 220 fr.) le litre. C'est du vin ordinaire, parfois bon, souvent un peu aigre, mais les Yougoslaves boivent surtout de la bière.

Le café est à un prix astronomique : 3.500 à 4.000 dinars (4.200 à 4.800 fr. le kilo) — ce qui n'empêche pas le café turc d'être à 25 ou 30 dinars (30 à 40 fr.) la tasse.

Les oranges, les citrons, le poivre et tous les produits coloniaux sont très chers.

Au restaurant, vous faites un repas confortable avec vino ou pivo (vin ou bière) et café turc pour 300 dinars (360 fr.). Le bifteck est de la grandeur de l'assiette, mais certains plats sont épicés abondamment avec du piment.

Les articles de textile sont plus chers qu'en

France. Nous avons vu à l'étalage un complet veston pour homme à 20.000 dinars (24.000 fr.). Une paire de chaussures ordinaires coûte 5.000 dinars (6.000 fr.), une paire de chaussures correspondant à la bonne chaussure française 8.000 dinars (9.600 fr.), soit environ deux fois plus.

L'essence pour auto est à 57 dinars (68 fr.), l'huile yougoslave pour auto de bonne qualité 200 dinars (240 fr.).

Nous avons payé pour réparation d'une chambre à air et gonflage 100 ou 200 dinars (120 fr. ou 240 fr.).

Les postes de radio sont encore considérés comme des objets de luxe. Un poste ordinaire, datant d'au moins dix ans en France est étiqueté 30.000 dinars (36.000 fr.) et un poste neuf 50.000 dinars (60.000 fr.). Il est vrai que les Yougoslaves vivent beaucoup dans la rue où sont installés des haut-parleurs d'Etat (postes collectifs qui diffusent les informations et « Cerisier rose et pommier blanc » — chanson en vogue).

Les articles de quincaillerie et d'usage courant sont aussi plus chers ou introuvables.

J'entre dans une quincaillerie pour acheter quelques petits boulons pour ma table pliante. Impossible de se faire comprendre. Je fais un croquis très net. La marchande me propose successivement des clous, puis des vis, finalement me fait comprendre qu'elle n'en a pas. Je note le prix d'un petit sécateur : 1.200 dinars (1.360 fr.).

COMMERCE PRIVE ET MONOPOLES D'ETAT

A côté des zadrougas (magasins de vente collectifs), le commerce privé subsiste. Dans toutes les villes que nous avons traversées, nous avons trouvé épiciers, bouchers, brouillards, cafés, restaurants, magasins divers, etc.

Sur les marchés, les paysans viennent vendre les produits récoltés sur les terres dont ils ont la propriété individuelle : quelques œufs, des fruits, des légumes, des volailles, etc. La concurrence paraît jouer librement et nous n'avons pas vu de tableau d'affichage des prix.

Les propriétaires d'immeubles sont autorisés à louer leurs logements.

Dans quelle mesure le régime empêche-t-il tous ces commerçants, marchands, propriétaires de s'enrichir et de devenir de petits capitalistes ? Les zadrougas doivent, dans une certaine mesure, stabiliser les prix du commerce privé. On nous dit que l'Etat contrôle toute le commerce privé et l'empêche de devenir néfaste par toute une série de taxes et d'impôts appropriés.

L'Etat a le monopole du tabac. Et c'est pour cette raison qu'on ne trouve pas de papier à cigarettes — en effet, pour empêcher, dans une certaine mesure l'utilisation du tabac planté clandestinement par les paysans, la vente du papier à cigarettes est interdite. Il doit y avoir aussi le monopole de l'essence, car partout où nous avons pris de l'essence, il était établi un bordereau de vente en double, signé par l'intéressé et dont il gardait un exemplaire.

Le marché noir existe-t-il pour certaines denrées rares et chères, café par exemple ? Peut-être, mais nous ne pouvons rien affirmer à ce sujet car nous n'en avons vu trace nulle part.

ADVERSAIRES DU REGIME

— Y a-t-il encore des riches ? avons-nous demandé à un ouvrier rencontré dans un village dalmate, à l'unique puits où les femmes venaient l'une après l'autre emplir leur tonnelet d'eau.

— Oui, il y en a encore.

— Pourquoi n'ont-ils pas d'auto ?

— Il n'y a pas de routes

Réponse indiscutable ! La conversation n'alla pas plus loin, car notre homme jetant un coup d'œil circulaire sur l'attroupement qui commençait à se former autour de nous, s'éloigna en disant à mi-voix :

— Je ne peux rien dire !

Le type nous avait paru assez louche.

En tout cas, s'il n'y a plus de riches comme dans les pays capitalistes, il y a encore des débrouillards qui mènent une vie assez aisée.

A X... nous nous arrêtons pour camper dans un coin merveilleux : un petit bois de sapin surplombant la mer, mais il nous faut l'autorisation du propriétaire.

Celui-ci nous a aperçus et se dirige vers nous. C'est un ancien marin qui a bourlingué autour du monde et connaît des rudiments de français, d'anglais et d'allemand.

— Des fourmis, s'écrie soudain l'un d'entre nous.

— Je vais chercher le remède, dit notre marin, qui retourne à sa maison. Nous le voyons réapparaître avec du soufre en poudre et un litre de vin. Nous trinquons : le vin est excellent.

Notre homme est propriétaire de quelques hectares de vigne ; de plus il possède une barque sur laquelle il fait parfois des randonnées nocturnes en mer pour pêcher.

Il a la mine réjouie, il doit aimer le vin et la bonne chère.

Rendu loquace par quelques verres de vin, il vitupère le régime :

— Gouvernement, nicht gut (pas bon). Pierre II va bientôt revenir, il chassera « Monsieur » Tito !..

Il s'agit, de toute évidence, d'un « koulak » aisé qui trouve que la propriété a du bon !

A Fiume, un jeune homme qui paraît maladif, habillé misérablement, entame la conversation avec quelques mots de français : « Vous n'avez pas des bonbons ? » Je n'en ai pas et lui offre une cigarette. Il ne fume pas.

— Papa yougoslave, maman belge. Venus il y a six ans... Papa travaillait en Belgique, connu maman... Maman pleure, maman ne se plaît pas ici, elle voudrait retourner, en Belgique ce n'était pas comme ça !..

Dans une petite ville après Zagreb, nous rencontrons une jeune fille qui a vécu en France.

Elle travaille maintenant dans une usine. Elle se plaint du régime et voudrait retourner en France. En parlant, elle jette des regards furtifs à droite et à gauche et semble complètement apeurée. Apparemment il s'agit d'une nerveuse malade.

Elle finit par nous apprendre que son père est dans un camp de travail au Monténégro, depuis trois ans, pour menées antigouvernementales ; il a le droit d'écrire et il doit sortir prochainement.

— Je voudrais bien retourner en France, répète-t-elle à maintes reprises, comme un leit-motiv.

Elle s'éloigne en regardant de nouveau autour d'elle, comme pour s'assurer que personne n'a surpris la conversation.

A Dubrownik, nous installons nos tentes dans un terrain planté d'oliviers, face à la mer, près d'une superbe villa ombragée par des palmiers, des cyprès et des arbres à fleurs, gardée par deux superbes pointers mouchetés comme des panthères.

D'autres tentes sont installées.

Le lendemain matin, une dame vient nous trouver et nous dit en français :

— Vous êtes dans une propriété privée qui appartient à un docteur.

— Il n'y a pas tellement de Français qui campent en Yougoslavie !

— Oui, mais il faudra payer 100 dinars par nuit et par tente.

Nous lui objectons que c'est l'Agence Putnik qui nous a envoyés là.

— Je vais téléphoner, dit-elle.

Nous ne la reverrons plus pendant les deux jours de notre séjour.

Dans le même camp, nous faisons connaissance d'une Yougoslave venue camper plusieurs jours avec sa petite fille, en congé payé.

Le mari fonctionnaire est resté à Belgrade. Elle est venue par le train (deux jours de Belgrade à Dubrownik par Serajevo, environ 500 km.).

Elle est partisan du régime, admire Tito qui, selon elle, veut s'appuyer sur la jeunesse yougoslave — il n'est pas question du prolétariat international organisé — mais critique les récentes dispositions du gouvernement réduisant et modifiant le système des allocations familiales.

Elle voudrait que ces allocations soient progressives alors qu'on vient de les rendre dégressives.

La lapinisme n'est pas spécial à la France !

UN PROFESSEUR NOUS DIT

A Kotor (Cattaro) nous rencontrons un professeur yougoslave qui a fait ses études en France pendant de nombreuses années et qui s'exprime en français, en italien, en allemand avec la même facilité.

Il connaît l'histoire de France mieux que nous, nous parle de Jean-Jacques Rousseau, d'Ermenonville où se trouve son tombeau, etc... Il est actuellement bibliothécaire ; c'est un érudit de première force.

Pendant toute la matinée, il va nous piloter bon gré mal gré, tête nue sous un soleil de plomb. Il insiste pour que nous séjournions plusieurs jours à Kotor où il y a « tant à voir et à apprendre ». Il nous emmène d'abord sur le marché où nous faisons quelques achats de fruits et de légumes, marchandant les paysannes, leur donnant une petite tape amicale sur les épaules pour les influencer.

Ensuite il nous fait visiter le musée de la Marine, musée régional installé depuis peu et qui se complète petit à petit, suivant une bonne formule, avec des portraits des gloires locales — marins, la plupart, car nous sommes ici dans un port de guerre — des maquettes d'anciens bateaux, de galères, des costumes de marins et costumes régionaux, des lettres et documents divers, des vieilles pétroires. Le directeur, très aimable, fait office de guide. Je tombe en arrêt devant une gravure représentant un bateau de guerre autrichien, le « Saint-Georges » ; les marins de ce vaisseau se sont mutinés en 1919, comme les marins de la mer Noire et ont arboré le drapeau rouge. Quatre ont été fusillés. Divers documents, extrait de jugement, photos accompagnent cette gravure. L'ami Dommanget qui prépare l'histoire du drapeau rouge va être content et le professeur me promet de me faire parvenir un petit topo à ce sujet.

Puis nous allons visiter l'église de Saint-Tryphon, le saint local, où nous admirons les bas-reliefs magnifiques et le trésor de l'église : ciboires, chandeliers, ostensoirs, en argent massif du poids total de 350 kilos — on a donc laissé leurs trésors aux édifices du culte ? — et une autre église où l'on peut voir, dans une crypte, la momie desséchée d'une sainte, des ossements en quantités astronomiques, servant de reliques, etc...

Ces deux églises sont désertes.

Nous visitons ensuite les remparts et déambulons dans les rues du vieux Kotor, qui, comme toutes les villes de la côte dalmate, a subi l'influence vénitienne.

Après déjeuner, le professeur vient nous rejoindre et je le questionne sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat :

— Les divers cultes, me dit-il, ne sont pas subventionnés légalement. Les Eglises — il y en a au moins trois — catholique, musulmane, orthodoxe — sont séparées de l'Etat. On leur a laissé une partie de leurs biens, mais elles voudraient, surtout l'Eglise catholique, les récupérer et reprendre leur pouvoir temporel. (Nous avons su, par ailleurs, que ces différents cultes touchaient des subsides des différents Etats constituant la République yougoslave.)

— La question est sérieuse, poursuit notre professeur ; actuellement c'est peut-être le plus grand danger qui menace la jeune république.

Il nous apprend ensuite que tout le commerce libre est sous le contrôle de l'Etat, que depuis la nouvelle politique — N.E.P. semblable à celle opérée par Lénine — le régime est beaucoup plus libéral, que presque tous les ouvriers sont syndiqués, mais que l'appartenance au syndicat n'est pas obligatoire.

A brûle-pourpoint je lui demande :

— Les ouvriers ont-ils le droit de grève ?

Un peu éberlué il me répond :

— La grève n'est pas légale ; d'ailleurs en régime socialiste les ouvriers n'ont pas besoin de se mettre en grève, il leur suffit de déposer leurs cahiers de revendications !

Nous connaissons la musique !

Puis la conversation dévie sur des considérations d'ordre philosophique sur les rapports entre le capitalisme et la religion.

Nous sommes tombés sur un historien, philosophe et érudit d'envergure dont les propos tantôt sérieux, tantôt humoristiques nous séduisent tous.

Il insiste de nouveau pour que nous prolongions notre séjour. Dommage que nos heures soient limitées ! Aussi c'est avec grand regret que nous quittons ce partisan visible du régime qui, après certaines réticences compréhensibles, commençait à s'ouvrir largement.

CONCLUSION

La Yougoslavie présente comme la France plusieurs aspects, et nous pensons que, pour être honnête, ce compte rendu doit séparer la partie riche, c'est-à-dire la grande plaine qui s'étale de Belgrade à Zagreb, avec la Slovénie qui ressemble étrangement au Tyrol, de toute la partie montagneuse qui comprend une bonne partie de la Croatie avec toute la côte dalmate, le Monténégro, qui a cependant pas mal de parties verdoyantes et fertiles, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine où la culture n'est riche que dans les « polliers » — emplacements d'anciens lacs desséchés.

Dans ces régions montagneuses, les femmes filent encore la laine avec la quenouille, les paysans battent leur maigre récolte sur des aires, les maisons ne diffèrent guère de celles de nos paysans au XVII^e siècle.

Ceux qui ne verraient de la Yougoslavie que la partie pauvre avec ses quelques troupeaux de moutons ou de chèvres, ses habitants vêtus de guenilles cent fois rapiécées et ceux qui ne verraient que les riches plaines du Nord avec leurs cultures motorisées pourraient en tirer des conclusions diamétralement opposées.

On peut affirmer que l'ossature du régime, la pépinière des militants qui président aux des-

tinées du pays, se trouve vraisemblablement dans la partie la plus riche et la plus industrialisée et beaucoup plus évoluée au point de vue culturel et économique.

Il est assez difficile de formuler des conclusions absolues sur les possibilités du développement du socialisme en Yougoslavie. Mais nous pouvons dire sans crainte de nous tromper que Tito et son équipe auront à surmonter de grandes difficultés.

Obstacle majeur : la pauvreté du sol dans à peu près les trois quarts de la surface totale encore accrue par le climat continental provoquant des sécheresses endémiques comme celles des deux dernières années.

Le sous-sol est assez riche : les réserves connues en minéral de fer brut sont de l'ordre de 200 millions de tonnes, et la production annuelle est déjà dix fois plus élevée qu'avant la guerre. La Yougoslavie est au premier rang en Europe pour la production du cuivre et du plomb ; on trouve également de grandes quantités de bauxite, de chrome, de zinc, de mercure. Les réserves de charbon et d'huile de naphte sont abondantes. Néanmoins en 1951, la Yougoslavie a encore été obligée d'importer de grandes quantités de naphte (384.000 tonnes) et ses besoins augmenteront au fur et à mesure du développement des transports automobiles. Cependant, les récentes découvertes de gisements importants de naphte autorisent tous les espoirs. De toutes façons l'utilisation des torrents et chutes d'eau très nombreux pourra suppléer au pétrole et à la houille et permettra l'industrialisation du pays.

Autres obstacles : l'isolement de la Yougoslavie, entourée de pays satellites de l'U.R.S.S. et source de conflits perpétuels, non compensé par la fameuse entente balkanique avec la Grèce, pays pauvre, et la Turquie, pays non slave ; l'éloignement et les difficultés de communication de l'arrière-pays avec les ports de la côte dalmate — cois très rudes et très pénibles à rames très élevés.

Economiquement, une Fédération balkanique — le rêve de Dimitrov et de Tito — groupant tous les pays slaves ou semi-slaves : Albanie, Bulgarie, Roumanie avec la Yougoslavie, serait plus viable et aurait plus de chance de développement, mais la réalisation de cette fédération — qui se fera certainement un jour — présente actuellement des difficultés sérieuses.

La race est robuste, saine, gaie, frugale et susceptible pendant de longues années encore de se contenter d'un standing de vie inférieur à celui des ouvriers des pays occidentaux. Tito a pris en main un pays très arriéré ; s'il réussit à lui donner d'ici quelques années un niveau de vie équivalent à celui des pays précités, ce sera déjà un succès. Pour cela, il faut qu'il assure à chaque ouvrier un logement et un mobilier confortable, un moyen de transport rapide (bicyclette, vélomoteur ou auto), le confort minimum correspondant au progrès industriel ; il faut qu'il construise des milliers de kilomètres de bonnes routes qui porteront la civilisation jusque dans les villages de montagne ; il faut qu'il pousse l'électrification à fond.

A l'actif du régime actuel, nous pouvons porter la rupture éclatante non seulement avec l'U.R.S.S., mais aussi avec l'idéologie — autant idéologie il y a — stalinienne.

Les militants yougoslaves sont d'accord avec nous pour condamner les tares actuelles du capitalisme d'Etat bureaucratique, qui ose encore se draper des plis du drapeau rouge et du socialisme pour condamner le pacte à cinq qui n'est, en dernière analyse, que le pacte des cinq

grands sur le monde avec comme point terminus la dictature de l'U.R.S.S. ou des U.S.A. sur le monde, pour dénoncer l'exploitation de la guerre de Corée pour des buts exclusivement soviétiques, au mépris des intérêts du peuple coréen, pour « apprécier les récents événements d'Allemagne orientale et de Tchécoslovaquie, comme une action politique de masse, en dehors des partis, constituant la critique socialiste révolutionnaire des rapports du capitalisme d'Etat et de sa tyrannie bureaucratique dans le système soviétique », pour démontrer — Etude de Kardelj : Cinq ans après — « le processus de décomposition du stalinisme, s'accéléralant après la mort de Staline, à tel point que les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. ne peuvent être populaires que dans la mesure où ils font de l'antistalinisme larvé ».

Appréciations théoriques avec lesquelles nous sommes pleinement d'accord.

A l'actif encore, l'unité qui paraît définitivement consolidée de nationalités diverses et disparates tant par la langue que par les mœurs et la religion : Serbes, Croates, Bosniaques, Monténégrins, Macédoniens, les efforts du gouvernement pour isoler les différentes Eglises de l'Etat et obliger le clergé à s'incliner — l'autogestion des usines et entreprises par les conseils d'ouvriers, le souffle démocratique introduit dans l'Alliance ouvrière socialiste que dans les syndicats et la liberté dont semble jouir le peuple qui travaille, se promène, fait la sieste, va au cinéma, au café, se déplace librement — aussi bien adversaires que partisans du régime.

A l'actif aussi, les efforts accomplis dans la lutte contre le bureaucratisme, sans que nous puissions dire dans quelles mesures la lutte théorique a d'effet sur le plan pratique. On nous dit que les syndicats comptent encore 500 permanents !... et nous avons vu au camp diplomatique sur les bords de la Save, à douze kilomètres de Belgrade, outre ces messieurs du corps diplomatique, pas mal de bureaucrates en baignole qui venaient goûter aux douceurs de la sieste.

La non-connaissance de la langue nous a beaucoup handicapés et des heures précieuses passées dans les garages ou des étapes infernales nous ont manqué pour mener à fond nos petites enquêtes. Mais nous avons le mérite de nous être tenus à l'écart des officiels et de l'appareil du parti et des syndicats.

Nous sommes restés continuellement en contact avec la masse dans des diverses manifestations. Quelques dangers assez graves pour le devenir de la révolution nous sont apparus :

Nous avons eu l'impression — est-ce seulement une impression — qu'il existait surtout en Yougoslavie un socialisme de militants, un socialisme de sommet : à la tête, des militants instruits, éprouvés, sincères ; à la base, surtout dans la paysannerie, pas mal d'inédoués, c'est-à-dire d'individus qui mangent et qui boivent et ne voient un régime qu'en fonction de leur tube digestif. Nous n'avons jamais entendu chanter l'Internationale qui est tout de même tout un programme et la grosse majorité semblait l'ignorer. La faute en incombe peut-être aux années vécues sous l'emprise du stalinisme.

Autre danger : le nationalisme yougoslave qui semble n'avoir rien à envier à celui des Français du temps de Déroutède — naturellement les Yougoslaves ont une armée comme toutes les armées du monde où on inculque les mêmes principes de discipline et d'obéissance absolue. On semble accorder une place trop importante à la question de Trieste, pomme de discorde entre l'Italie et la Yougoslavie.

Nous trouvons chez Tito même un nationalisme

excessif — qui est peut-être la conséquence des persécutions, meurtres et atrocités commis par le fascisme italien et par les nazis — qui touche au chauvinisme.

C'est ainsi que dans un récent discours, nous trouvons ces lignes significatives.

Parlant des Italiens, il s'écrie :

— Ils n'ont aucune raison maintenant de se pavaner, de menacer dans leurs journaux, etc... en disant que la frontière naturelle passe à Sny-nik. Pour nous, ce serait une frontière pas naturelle du tout et impossible, et je ne connais personne chez nous qui la demande.

» Nous nous léverions tous comme un seul homme si l'on nous prenait encore un seul centimètre de notre pays. » (*Informations yougoslaves*, N° 123.)

Singulières paroles qui ressemblent à celles de Daladier en 1940 quand il disait : « Nous ne permettrons pas qu'on touche à un seul pouce du territoire français » et qui s'éloignent passablement des décisions du quatrième congrès de l'I.C., ainsi conçues :

« Le quatrième Congrès mondial rappelle aux travailleurs de tous les pays que la révolution prolétarienne ne pourra jamais vaincre à l'intérieur d'un seul pays mais seulement dans le cadre international en tant que Révolution prolétarienne mondiale. »

Autres dangers : le rôle mineur des syndicats semblable à celui des syndicats russes avec cette différence cependant que les ouvriers ne sont pas obligés de se syndiquer.

Mais comme en U.R.S.S., ils n'ont pas le droit de faire grève, l'Etat « tutélaire » pourvoyant à leurs besoins et à leurs revendications !

Enfin l'existence quand même d'une bureaucratie non renouvelée et qui paraît s'incruster, la déification de Tito. L'éventail des salaires est certes très restreint et il y a peu de différence entre le salaire d'un ouvrier et celui d'un professeur, d'un ingénieur ou d'une personnalité de l'appareil.

Tito lui-même vit très modestement dans sa petite maison de campagne quand il n'est pas à Belgrade.

Mais l'appareil existe, l'appareil circule dans de belles voitures américaines et le peuple va à pied.

Que pense-t-il quand il voit ces belles bagnoles soulevant d'énormes nuages de poussière ? Nécessité ? Peut-être, mais le fait est là avec toutes ses conséquences possibles.

Autre question sur laquelle nous n'avons pu avoir de renseignements précis : Comment empêche-t-on l'accumulation du capital ? La loi agraire récente a réduit à 10 hectares la propriété individuelle, mais comment empêche-t-on le commerce privé, le koulak de s'enrichir ?

Maintes fois, quand nous nous trouvions avec des Yougoslaves parlant correctement la langue française, on nous a posé la question : Qu'êtes-vous venus faire en Yougoslavie ? Ils semblaient accepter les explications d'ordre touristique que nous leur donnions, mais une certaine réticence, peut-être justifiée devant des gens qu'ils ne connaissaient pas, subsistait et aussi la crainte d'avoir affaire à des journalistes susceptibles de reproduire leurs déclarations dans les journaux. D'ailleurs, certains qui se sont plus ou moins confiés, nous ont demandé de ne pas faire état de leurs propos dans la presse et nous sommes obligés, tenus par cet engagement, de laisser certaines choses sous silence.

En résumé la Yougoslavie est en plein essor ; elle a construit des écoles et des collèges un peu partout, de grandes usines, des magasins collectifs

(zadrougas), des centaines et des centaines de kilomètres de routes sont en construction. De ses usines sortent déjà des camions, des tracteurs agricoles, etc... En général, les gens sont bien vêtus, bien logés, mangent à leur faim, paraissent heureux de vivre. De l'avis unanime, la condition ouvrière s'est considérablement améliorée depuis trois ans. Nous assistons à une deuxième expérience de réalisation du socialisme dans un seul pays, sur des bases différentes de celles pratiquées actuellement en U.R.S.S. et qui tendent à se rapprocher de celles de la Russie aussitôt après la révolution d'Octobre, mais aussi avec cette différence que la Russie plus vaste et plus riche était plus susceptible de se développer économiquement en système autarchique.

Depuis sa rupture avec le Kominform, la Yougoslavie a évolué passablement, elle évoluera encore. Tito a déjà été obligé, poussé par la force des choses, de faire un compromis avec les grands Etats capitalistes (voyage à Londres). Mais ces derniers ne le soutiennent que dans la mesure où la Yougoslavie est utile dans l'échiquier du bloc américain.

Nous suivons d'un œil assez sympathique cette deuxième expérience, mais avec pas mal de réserves sur sa répercussion possible dans la marche vers le socialisme.

Pierre VAQUEZ.

L'homme du "Monde" et la révolte ouvrière de Berlin

Si l'on voulait une confirmation éclatante de la thèse de l'opposition entre le pacifisme neutraliste et la plus élémentaire solidarité internationale, entre la nouvelle politique de « non-intervention » et la défense des libertés il faudrait remonter le *Monde* qui nous l'offre avec une franchise rare dans les papiers publiés du 21 au 25 octobre, sous le titre « *L'Allemagne orientale en perte de vitesse* » et la signature de Georges Penchenier.

Il s'agit de démontrer que l'échec reconnu des dirigeants de l'Allemagne soviétisée devait entraîner un changement radical d'orientation et de direction... que les manifestations de Berlin du 16 juin avaient été voulues ou au moins volontairement tolérées par les Russes... et que tout se serait arrangé heureusement... si les Occidentaux ne s'en étaient pas mêlé le 17 juin.

Pour M. Penchenier, ce sont des agents provocateurs, des agents américains, des « meneurs » qui ont eu l'impudence d'ajouter au mot d'ordre de lutte contre les normes... celui « *des élections libres* »...

Un seul exemple pour établir la bonne foi de cet homme du *Monde*... Il affirme que 2.000 ouvriers de Henningsdorf, en zone soviétique, ont traversé la zone française pour gagner Berlin-Est et qu'ils ont été rejoints et... débordés par 10.000 *Berlinois de l'Ouest*... Quant aux Russes, ils ont fait preuve d'un sang-froid et d'une sagesse exemplaires ; ils n'ont pas tiré sur la foule...

M. Penchenier reconnaît d'ailleurs que la police populaire a tiré. Il s'agit donc d'une simple division tactique des opérations : les tanks protègent... l'infanterie.

Le jeu de M. Penchenier est clair. Il s'agit de démontrer que les Etats-Unis n'ont pas voulu tenir compte de la politique de détente inaugurée par Malenkov (! ?). Les dirigeants allemands, incapables, allaient être balayés par les Russes. Les provocations occidentales du 17 juin ont arrêté cette « normalisation » du régime. La présence russe est indispensable pour maintenir l'ordre en Allemagne orientale... tandis que la population allemande de l'Ouest s'est malheureusement solidarisée avec Adenauer... La conclusion s'impose d'elle-même.

R. H.

Les élections allemandes

SOUS LE SIGNE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION ANTISYNDICALE

Le 6 septembre, le parti du chancelier Adenauer, l'Union chrétienne-démocrate (cléricale-capitaliste, disposant d'une fraction syndicale), s'est affirmé comme parti dirigeant de la bourgeoisie. Par rapport aux élections de 1949, il a pu augmenter ses voix de 7,4 millions (31 %) à 12,5 millions (45 %), profitant ainsi largement de la grande participation électorale, tout en grignotant tous les autres partis bourgeois. Le parti communiste a subi un échec (1,3 million de voix en 1949 ; 0,6 million de voix en 1953), et n'est plus représenté dans le nouveau parlement. Le parti social-démocrate, tout en gagnant un million de voix, a vu diminuer son pourcentage absolu de 29,2 à 28,8 (151 sièges).

Le parti du chancelier Adenauer (C.D.U.) dispose ainsi de la majorité absolue (244 sièges sur 487). La nouvelle coalition gouvernementale, à laquelle appartiennent tous les partis bourgeois, dispose d'une majorité des deux tiers.

Il n'est pas sans intérêt de comparer ces élections avec celles qui eurent lieu le 5 mars 1933, immédiatement après la prise de pouvoir par Hitler. A ce moment, le pourcentage des voix obtenues par la gauche (parti social-démocrate et parti communiste) diminua de 40 à 30,6 %. Le 6 septembre 1953, le parti social-démocrate (S.P.D.) n'obtint même pas ce pourcentage. Par contre, le C.D.U. réussit, en septembre 1953, à obtenir un pourcentage plus grand (45,2 %) que Hitler en 1933 (43,9 %). Une fois de plus, la majorité du peuple allemand a opté pour un programme contre-révolutionnaire, et donc contre la classe ouvrière.

Malgré tout, on ne peut comparer la situation actuelle avec celle de 1933. Cette fois-ci, la lutte contre la gauche ne se déroulait pas sous le drapeau du fascisme, mais sous le signe de la contre-révolution cléricale-capitaliste. En 1933, l'économie allemande souffrait d'une crise profonde, et le capitalisme, en tant que tel, était largement discrédité. L'assaut de la société bourgeoise contre la gauche ne pouvait être mené que sur la base d'un programme pseudo-socialiste et sur celle d'une intervention considérable de l'Etat dans les affaires économiques. Actuellement, par contre, vu la prospérité économique, la majorité du peuple allemand, particulièrement la petite bourgeoisie qui profite de la prospérité, opte contre l'économie dirigée et contre l'étatisme, parce que ces formes d'économie (considérées comme socialistes) ont été discréditées par le stalinisme.

La social-démocratie allemande a beaucoup contribué à ce discrédit. Fidèle à sa tradition étatiste, elle a, en 1945, largement participé aux institutions et gouvernements allemands, créés par les autorités militaires, et par de larges couches de la population, le système créé à ce moment fut considéré comme une

prise de pouvoir par le S.P.D. Les partis bourgeois n'eurent aucune peine de préparer leur « come back » sous la forme d'une lutte contre le système de rationnement « socialiste » et de présenter, plus tard, l'amélioration de la situation économique comme le résultat de leur lutte contre le socialisme.

La presse des pays occidentaux a présenté la victoire d'Adenauer comme celle de la démocratie. Elle n'a pas observé que cette victoire a un certain nombre de traits communs avec la victoire de Hitler. De même qu'en 1933, la peur fut un facteur important quant à l'issue des élections. Le petit-bourgeois allemand se sent menacé dans sa prospérité nouvellement acquise : d'une part par les Russes, vu l'impuissance de l'Allemagne sur le plan de la politique extérieure ; d'autre part, par le S.P.D. et avant tout par les syndicats qui, selon lui, aspirent à un changement du système actuel par des méthodes révolutionnaires. Comme en 1933, le petit-bourgeois a opté pour l'homme fort, pour le « sauveur » : ceci à cause de la bonne situation économique et des expériences récentes. Il a voté non pas pour un aventurier fasciste, mais pour un conservateur qui lui promet « sécurité » et « ordre » sans risques. Adenauer lui fut présenté tel un « Führer ».

Adenauer défend, sur le plan de la politique extérieure, une conception qui correspond aussi bien à la peur de la petite-bourgeoisie qu'au nationalisme hypersensible existant en Allemagne ; il préconise une politique à l'égard des Russes qui est basée sur le réarmement et les traités avec l'Ouest mais qui perd son caractère dangereux grâce à l'alliance avec les Etats-Unis. Surtout les jeunes électeurs et les réfugiés de l'Est furent ainsi gagnés au C.D.U.

Mais cette ambiance particulière peut se transformer en sentiments profascistes dans la mesure où des reculs sur le plan politique et économique interviendraient. Il est probable, d'ailleurs, que de nombreux électeurs profascistes ont voté pour Adenauer, parce que le gouvernement et l'administration de celui-ci comptent de nombreux éléments nazis.

Pour pouvoir prétendre à un succès dans le domaine de la politique étrangère, la social-démocratie aurait dû valablement prouver qu'il existe des possibilités d'une réunification de l'Allemagne dans un proche avenir, par le moyen de négociations. Cela n'était plus possible après le 17 juin. Les événements du 17 juin furent, pour Adenauer, l'argument suprême contre le S.P.D., bien que les ouvriers de l'Allemagne orientale ne se soient certainement pas battus pour Adenauer, mais nous croyons que le chancelier aurait également obtenu la majorité dans la zone orientale, s'il avait pu se diriger, le 18 juin, sur un tank vers Berlin-Est pour y annoncer des élections libres.

Il n'est pas sans intérêt de signaler le résultat électoral obtenu dans le camp de Hentorf près de Hambourg qui héberge des réfugiés de l'Est : 2.022 réfugiés ont voté pour le C.D.U. et seulement 87 pour le S.P.D. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'une élection en zone soviétique aboutirait à un résultat pareil ; mais il est nécessaire de mettre en garde contre la sous-estimation de l'hypothèque stalinienne qui pèse encore sur le socialisme allemand.

Le fait que le gouvernement d'Adenauer, de prédominance catholique, fut appuyé par le haut clergé, a certainement contribué à la victoire du C.D.U. Alors que dans l'ancien Reich, l'influence protestante fut prédominante, aujourd'hui, presque la moitié de la population dans la République fédérale est catholique. Le clergé profite de cette situation pour obtenir de nouveau une influence prépondérante dans la politique allemande, essentiellement sur le plan culturel et dans l'enseignement. Le fait que le clergé exagère donne tout de même une chance à la gauche.

La victoire électorale du C.D.U. dans les régions protestantes fut une surprise. A cet égard, on est en droit de parler, une fois de plus, du sabordement volontaire du protestantisme allemand qui, ayant essayé, en 1933, de se faire sauver par Hitler, est actuellement prêt à se faire sauver par Rome.

Mais il serait inexact de vouloir expliquer la défaite du socialisme par la constellation politique défavorable. Elle a sa raison profonde dans les changements structurels de la société auxquels la politique socialiste ne prête pas l'attention nécessaire. De nouvelles couches sociales qui — en dernier lieu — vivent aux frais du prolétariat, soit dans l'appareil d'Etat, soit dans le circuit de distribution, ont fortement élargi la base sociale des partis bourgeois. En Allemagne surtout, où l'effort de placer les anciens cadres du régime nazi — qui « travaillaient » à l'échelle européenne — et d'intégrer 10 millions de réfugiés de l'Est, a changé la structure de la société au détriment du prolétariat. Mais cette tendance existe dans toute société industrielle fortement développée où le prolétariat ne contrôle pas l'emploi de son produit de travail. L'augmentation de la productivité ne crée pas, dans ces conditions, la base pour le développement du socialisme, mais aboutit, au contraire, à un accroissement de la superstructure commerciale et bureaucratique et à une diminution du poids social du prolétariat. Politiquement, ce fait aboutit à une communauté d'intérêts entre le capital et les couches parasitaires qui « tiennent » l'Etat qui, lui, essaie de subjuguer le prolétariat aux autres couches de la société, soit à l'aide de moyens fascistes, soit à l'aide de moyens parlementaires.

Une telle évolution se produit nécessairement lorsque le prolétariat, bien que formant une minorité à l'intérieur de la société, devient, grâce à ses organisations syndicales, une puissance forte ; cette évolution est l'élément déterminant de la politique intérieure allemande depuis 1949. Sur le plan idéologique, cette évolution est présentée comme la « défense des droits du parlement contre les prétentions totalitaires des syndicats ».

Reste à analyser quelles conséquences la gauche allemande, c'est-à-dire la social-démocratie et les syndicats, a tirées de cette évolution. A notre avis, le S.P.D. aurait dû

mettre l'accent, dans sa politique, sur la lutte contre le renforcement de la machine de l'Etat. La social-démocratie devrait se battre pour une réduction du lourd appareil d'Etat et devrait propager la formation d'institutions autonomes, ayant des droits politiques et administratifs bien précis et très vastes. Les syndicats, par contre, devraient faire valoir directement leur puissance dans le domaine de l'économie et se battre pour la création d'institutions adéquates.

Les syndicats se sont engagés sur ce chemin, alors que le S.P.D. n'a pas reconnu sa tâche véritable qui devrait consister à gagner de nouveaux électeurs parmi les couches non prolétariennes. Le parti social-démocrate ne s'est pas rendu compte que sa politique étatiste, orientée vers les conceptions du « welfare-state », a diminué le poids spécifique du prolétariat et l'a coupé d'un certain nombre de nouveaux courants qui tendent à appuyer l'évolution du « super-Etat » vers une société plus libre. Le chemin de la révision, sur lequel s'est engagé le S.P.D., s'est avéré un véritable cul-de-sac. Le S.P.D. se détache du socialisme, mais reste fidèle à l'étatisme. Il s'éloigne du seul but véritable du socialisme : la libération de la classe ouvrière grâce à un changement de la structure sociale. Et ceci à un moment où les syndicats, eux, posent très justement le problème des relations entre les ouvriers et les moyens de production. Ainsi, le S.P.D. représente de moins en moins une attraction pour la classe ouvrière qui lui reste fidèle, plus à cause d'une tradition que par enthousiasme, mais il ne réussit pas à gagner à sa cause des couches non prolétariennes.

La défaite électorale a renforcé ces tendances à l'intérieur du S.P.D. : on espère que la S.P.D. trouvera l'audience de la petite bourgeoisie, en se détachant de la tradition socialiste et « marxiste » et en s'adaptant à l'idéologie des classes moyennes.

Alors que la social-démocratie capitule devant les nouvelles classes moyennes et abandonne le socialisme, les syndicats s'orientent sur un chemin différent. Depuis 1945, il n'y a plus des syndicats attachés aux partis politiques, mais des syndicats unifiés, organisés selon le principe de la structure industrielle et rassemblés dans le D.G.B. (Deutscher Gewerkschaftsbund). Le programme des syndicats est de caractère réformiste et ne contient nullement une hostilité de principe à l'égard du système capitaliste. Mais les syndicats réclament le partage du pouvoir économique entre le Capital et le Travail. Cette revendication — la cogestion — a révolutionné la vie politique et syndicale en Allemagne. Elle est devenue, pour les ouvriers, un nouvel idéal (presque un mythe, dans le sens de Sorel), qui remplace, de plus en plus, le pâle socialisme d'Etat. Pour le patronat, cette nouvelle revendication est, bien plus que le socialisme et le stalinisme, le nouveau grand danger contre lequel il faut préserver la société. Dans un ouvrage sur les syndicats allemands, récemment publié, le professeur libéral Brief considère que le syndicalisme est l'antithèse du capitalisme.

Les syndicats n'ont pas une notion très claire du but final auquel pourrait aboutir la cogestion. Les uns la considèrent comme la première étape sur le chemin de la transformation totale de la société capitaliste ; les autres sont d'avis qu'elle pourrait aboutir à

une réforme du capitalisme. Les chrétiens, par contre, voudraient utiliser la cogestion pour réaliser la collaboration entre « capital et travail » et pour mettre fin à la lutte de classes. Tout cela n'empêche pas que les effets pratiques de la cogestion sont révolutionnaires : celle-ci crée de nouvelles institutions qui donnent à la classe ouvrière la possibilité, par l'intermédiaire de leurs délégués et de leurs syndicats, d'agir sur le plan de la production et de faire l'apprentissage de la gestion des entreprises. De plus, il est possible que ces institutions deviennent, un jour, l'instrument qui permettra la gestion des entreprises par les ouvriers eux-mêmes.

Ainsi, la vieille théorie socialiste, selon laquelle la libération de la classe ouvrière ne peut être réalisée que par la gestion ouvrière des entreprises, est de nouveau mise à l'ordre du jour. La possibilité d'opposer la notion de *liberté* à celle du socialisme d'Etat se présente de nouveau, après avoir été considérée comme utopique, depuis la fin de la Première Internationale.

Ce qui est également nouveau, c'est le fait que les syndicats, pour faire aboutir leurs revendications, n'ont pas compté sur l'initiative du parlement, mais ont essayé de la réaliser en exerçant une pression sur le gouvernement, organisant des manifestations et déclenchant des grèves. Aussi bien la loi sur la cogestion dans l'industrie métallurgique et dans l'industrie du charbonnage ainsi que celle sur les délégués du personnel (adoptée par le parlement) furent l'occasion, pour les syndicats, d'engager des actions extra-parlementaires. Cette tactique des syndicats résultait nécessairement de la contradiction qui existe entre leur puissance réelle dans la société et leur impuissance au parlement. Ainsi, les syndicats furent amenés à s'opposer violemment au gouvernement et à la majorité parlementaire qui cédaient d'autant moins aux revendications syndicales que l'ordre capitaliste s'affermissait de plus en plus.

Comme dans cette situation une lutte extra-parlementaire contre le gouvernement présentait des risques considérables, les syndicats essayaient d'abattre le gouvernement sur le plan parlementaire, en participant à la lutte électorale avec le slogan : « Votez pour un meilleur Bundestag » (parlement fédéral) ! Une victoire de la gauche, en neutralisant, tout au moins, les forces de l'Etat, aurait abouti à une amélioration considérable de la loi sur la cogestion, et à la formation de « conseils économiques », renforçant ainsi l'influence des syndicats. Mais le seul allié des syndicats, le S.P.D., n'était pas suffisamment fort pour empêcher l'unité de la société bourgeoise contre le prolétariat. Ainsi, les élections donnèrent au gouvernement la possibilité de commencer une offensive contre les syndicats. Le prétexte de cette offensive fut « l'abandon de la neutralité » par les syndicats, lors de la campagne électorale.

Dans son offensive, le gouvernement s'appuya sur les syndicalistes chrétiens, membres du C.D.U., parti du chancelier. Quelques jours après les élections, les syndicalistes chrétiens présentèrent au bureau confédéral du D.G.B. un mémorandum où ils exigèrent une adaptation de la politique syndicale à celle du gouvernement, et la cooptation des syndicalistes chrétiens dans tous les rouages de la hiérarchie syndicale, ainsi que dans la presse et les centres d'éducation ouvrière du D.G.B.

Ils exigèrent, de plus, la reconnaissance officielle d'une fraction « chrétienne » à l'intérieur du D.G.B. La menace d'une scission fut exprimée à cette occasion.

Comme le bureau confédéral du D.G.B. refusa énergiquement de se plier à ces exigences, le gouvernement changea de tactique : il annonça la promulgation d'une loi interdisant des grèves politiques, des grèves de protestation et de solidarité dans les entreprises « vitales pour la nation ». De plus, le gouvernement a l'intention de restreindre, d'une manière générale, le droit de grève par une loi sur l'arbitrage obligatoire. Bien plus : on a l'intention d'interdire, aux syndicats, « toute immixtion dans le domaine économique » et de contrôler la « gestion financière » des organisations syndicales. Ces mesures équivalaient au retour à une situation identique à celle existant avant 1869. Cette menace est certainement destinée à faire reculer les syndicats et les obliger à faire des concessions aux syndicalistes chrétiens.

On ne peut pas prévoir, à l'heure actuelle, jusqu'où ira la contre-révolution syndicale et quelle sera la conséquence de la victoire électorale du C.D.U. Mais il ne fait aucun doute que les masses ouvrières empêcheraient une capitulation de la direction syndicale. C'est là que réside l'espoir que le mouvement syndical allemand restera dans le chemin sur lequel il s'est engagé après 1945, et que le syndicalisme trouvera une forme d'action adaptée à la situation en Allemagne.

L'expérience allemande nous enseigne que l'action syndicale a des limites sous un système capitaliste où l'Etat a une action déterminante et que l'aide d'un parti socialiste fort est indispensable. Le socialisme allemand obtiendra des victoires décisives dans la mesure où l'action syndicale trouvera son complément dans l'action du S.P.D.

Il est certain que le S.P.D. est dans l'obligation de gagner des couches non prolétaires. Seulement, il n'y parviendra pas en adoptant l'idéologie petite-bourgeoise, mais, au contraire, en proposant un programme de construction d'une société libre, basée essentiellement sur les points suivants : amélioration du niveau intellectuel des masses par une politique progressive dans l'enseignement et sur le plan de la politique culturelle en général ; démocratisation de la vie publique grâce à la diminution de l'intervention de l'Etat, à la gestion autonome des communes et à l'augmentation du niveau de vie de la population. Le programme du « socialisme d'Etat » ne doit pas être remplacé par celui d'une « économie libre », selon les théories de Keynes, mais par celui d'une économie conçue en faveur de l'intérêt populaire où les syndicats assumeront la direction et seraient la base de la vie économique et sociale.

Le parti socialiste et l'organisation syndicale dépendent l'un de l'autre. Le parti socialiste a besoin des syndicats, en tant que base de la vie économique, s'il ne veut pas s'engager sur le chemin néfaste de l'étatisation ou renoncer au socialisme. Les syndicats, eux, ont besoin d'un grand mouvement politique qui leur assure le cadre politique nécessaire à l'aboutissement d'une révolution économique. Une collaboration de ces deux forces, sur cette base, pourrait aboutir à une sorte de « juin 36 », mais sur un plan plus élevé et avec des résultats plus durables qu'en France.

E. THOMAS.

Notes d'Economie et de Politique

L'OCCIDENT EMBOURBÉ DANS SA DUPLICITÉ

« Qui souvent cuide engeigner autrui, s'engeigne soi-même ». Si nos gouvernants avaient tant soit peu d'esprit français ils se souviendraient de cette maxime de notre grand La Fontaine, ou, mieux, en tiendraient compte, même sans la connaître ; mais, comme ils ne sont que des disciples de Loyola et de Staline, ils s'imaginent que tout l'art de la politique consiste à tromper. Tromper, tromper encore, tromper toujours leur semble particulièrement facile quand on dispose de la presse, de la radio, des tribunes, et c'est, en conséquence, la seule maxime qu'ils entendent appliquer.

Mais cela est, pour eux, bien entendu, une source de pas mal de mésaventures.

Leur dernier « engeignement » est celui-ci : donner au Viet-Nam l'indépendance sans la lui donner.

C'est très simple, s'étaient dit nos petits Machiavel, on va reconnaître au Viet-Nam son indépendance « pleine et entière », mais « au sein de l'Union française ». Or comme, d'après le statut même de l'Union française, tous les pays qui en font partie doivent remettre entre les mains de la France la direction de ce qui est le plus important pour un Etat, sa défense, le Viet-Nam, théoriquement indépendant et souverain, restera, en fait, sous la dépendance de la France. Pas plus malin que cela !

Si les Annamites avaient marché, le tour était joué. Malheureusement, les Annamites savent lire ; ils ont regardé le texte de la Constitution française et ils y ont lu ceci :

Art. 62. — *Les membres de l'Union française mettent en commun la totalité de leurs moyens pour garantir la défense de l'ensemble de l'Union. Le gouvernement de la République assure la coordination de ces moyens et la direction de la politique propre à préparer et à assurer cette défense.*

Autrement dit : le Viet-Nam, Etat « indépendant et souverain », ne serait pas libre de décider lui-même s'il doit rester en paix ou entrer en guerre, car si la France, où l'un quelconque de ses territoires d'outre-mer, avait à « se défendre », c'est-à-dire, pour parler franc, à faire la guerre, le Viet-Nam, comme tout autre membre de l'Union française, devrait obligatoirement entrer dans la guerre avec « tous ses moyens ». De ces moyens, d'ailleurs, il n'aurait même pas la disposition, car, du fait de la « coordination » obligatoire de la défense par le gouvernement français, c'est celui-ci qui en ferait ce qu'il voudrait.

Bien plus ! Comme il est prudent d'être toujours prêt à assurer la défense si celle-ci devient nécessaire, il faut constamment, même en temps de paix, « préparer » cette défense ; or toujours d'après le même article de la Constitution, le gouvernement français est seul habilité à diriger dans tout Etat de l'Union tout ce qui est « propre à préparer » la défense, ce qui signifie, en premier lieu, qu'il aura seul la direction de la politique étrangère de cet Etat, car rien n'est plus lié à la « préparation de la défense » que la politique étrangère, et, en second lieu, qu'il pourra

intervenir chaque fois que ça lui plaira dans n'importe quel domaine de la politique, même intérieure, de l'Etat soi-disant indépendant, car il est toujours facile de prétendre, pour n'importe quelle mesure, qu'elle est susceptible d'affecter la défense de l'Union française.

Ainsi, cet Etat « indépendant » :

1°) n'aurait pas le droit de décider de la guerre et de la paix ;

2°) aurait sa politique étrangère dirigée par un autre Etat ;

3°) serait toujours en passe de voir cet Etat intervenir *légalement* dans toutes ses autres affaires.

Autrement dit, cet Etat « indépendant » ne jouirait d'aucune indépendance.

Le piège était vraiment trop grossier. Personne ne pouvait s'y laisser prendre, des Asiatiques moins que quiconque. C'est ce que le Congrès de Saigon et Bao Dai lui-même ont notifié sans ambages aux Messieurs astucieux qui ont toujours la main sur le cœur pour affirmer leur sincérité et leur franchise.

L'action du roi du Cambodge quittant sa capitale et rassemblant ses soldats hors de l'atteinte des troupes françaises avait été un premier, et sérieux, avertissement ; la résolution de Saigon en est un second ; même avec des marionnettes, il ne faut pas trop tirer sur la corde si l'on ne veut pas qu'elle se casse !

Soyons justes ! La duplicité n'est pas un monopole français. C'est la France qui tient le pompon. Mais ses alliés sont tout de même, en cette matière, de brillants seconds.

C'est à Trieste que les trois compères, Amérique, Angleterre et France ont voulu engeigner autrui, et qu'ils viennent de s'y faire engeigner.

On se rappelle les faits. Après la dernière guerre, un traité de paix a été signé entre les puissances « victorieuses » et l'Italie vaincue ; ce traité stipulait, entre autres, qu'une certaine bande du littoral adriatique, dénommée territoire de Trieste d'après le nom du grand port qui y était inclus, serait constituée en un Etat « libre » administré par un gouverneur nommé par le Conseil de sécurité de l'O.N.U.

Or peu après, en 48, à la veille des élections italiennes, afin de renforcer de Gasperi et faire pièce aux staliniens, l'Amérique, l'Angleterre et la France publièrent une déclaration commune par laquelle elles s'engageaient à ce que le territoire de Trieste ne suive pas le sort qui lui avait été réservé par le traité, mais soit incorporé purement et simplement à l'Italie.

C'était leur droit ! C'est le droit de quiconque de demander la révision d'un traité, ou même seulement, comme c'était le cas, de faire savoir qu'on a l'intention de la demander. C'était d'autant plus leur droit que jusque-là le traité n'avait pu être appliqué, tous les gouvernements proposés au Conseil de sécurité s'étant heurtés à un veto, soit celui de la Russie, soit celui d'une puissance occidentale.

Mais, depuis lors, deux événements se sont produits.

Le premier fut le schisme de Tito. Tito devenait, du coup, un allié. Plus moyen donc de le mécontenter. On avait promis Trieste à l'Italie,

pas du tout parce qu'on estimait cela juste, mais simplement par manœuvre électorale. La manœuvre se retournait maintenant contre ses auteurs, car si l'on tenait la promesse, si l'on donnait Trieste à l'Italie, c'était Tito qu'on perdait, ce qui était pire, bien pire, que de perdre l'Italie.

En second lieu, la Russie très habilement, après le schisme de Tito, supprima tout empêchement à la mise en application du traité en retirant le veto qu'elle avait opposé au candidat occidental, un colonel suisse. Dès lors, la seule solution légitime, légale, était d'appliquer purement et simplement le traité, tel qu'il avait été conclu et signé par l'Amérique, l'Angleterre, la France, la Russie, la Yougoslavie, l'Italie, etc., quitte à en poursuivre la révision ensuite. Mais, tout autant que les Russes, les Occidentaux ont horreur du Droit. Ils se mirent donc à empêcher eux-mêmes l'application du traité en opposant leur veto à la nomination du gouverneur qu'ils avaient eux-mêmes proposé ! Jésuitisme à faire rougir Staline lui-même !

Le résultat de cette politique, ô ! combien réaliste ! est que comme il ne leur est plus possible d'ajourner indéfiniment la réalisation de la promesse faite à l'Italie et qu'il continue à ne pas leur être davantage possible de tenir cette promesse, de peur de Tito, ils se trouvent aujourd'hui entraînés par les Russes devant le Conseil de sécurité en posture d'accusés

La Russie, toujours très habilement, a renouvelé, en effet, son offre de nommer gouverneur du territoire l'ancien candidat des Puissances occidentales, de sorte que, si ces dernières persistent à opposer leur veto, elles avoueront par cela même qu'elles ne reconnaissent pas le traité qu'elles ont signé, qu'elles se refusent à l'appliquer, et même qu'elles se réservent le droit de le violer, comme ce serait le cas le jour où elles laisseraient entrer dans le territoire les troupes italiennes ; elles traiteraient ainsi, comme des « chiffons de papier », des actes qu'elles ont solennellement signés conjointement avec plus d'une demi-douzaine d'autres Etats — en vertu simplement de leur bon plaisir.

Pour des Etats qui se proclament à tout bout de champ pour la sainteté, le respect et l'inviolabilité des traités, c'est pas mal !

QU'EN EST-IL, AU FOND, DE TRIESTE ?

Si l'on avait affaire à de véritables hommes d'Etat, c'est-à-dire à des hommes recherchant des solutions et non des expédients, qu'envisageraient-ils pour résoudre le problème de Trieste ?

La solution de ce problème n'est peut-être pas facile, mais les données en sont claires.

Prenez une carte ! Dans ces sortes de choses, c'est le meilleur moyen pour ne pas se laisser emporter par les passions.

De Trieste, partent plusieurs lignes de chemins de fer. En plus d'une ligne littorale rejoignant d'un côté l'Italie et de l'autre la Yougoslavie, trois voies ferrées se dirigent vers l'intérieur et pénètrent toutes trois, peu après leur sortie de la ville, dans cette partie de la Yougoslavie qu'on appelle la Slovénie ; l'une d'entre elles, la principale, dessert Liubliana, capitale de l'Etat slovène, puis file en Autriche où elle traverse la Styrie et la Basse-Autriche, c'est-à-dire les deux régions les plus industrielles d'Autriche, avant d'aboutir finalement à Vienne. Ainsi, Trieste se trouve être le port naturel d'un arrière-pays qui est yougoslave d'abord et autrichien ensuite ; sa fonction est évidemment de desservir cet arrière-pays dans lequel l'Italie n'a rien à voir. A ce titre, Trieste n'est pas un port italien.

Mais, d'autre part, on sait que la majorité des habitants de la ville de Trieste (environ les deux tiers) est italienne et qu'il en est de même très certainement pour cette bande littorale qui relie Trieste à l'Italie (zone A) et probablement pour la plus grande part de cette région littorale du sud de Trieste (zone B) qui, jointes à la ville, constituent le « Territoire libre ». Au point de vue ethnique, une grande partie du territoire et peut-être même sa totalité est donc en majorité italienne (la minorité étant slovène) et, à ce titre, Trieste et son territoire sont italiens.

Telle est la contradiction devant laquelle on se trouve : contradiction entre la fonction économique et la consistance ethnique.

Il me semble que, dans ces conditions, la meilleure solution, qui n'a sans doute aucune chance d'être adoptée car elle ne satisferait les passions ni des uns ni des autres, serait d'internationaliser la ville et la très faible partie du territoire actuel que parcourent les voies ferrées qui s'enfoncent vers l'intérieur (d'ailleurs peuplée de Slovènes), cependant que serait rendu à l'Italie tout le reste du territoire (sauf, éventuellement, les biens à majorité slovène). Trieste, port de la Yougoslavie et de l'Autriche, serait ainsi soustrait à son appartenance ethnique dans l'intérêt supérieur de l'indépendance économique de deux grands Etats, mais, pour ce qui l'entoure, rien n'aurait à prévaloir sur le fait de la nationalité des habitants.

En tout cas, il est un fait bien certain, c'est que l'avenir de Trieste, comme ville et comme port, dépend de son internationalisation. Si Trieste reste italien, il demeurera un petit port « provincial », simple lieu d'escale et de cabotage pour les Italiens, comme ce fut le cas entre les deux guerres, alors que son trafic était tombé de 6.100.000 tonnes avant 1914 à 2.472.000 tonnes en 1931.

Si Trieste est, au contraire, internationalisé, et si l'administration internationale le gère avec une ampleur de vues et une absence de parti pris national suffisantes, il redeviendra le débouché des régions les plus riches de la Yougoslavie et de l'Autriche, le port de Liubliana et de Zagreb, le port de Gratz et de Vienne, et même peut-être, un jour, celui de Budapest.

Et c'est pourquoi les Triestins qui crient « Vive Trieste libre ! » n'ont pas tort.

LE PRESTIGE DES MAINS PROPRES

Le pape vient d'interdire à ses prêtres de se salir les mains. Il leur a fait savoir que leur « apostolat » parmi la classe ouvrière ne saurait s'accommoder de leur mise aux « manivelles » côte à côte avec leurs ouailles. La comédie des prêtres-ouvriers va donc cesser.

Ce faisant, le pape, une fois de plus, a vu juste. Il a vu que c'en était fait du prestige de l'église si le curé devenait un homme comme un autre, et surtout un « manuel ».

Pour les gens d'église, comme pour tous ceux qui appartiennent à des classes privilégiées, ce qui importe avant tout, c'est de garder le « prestige ». Car, qu'il s'agisse d'un prêtre, d'un roi, d'un banquier ou d'un intellectuel, le « prestige » est le seul moyen d'obtenir, en même temps que l'admiration des « classes inférieures », leur docilité. Les travailleurs n'acceptent de travailler pour tous ces gens qu'à la condition que ceux-ci leur donnent une preuve incontestable de leur supériorité... en ne travaillant pas. Si vous êtes vous-même au tour, comment voulez-vous que celui qui est sur le tour d'à côté ait une raison

pour vous donner une partie de son travail, sous forme de bénéfice ou de denier du culte ?

Mais si, au contraire, vous ne travaillez pas, si vous avez toujours les mains propres, c'est évidemment que vous appartenez à une classe de gens « supérieurs » auxquels il est juste de fournir ce qu'ils exigent.

Les plus anciens prêtres l'avaient bien compris, lorsqu'ils demandèrent à être exemptés des travaux de la communauté sous le prétexte que les dieux n'acceptaient que les sacrifices qui leur étaient offerts avec des « mains propres ». Notre Très-Saint-Père-le-Pape ne fait aujourd'hui que réaffirmer cette antique et païenne tradition.

Bien que son malheureux destin eût dû lui valoir une place de choix dans le cœur des âmes sensibles, Louis XVI n'a jamais été tenu en très haute estime par les Français. C'est qu'on leur a appris à l'école que Louis XVI s'intéressait à

faire lui-même, de ses propres mains, de la serrurerie. Un roi serrurier ! Pouch !

Parlez-nous plutôt de Louis XIV, l'homme des grandes pompes et des étiquettes strictes. Ça c'est un roi ! Un roi qui commande le respect. Un roi qui a droit à ce qu'on peine et qu'on se fasse tuer pour lui, sans barguigner !

Or l'Eglise sent cela très bien, et elle préfère le sort de Louis XIV à celui de Louis XVI. Donc, pas de prêtres-serruriers ! Pas de prêtres-ouvriers !

Cette liaison du prestige à l'absence de travail manuel, l'improductivité considérée comme signe de noblesse sont l'un des préjugés les plus tenaces et la base la plus solide de l'ordre social. Le jour où avoir les mains propres ne commandera plus le respect mais le mépris, la Révolution prolétarienne sera faite.

R. LOUZON.

La Vie des Cercles

BULLETIN DE ZIMMERWALD

SEANCE DU DIMANCHE 25 OCTOBRE

La séance de rentrée du Cercle a attiré une grande affluente de camarades. Le programme comprenait deux exposés par John McNair, secrétaire général de l'Independent Labour Party (I.L.P.) de Grande-Bretagne, et par Marceau Pivert.

LA CAUSERIE DE JOHN McNAIR

Notre ami McNair dresse le tableau du mouvement travailliste en Angleterre.

Il rappelle la composition du Labour Party (L.P.). Un million d'adhérents dans les sections locales du parti, plus ou moins socialistes ; peu de marxistes ; quelques vieux admirateurs de Keir Hardie, le fondateur du L.P. D'autre part, la masse des syndicats affiliés grâce auxquels, dans les congrès, il y a de 6 à 7 millions de votes ; ces syndicalistes sont particulièrement intéressés par l'amélioration matérielle de leurs conditions de vie ; leur orientation politique est le plus souvent « à droite ».

En 1945, Churchill a cru qu'il avait l'Angleterre derrière lui, comme Lloyd George en 1918. Mais les élections donnèrent le pouvoir au Labour. Sans doute la classe ouvrière anglaise n'était-elle pas prête pour le socialisme, mais « on en avait assez de la guerre et on voulait l'amélioration des conditions de vie ».

A l'actif du gouvernement travailliste, il faut placer, en premier lieu, l'octroi de l'indépendance aux Indes, à Ceylan et à la Birmanie. McNair rappelle qu'à cette époque les conservateurs objectaient que l'Inde serait incapable de se gouverner elle-même et qu'il fallait attendre une meilleure occasion ; c'est encore ce que l'on dit aujourd'hui à propos de la Guyane ou du Kenya ; pourtant l'Inde, même « non préparée à l'autonomie », a mieux contribué à la paix qu'aucune autre nation.

Cela ne signifie d'ailleurs pas que la majorité du Labour ne soit pas impérialiste. Les antiimpérialistes convaincus et actifs, comme notre ami Fenner Brockway sont des exceptions trop rares. En fait il faut aussi noter que la classe ouvrière britannique est, en comparaison des classes exploitées des colonies, une classe aristocratique profitant, indirectement, de l'exploitation coloniale. Pourtant le Labour est moins « pittoresquement impérialiste » que Churchill.

Autre réussite des travaillistes : le service social. Chaque ouvrier paye 250 francs par semaine, moyennant quoi il a droit à tous les services sociaux, correspondant à une nette amélioration de la condition ouvrière depuis la fin de la guerre.

Quant à la nationalisation des mines et des chemins de fer, ses résultats ont été décevants. La base

capitaliste de l'économie n'est pas ébranlée : 20 % seulement du volume de l'économie anglaise sont touchés par les nationalisations et, de plus, les anciens actionnaires des mines et des chemins de fer touchent chaque année des intérêts de 3 %. Il s'agit plutôt d'une formule de capitalisme d'Etat ; caractère aggravé par l'absence de contrôle ouvrier : le contrôle centralisé des « boards » (4 ou 5 représentants des actionnaires, 2 ou 3 techniciens, 2 représentants des syndicats) est un chef-d'œuvre de bureaucratie. Pour l'ouvrier, on a seulement changé le patron et « l'ancien au moins on pouvait l'engueuler ». En 46, l'I.L.P. a accepté les nationalisations comme un pas dans la bonne direction. Mais le gouvernement Labour a nationalisé dans le « cadre » capitaliste. Les conservateurs peuvent dénationaliser (exemple de l'acier) et dans le cas où un Etat fasciste s'instituerait, il trouverait dans ces nationalisations le cadre Etat corporatiste.

Au retour de la guerre, les ouvriers espéraient du nouveau. Le socialisme, c'était l'espoir. Ce qui est arrivé, en réalité, a été moins grandiose. Si bien qu'aujourd'hui pour condamner ce qui ne va pas, il y a des ouvriers pour dire « c'est du socialisme ! ».

LE CONGRES DE MARGATE ET ANEURIN BEVAN

Bevan n'est ni un Lénine ni un Keir Hardie ; c'est un opportuniste politique. Il veut la place d'Attlee qui n'a peut-être pas été un grand homme d'Etat, mais un honnête homme. Aujourd'hui il est âgé, alors que Bevan a cinquante ans. Les atouts de Bevan dans la lutte, avec Morrison, pour le poste de leader sont sa grande popularité dans les sections du parti ; dans les gros syndicats, cette popularité ne joue pas mais on se souvient que c'est un ancien mineur.

Quoi qu'il en soit, même si Bevan l'emporte, il n'y aura rien de changé dans le parti.

En Angleterre, le système capitaliste est devenu très « élastique » ; il s'est en quelque sorte humanisé. Aussi la situation présente est loin d'être révolutionnaire. Il n'y a pas de chômage. Les prix n'ont guère plus monté que les salaires ; ceux-ci — 9 livres par semaine en moyenne — oscillent de 6 (ouvriers agricoles) à 12 livres (les mineurs). Personne ne meurt de faim. Les enfants se portent bien ; ils sont plus forts qu'il y a 50 ans. Les ouvriers ne se sentent pas misérables. Aussi bien le Labour n'est-il pas un parti socialiste ; il a réformé le capitalisme.

Il faut pourtant reconnaître que cette situation favorable a profité des circonstances ; il a fallu boucher les « trous » faits par la guerre dans l'édifice britannique ; le bâtiment va. Il y a aussi deux millions de jeunes au service militaire donc retirés du marché du travail.

Mais que va-t-il arriver ? On peut s'attendre à une récession. En 1950, l'Angleterre et les U.S.A. avaient un marché mondial libre. Maintenant la concurrence allemande et japonaise apparaissent.

Les nations du Commonwealth s'industrialisent. Si la troisième guerre peut être évitée, il y aura une situation économique tragique.

L'Angleterre aura sans doute un jour le socialisme et la liberté. Mais ce sera par *des réformes* et non à travers une phase catastrophique. Ce qui comporte le risque d'une « adaptation » du socialisme. Il faut donc lutter pour que le Labour garde une vision socialiste ; et la vision socialiste d'aujourd'hui est médiocre, comme en France. C'est la tâche de l'Independent Labour Party de maintenir à un niveau décent cette perspective socialiste.

DISCUSSION

Pedro Bonet trouve que McNair n'a pas assez souligné les positions socialistes de Bevan : expression du mécontentement ouvrier et de la réaction contre l'impérialisme américain.

Suivant demande si l'opinion anglaise est préoccupée de la remilitarisation de l'Allemagne.

McNair lui répond : les conservateurs acceptent cette remilitarisation ; dans le Labour, de 30 à 40 pour cent l'acceptent par crainte de la Russie.

Pour Rosmer, l'arrivée du Labour au pouvoir, en 45, a encore été une occasion manquée. Le mouvement ouvrier n'a pas eu la direction socialiste qui lui était nécessaire : il a eu les « fabiens » et les bureaucrates. Les nationalisations ont été une faille : par exemple, les mines ; ce qui explique assez l'opposition dans les syndicats et le Labour à l'extension des nationalisations.

Bevan a-t-il tiré la leçon de ces événements ? Pas du tout : il demande encore plus de nationalisations. Il a démissionné du ministère parce qu'on rognait sur les dentiers et c'est seulement après qu'il a nourri son opposition avec le réarmement. Il a remporté des succès dans les sections où les jeunes manquent de formation. Son livre est d'une pauvreté extrême : sentimentalisme et démagogie. Son internationalisme, c'est qu'on peut s'entendre avec les Russes et qu'il faut être anti-américain à la manière dont les journaux de Mussolini étaient contre le coca-cola.

Bevan veut être leader du Labour. Mais il ne réussira pas : les leaders des T.U.C. qui tiennent la caisse n'en veulent pas. Et s'il y avait rupture, Bevan serait isolé.

Ruff, au contraire, pense que les dentiers et les lunettes sont des choses très importantes : des facteurs de bien-être. Bevan a été acculé à trouver d'autres motifs à son opposition et a suscité une prise de conscience chez les militants. Il a raté son affaire en ne sachant pas trouver des appuis dans les syndicats.

Les questions essentielles sont : pourquoi les nationalisations ont-elles échoué ? Qu'arrivera-t-il dans la phase d'aggravation ?

Monatte demande si Bevan est l'interprète de toute la gauche ou seulement d'un courant. Dans le premier cas, il serait fort inquiet : car c'est un politicien à idées courtes, trop « anglais », et anti-américain au lieu d'être internationaliste. Peut-être, faute d'avoir vécu l'expérience du parti communiste, confond-il U.R.S.S. et socialisme et ne voit-il pas le danger russe. A côté de Bevan, y a-t-il une gauche sérieuse ?

McNair reconnaît facilement que Bevan ne conçoit qu'une révolution politique. D'ailleurs, en Angleterre, il faudrait un grand chômage, sans doute, pour que la situation devienne révolutionnaire.

Bevan sous-estime en effet le danger russe. Mais Bevan n'est pas stalinien. La carte des dentiers et des lunettes n'était pas une mauvaise carte mais il l'a mal jouée. Et la différence entre Attlee et Bevan n'est pas de nature mais de degré : deux ou trois bateaux de guerre de plus ou de moins. (Rappelons que le programme actuel d'armement avait été mis en train par le gouvernement travailliste.)

Oui, Bevan est aujourd'hui l'expression de la gauche. Il y a quelques marxistes, quelques I.L.P., mais Bevan est la voix de gauche la plus populaire.

L'« isolationnisme » anglais est une réalité. L'Anglais est pragmatiste ; les ouvriers se fichent de la « grande » politique. Ils ne se rebelleront que si la situation empirait gravement. Aujourd'hui,

c'est la « pause » (au sens de la « pause » Blum de 37).

Les dangers de rupture paraissent faibles à McNair : l'expérience de l'I.L.P. montre que les Anglais tiennent au Labour.

Ce qu'il faut, c'est que la gauche la plus authentique influence et conserve l'idée internationaliste.

Sur une question de Delaunay relative au facteur religieux dans le Labour, McNair répond que celui-ci a considérablement décliné depuis les origines où la moitié de l'effectif était « méthodiste ». Aujourd'hui 10 % des membres au plus sont chrétiens.

LA CAUSERIE DE MARCEAU PIVERT

Il est difficile de résumer brièvement l'éloquent exposé de notre camarade Marceau Pivert sur l'intégration européenne. En voici les grandes lignes.

S'il est vrai que les U.S.A. ont poussé à l'organisation de l'Europe, ils n'ont pas, initialement, été les seuls. Parmi les précurseurs, signalons Bob Edwards, F. A. Ridley, etc. Si, aujourd'hui, il y a une tentative de restauration capitaliste Bonn-Washington, il y a aussi des possibilités d'intégration favorables au socialisme.

Le pool acier-charbon, le pool des wagons sont de bons exemples d'améliorations possibles de l'économie européenne. Il dépend du mouvement ouvrier que ces améliorations soient maintenues dans une direction qui lui soit favorable. L'idée d'un gouvernement européen a pu se développer.

C'est depuis la guerre de Corée que le mouvement européen a pris l'orientation qui le conduit aujourd'hui au problème crucial de la Communauté européenne de défense.

Le mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe a eu tout au moins le mérite de maintenir les idées essentielles. Il faut reconnaître que les bourgeoisies anglaise et continentale s'entendent mieux que les socialistes du Labour et ceux du continent.

On peut dire que si le pool acier-charbon est un pas en avant, la C.E.D. serait trois pas en arrière. La communauté politique serait une espérance. Que l'objectif de la classe ouvrière soit l'autorité supranationale. Qu'elle montre l'exemple, en créant, entre autres, une fédération européenne des mineurs pour défendre ceux-ci dans le pool.

L'heure tardive ne permet qu'une remarque de Pedro Bonet : le mouvement européen aurait gagné à être indépendant des partis de droite et une question de Chambelland : la bombe H aux mains des Russes ne change-t-elle pas tout le problème de la C.E.D. ?

La discussion sur l'intégration européenne sera ultérieurement reprise.

SEANCE DU 15 NOVEMBRE 1953

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu le dimanche 15 novembre 1953 à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7^e (métro Solferino). Manès Sperber, Benno Sarel et Bruno parleront sur :

Les journées de juin à Berlin-Est et les perspectives d'avenir.

Un libre échange de vues suivra leurs exposés.

Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

ENTRE NOUS

Ce numéro met en évidence un désaccord qui oppose les meilleurs collaborateurs de la « R. P. ».

Désaccord fondamental ou malaise, comme la « R. P. » en a déjà connu et surmonté ?

Nous demandons aux militants qui suivent notre effort de dire ce qu'ils en pensent. La « R. P. », qui ne vit que par eux, a besoin de connaître leur avis.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 26 SEPTEMBRE. — Signature à Madrid des accords hispano-américains.

DIMANCHE 27. — Conférence d'unité des Postiers convoquée par la C.G.T.

LUNDI 28. — Ouverture à Margate du congrès du Labour Party.

MARDI 29. — Le primat de Pologne suspendu de ses fonctions par le gouvernement de Varsovie.

Le conseil national du Patronat français recommande de fixer à 110 francs le salaire horaire minimum.

Réponse soviétique à la note occidentale du 2 septembre.

MERCREDI 30. — Communiqué franco-américain à propos de la guerre l'Indochine.

JEUDI 1^{er} OCTOBRE. — Grève des dockers américains, sur la côte atlantique.

VENDREDI 2. — Une grève de 24 heures décidée par la C.G.T. sur le réseau Sud-Est ne réussit pas à gêner sérieusement le trafic.

Le gouvernement de Washington décide en réponse à la grève des dockers d'appliquer la loi Taft-Hartley.

MARDI 6. — Grève de 24 heures décidée par la C.G.T. dans l'Éclairage, les Mines, la Métallurgie, les Services publics. On n'enregistre que des manifestations symboliques.

Le syndicat américain des dockers donne l'ordre de reprise du travail.

Elections municipales en Finlande : importants progrès socialistes.

MERCREDI 7. — Vague de grèves dans les industries canadiennes.

JEUDI 8. — Les gouvernements anglais et américain annoncent le retrait de leurs troupes de Trieste.

VENDREDI 9. — Protestation du gouvernement yougoslave contre la remise de la zone A de Trieste à l'Italie.

Le gouvernement anglais suspend la constitution de la Guyane britannique.

SAMEDI 10. — Tito annonce que l'entrée des Italiens dans la zone A de Trieste sera considérée comme un acte d'agression.

Discours de Churchill à la Chambre des Communes en faveur de la participation allemande à l'armée européenne.

Ouverture à Vienne du 3^e Congrès de la Fédération syndicale mondiale.

DIMANCHE 11. — Elections en Norvège. Légère avance des socialistes et des partis de droite. Recul des communistes et des libéraux. Les socialistes conservent la majorité absolue.

LUNDI 12. — Manifestations paysannes dans le Centre.

Grève générale en Guyane britannique.

MARDI 13. — La Grâce met des bases aériennes et navales à la disposition des U.S.A.

MERCREDI 14. — Opérations de police en Guyane britannique, où la grève s'étend.

JEUDI 15. — Puissante offensive franco-vietnamienne aux lisières du delta tonkinois.

VENDREDI 16. — Le conseil national vietnamien rejette la participation du Viet-Nam à l'Union française.

Incidents à Pan-Mun-Jom où les prisonniers nord-coréens refusent d'entendre les communistes.

Agitation dans les théâtres nationaux.

A la suite d'incidents provoqués par la déviation des eaux du Jourdain et l'assassinat d'une mère et de deux enfants juifs, les troupes d'Israël ont attaqué trois villages jordaniens, tuant 40 habitants.

LUNDI 19. — Grève des producteurs approvisionnant le marché de La Villette.

MARDI 20. — La commission politique de l'O.N.U. repousse une motion arabo-asiatique sur l'affaire du Maroc. Une motion bolivienne recueille 31 voix contre 18 et n'est pas adoptée, n'ayant pas la majorité des deux tiers.

MERCREDI 21. — Mise en demeure du gouvernement français au Viet-Nam.

Suspension de l'aide américaine à Israël.

D'où vient l'argent ?

SITUATION
DU 26 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE 1953

RECETTES	
Abonnements :	
Ordinaires	72.460
Soutien	30.000
	<hr/>
Souscription	102.460
Vente au numéro	11.230
Souscription Tunisiens	620
Souscription à transmettre (Solidarité Syndicaliste)	1.400
Librairie	500
	<hr/>
	600
	<hr/>
	116.810
En caisse au 25 septembre	92.993
	<hr/>
	209.803
DEPENSES	
Papier et routage (reliquat pour le numéro de septembre)	6.667
Impression (numéro d'octobre)	78.280
Papier et routage (octobre)	16.695
Frais postaux	6.018
Frais généraux	1.100
	<hr/>
	108.760
En caisse :	
Espèces	7.910
Chèques Postaux	93.133
	<hr/>
	101.043
	<hr/>
	209.803

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Regert-Monod (Seine) 1500 ; Vaillard (Paris) 1500 ; Ch. Vildrac (Paris) 1400 ; Marceau Pivert (Paris) 1400 ; P. Métayer (S.-et-O.) 2000 ; R. et Y. Hagnauer (S.-et-O.) 2000 ; Ducros (Paris) 2000 ; L. (B.-P.) 2000 ; Goffin (Belgique) 3000 ; Osswald (Rhône) 1200 ; Mme Martinet (Paris) 1000 ; Cottet (Paris) 1500 ; Mlle Cattanes (Paris) 1500 ; Hennaut (Belgique) 1500 ; Grandjouan (Seine) 2000 ; Estève (Gard) 1500 ; Périgeat (Paris) 1000 ; M. B. (Paris) 2000. — Total : 30.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

Leprux (Seine) 300 ; Ligner (S.-et-O.) 300 ; Volovitch (Paris) 300 ; Souque (Gironde) 300 ; Husson (Paris) 300 ; Courtial (Paris) 300 ; Raffin (Seine) 150 ; Mons (S.-et-O.) 300 ; Bollengier (Paris) 100 ; Charlot (Paris) 100 ; Buissonnière (Allier) 200 ; Fanfani (S.-et-O.) 300 ; Pérignon (Meuse) 100 ; Bouysson (Paris) 300 ; Leblanc (H.-V.) 100 ; Patat (Paris) 150 ; Boutin (Paris) 200 ; Thomas (Indre) 300 ; L'Haridon (Finistère) 100 ; Cuchet (Isère) 300 ; Roux (Deux-Sèvres) 100 ; Maurel (B.-A.) 300 ; Laplaud (Char. Mar.) 300 ; Tortrat (Alger) 300 ; Mlle Oliva (Oran) 300 ; Pochier (Doubs) 100 ; Briard (S.-I.) 100 ; Ménéclier (S.-et-O.) 300 ; G. Marie (Paris) 300 ; Varier (Seine) 300 ; Anderson (Seine) 80 ; Rabinovici (Seine) 300 ; Berthaud (Rhône) 300 ; Mormiche (Deux-Sèvres) 300 ; Colson (Oise) 300 ; Rومان (Belgique) 350 ; Faugerat (Paris) 300 ; Alix (Corrèze) 300 ; Liger (Var) 200 ; Descours (H.-G.) 300 ; Léger (Seine) 300 ; Debat (H.-G.) 300 ; Marc (Paris) 1000. — Total : 11.230 francs.

LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS (quatorzième liste)

U. Thevenon (Loire) 1000 ; P. Briard (S.-I.) 200 ; J. Briard (S.-I.) 200. — Total au 26 octobre 1953 : 53.950 francs.

MOUVEMENT DES ABONNÉS

Situation au 25-9-53	1307
Abonnements nouveaux	7
	<hr/>
	1314
Désabonnements et suppressions	18
	<hr/>
Situation au 26-9-53	1296

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 2 ; Haute-Garonne 2 ; Indre-et-Loire 1 ; Haut-Rhin 1 ; U.S.A. 1. — Total : 7